

doing business in®

for Sustainable Development Goals - United Nations

République de GUINÉE

Les mines, moteur
de la diversification
de l'économie



VISTA ASSURANCES GUINÉE

INTRODUCTION

A PROPOS DE NOUS

Vista Assurances Guinée SA membre du Groupe Vista Holding, a pour objectif de devenir une compagnie d'assurance panafricaine de classe mondiale, et de participer à l'inclusion économique et financière en Afrique.

Présente en République de Guinée depuis 2007, Vista Assurances est une société anonyme au capital de 20 Milliards de GNF (environ 2,3 Millions de US) située à Almamya Corniche Nord, au 6ème étage de l'immeuble Zein.

Aggré par la Banque Centrale de la République de Guinée à souscrire à toutes les branches d'assurance non-vie, Vista Assurances couvre à travers un réseau d'agences, de bureaux directs et de points de vente les besoins de souscriptions de sa clientèle multisectorielle en offrant des produits adaptés et innovants.

Nous intégrons la banque et l'assurance pour satisfaire les besoins financiers de nos clients et créer de la valeur pour les parties prenantes grâce à une connaissance supérieure du marché et à l'excellence opérationnelle à l'échelle de l'Afrique.



BIEN PLUS QU'UNE SIMPLE MISSION

Nous développons une compagnie d'assurance d'envergure internationale, et nous mettons tout en œuvre pour adapter nos polices d'assurance au besoin de nos clients en facilitant l'accès à la souscription, mais également au règlement des sinistres dans un délai requit via notre solution digitale.



UNE VISION PLURINATIONALE AMBITIEUSE

Guidé par notre profonde connaissance du marché et notre excellence opérationnelle sur l'ensemble du continent africain, nous intégrons les services bancaires et d'assurance ; afin de mieux répondre aux besoins financiers de nos clients et de créer une valeur ajoutée pour toutes les parties prenantes.



DES VALEURS QUI NOUS SONT CHÈRES

À tous les niveaux du Groupe, chaque membre de notre équipe connaît, comprend et partage nos valeurs fondamentales que sont le service, l'intégrité, l'innovation, l'excellence, le respect, la performance, la gouvernance et la responsabilité.



SUNU Assurances

a le bon profil pour vous accompagner

**Automobile • Retraite Complémentaire • Tous Risques Chantier
 Prévoyance Collective • Transport de Marchandises
 Indémnités de Fin de Carrière • Responsabilité Civile • Santé
 Multirisque Professionnelle • Individuelle Accidents**



Notre métier, l'assurance.

Immeuble Kaleta - Rue KA 050 Teminetaye, Commune de Kaloum - BP 1618 Conakry

(+224) 661 44 11 11

serviceclients@sunu-group.com

www.sunu-group.com



Ce guide a été produit par
PLANET MÉDIAS

En partenariat avec l'Agence de promotion des investissements privés (APIP-Guinée)
 Éditeur : Planet Médias
 21 place de la République
 75003 Paris - France
 Tél. : (+33) 1 80 91 61 94
 Fax : (+33) 1 80 91 61 95
 contact@doingbusinessin.fr
 www.doingbusinessin.fr
 Directeur de la publication : Dany Laloum
 Directeur de la rédaction : Fahim Djebara
 Secrétaire de rédaction : Laurent Pointier
 Directrice de la traduction : Carmen Benito-Garcia
 Directrice technique : Céline Devaux
 Direction artistique : JP Doutaud
 Publicité : Dany Laloum - Khadja Camara
 Maurice Habib - Stéphane Benaim



Agence de promotion
 des investissements privés (APIP-Guinée)
 Rue Notre-Dame-du-Mali – BP 2024,
 Boulbinet - Conakry
 République de Guinée
 Tél. : (+224) 613 00 35 30
 info@apiip.gov.gn
 www.apiip.gov.gn
 Directrice générale : Oliano Diana Kouyaté
 Directrice générale Adj. : Challoub Yolande Colle
 Chef du département guichet unique : Saikou Oumar Sow
 Cheffe du département promotion des investissements : Fatoumata Condé
 Chargée des relations extérieures : Mariam Condé



Imprimé en Europe

#1 - SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE : LES FONDAMENTAUX

- Données géographiques, sanitaires et sociales >>>
- Une géographie variée, originale en Afrique de l'Ouest >>>
- Conjoncture : une croissance économique appréciable appelée à devenir plus inclusive >>>
- Commerce extérieur : le secteur minier continue de porter la croissance des exportations >>>
- Simandou 2040 pour prendre la suite du PRI >>>
- Sept bonnes raisons d'investir en Guinée >>>

#2 - ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

- L'Agence pour la promotion des investissements Privés (APIP) >>>
- Modernisation de l'environnement des affaires >>>
- La création d'entreprises en Guinée >>>
- Un code des investissements incitatif et protecteur >>>
- Banques : un secteur en forte croissance >>>
- Assurances : peu mature, le marché croît à grande vitesse >>>

#3 - SECTEURS PORTEURS

- Agriculture : un moteur de développement économique et social >>>
- Les cultures de rente mises en avant >>>
- Avec Simandou, les mines, plus que jamais supports de l'économie >>>
- En attendant le fer, la bauxite et l'or portent toujours le secteur minier >>>
- TIC : un saut technologique avec la « blockchain » >>>
- Tourisme : mieux faire connaître des atouts exceptionnels >>>

#4 - INFRASTRUCTURES

- Victime d'aléas climatiques et techniques, la Guinée poursuit ses investissements dans l'hydroélectrique >>>
- Le Transguinéen : catalyseur d'opportunités économiques >>>
- La gestion du port de Conakry fortement améliorée >>>
- TIC : un réseau de fibre optique de plus en plus résilient >>>

#5 - PREMIERS PAS EN GUINÉE

- La Guinée en bref >>>

10
15
18
21
30
36

40
44
52
56
60
68

76
80
82
88
94
99

104
108
114
120

126



Diaka Sidibé,
ministre de l'Industrie et des PME
de la République de Guinée



ACCÉLÉRER LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS POUR UNE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DURABLE : CAP SUR SIMANDOU 2040 !

La République de Guinée est à un tournant décisif de son histoire économique. Sous le leadership du président de la République le général d'armée Mamadi Doumbouya, le gouvernement guinéen s'est résolument engagé à faire des investissements privés le moteur d'une croissance inclusive, durable et souveraine. Ce pari ambitieux repose sur la mise en place d'un environnement des affaires compétitif, transparent et attractif pour les investisseurs locaux comme internationaux. Notre priorité est claire : mobiliser davantage d'investissements directs étrangers (IDE) et renforcer la capacité du tissu productif national à générer de la valeur ajoutée locale. Dans cette optique, plusieurs réformes structurelles ont été initiées : simplification des procédures administratives, amélioration de la gouvernance économique, incitations fiscales ciblées, et appui renforcé à l'entrepreneuriat, notamment à travers l'Agence de promotion des investissements privés (APIP-Guinée).

Le Programme Simandou 2040 illustre parfaitement cette vision novatrice. Ce programme de développement socio-économique d'envergure, adossé à l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde, ne se limite pas à l'exportation de ressources naturelles. Il est conçu comme un véritable catalyseur de développement national et régional. Il vise à générer un écosystème industriel, logistique et commercial, favorable à la création d'emplois durables, à la montée en compétences locales et à l'essor de PME guinéennes capables d'intégrer les chaînes de valeur mondiales.

C'est dans cet esprit que le gouvernement met l'accent sur une industrialisation intelligente, tirant parti de nos ressources naturelles tout en promouvant la diversification économique. Le secteur agro-industriel, les énergies renouvelables, les infrastructures de transformation et les technologies numériques figurent parmi nos pôles de croissance prioritaires, en complément de l'exploitation minière.

Nous sommes également conscients que la stabilité, la prévisibilité et l'équité sont les piliers de la confiance des investisseurs. À cet effet, la Guinée renforce son arsenal juridique et institutionnel pour mieux encadrer les investissements, protéger les droits des investisseurs, tout en assurant des retombées positives pour les populations.

La dynamique enclenchée est irréversible. Nous invitons les investisseurs de Guinée et d'ailleurs à rejoindre une Guinée en mouvement, résolument tournée vers l'avenir, au cœur d'une Afrique de l'Ouest en pleine mutation. Ensemble, mobilisons les ressources et les talents pour faire des investissements privés un levier de souveraineté économique et de prospérité partagée.



SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE : LES FONDAMENTAUX

- Données géographiques, sanitaires et sociales >>> **10**
- Une géographie variée, originale en Afrique de l'Ouest >>> **15**
- Conjoncture : une croissance économique appréciable appelée à devenir plus inclusive >>> **18**
- Commerce extérieur : le secteur minier continue de porter la croissance des exportations >>> **21**
- Simandou 2040 pour prendre la suite du PRI >>> **30**
- Sept bonnes raisons d'investir en Guinée >>> **36**



DONNÉES GÉOGRAPHIQUES, SANITAIRES ET SOCIALES





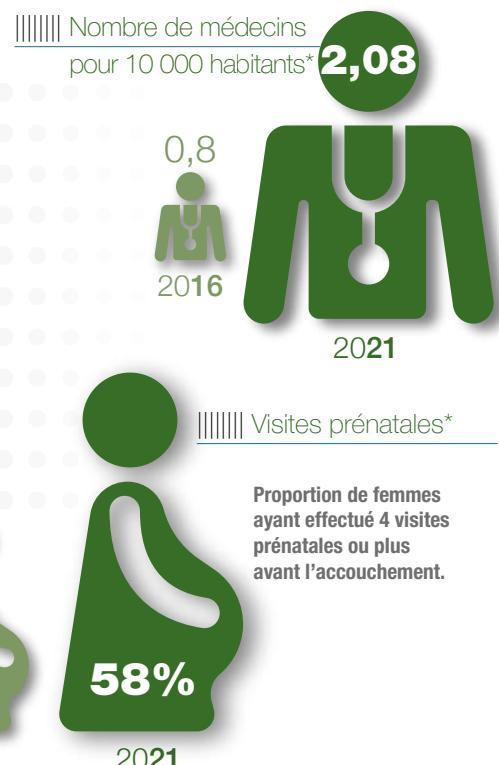
INDICATEURS SANITAIRES

SANTÉ : UN SECTEUR

INSUFFISAMMENT FINANCIÉ

« La Guinée, avec moins de 8 % du budget national alloué à la santé (4,7 % en 2023, selon l'annuaire statistique de l'INS et les comptes nationaux de la Santé), fait partie des nombreux pays qui ne sont pas sur la voie d'atteindre les 15 % proposés par les chefs d'Etats de la CEDEAO à Abuja en 2001 », indique le Rapport national volontaire 2024 sur l'état de la mise en œuvre des ODD en Guinée.

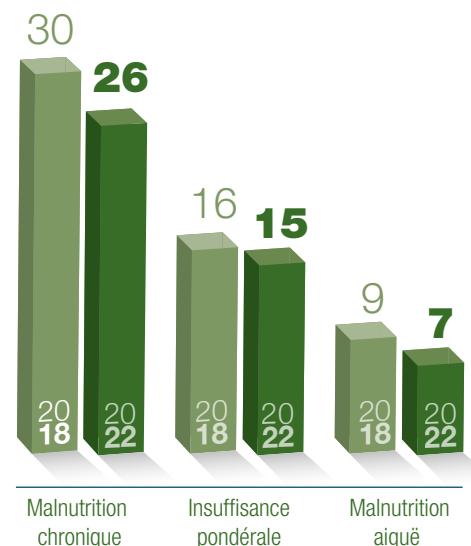
« Cela confirme le sous-financement du secteur par l'État et donne des indications quant à la faiblesse de la couverture sociale dans le pays. »



(Source : *Rapport national volontaire 2024 sur l'état de la mise en œuvre des ODD en Guinée)

Malnutrition enfants de moins de 5 ans*

Évolution des principaux indicateurs de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans entre 2018 et 2022 (en %)



LES STRUCTURES PRIVÉES DANS L'APPAREIL STATISTIQUE NATIONAL

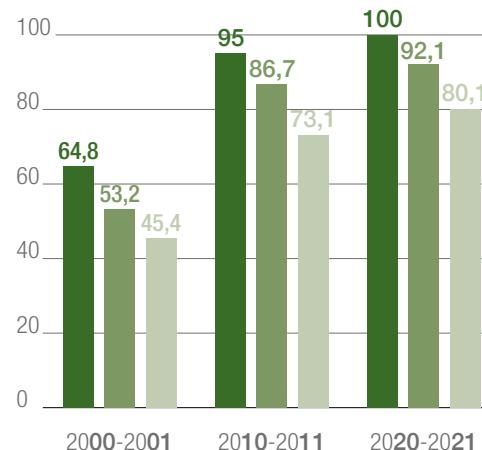
En 2021, la Guinée comptait 3 434 établissements de santé, dont 902 (26 %) privés, d'après la Fédération nationale des cliniques privées de Guinée (FNCPG). Selon cette dernière, l'intégration de ces établissements sanitaires privés, parapublics et confessionnels dans le canevas national de gestion des données est un immense défi.

Ceux-ci produisent 30 à 40 % des prestations de soins mais plus de 60 à 70 % de leurs données échappent au système national d'information sanitaire. C'est pourquoi, le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a établi un cadre de concertation permanent pour informer, former et doter ces entités des outils standards de gestion de l'information sanitaire.

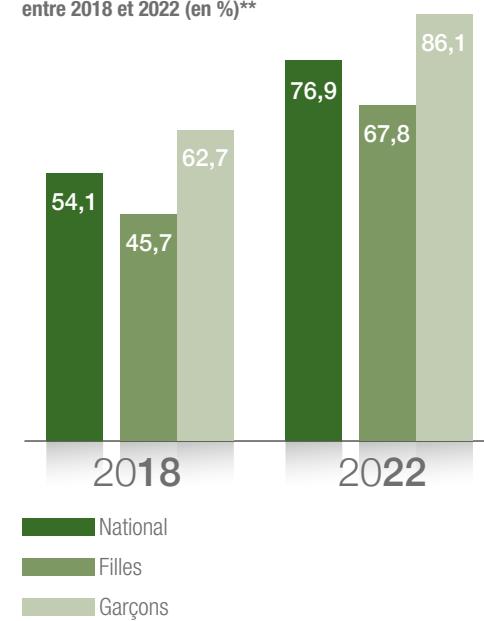
INDICATEURS SCOLAIRES

Éducation primaire

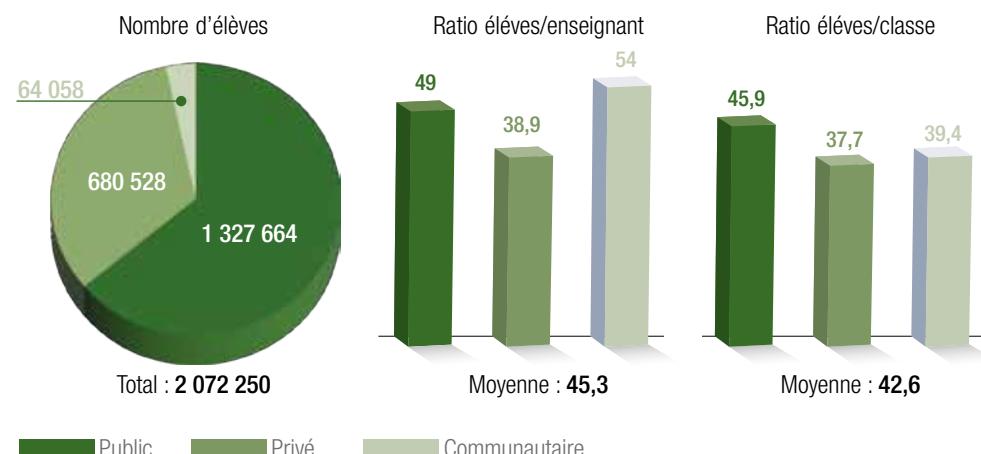
Taux de scolarisation au primaire (en %)*



Évolution du taux brut d'achèvement au primaire entre 2018 et 2022**



Nombre d'élèves par classe et par enseignant au primaire (données brutes et %)*



(Sources : *Annuaire statistique de l'enseignement primaire 2020-2021

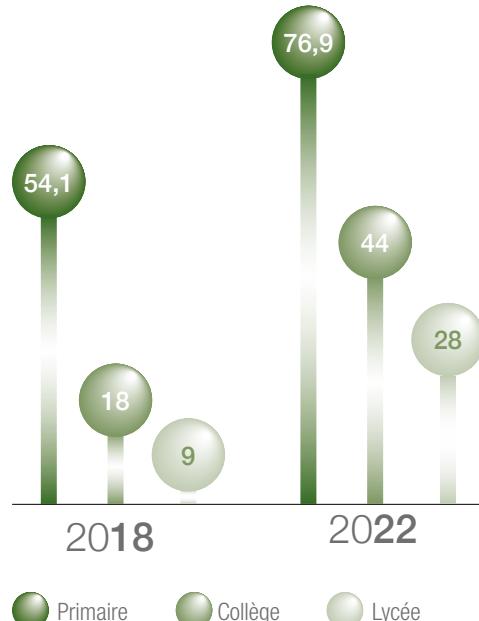
**Annuaire statistique de l'Institut national statistique de Guinée, 2022)

■ ■ ■ INDICATEURS SCOLAIRES

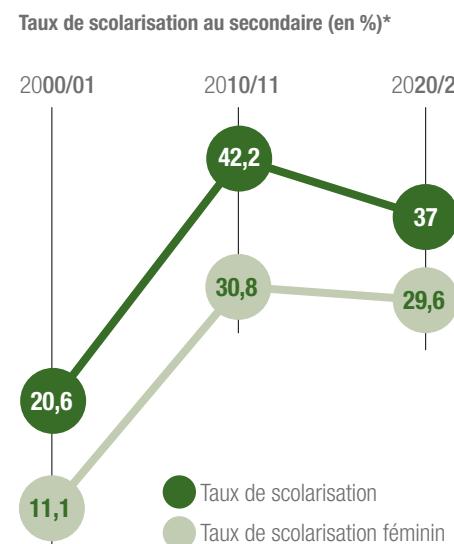
L'Enseignement secondaire en Guinée comporte deux cycles. Le collège, d'une durée de quatre ans, est sanctionné par le brevet d'études du premier cycle. Le lycée, d'une durée de trois ans, est quant à lui sanctionné par le baccalauréat ■

||||| Enseignement secondaire

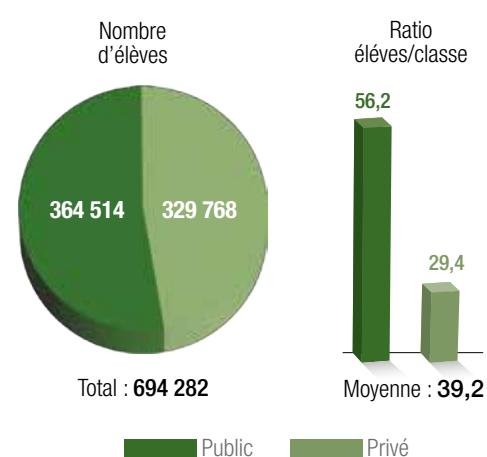
Évolution du taux brut d'achèvement par cycle d'études entre 2018 et 2022 (en %)



(Source : Annuaire statistique de l'Institut national statistique de Guinée, 2022)



Nombre total d'élèves et nombre d'élèves par classe au secondaire (données brutes)*



UNE GÉOGRAPHIE VARIÉE, ORIGINALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Géographiquement, la Guinée est partagée en quatre régions distinctes aux identités marquées en termes de relief, de climat, de sol et de végétation.

LA BASSE GUINÉE

La Basse Guinée, ou Guinée maritime, est le bassin alluvionnaire des rivières côtières. Située à l'ouest du pays, elle est large de 150 km et s'étale le long de l'océan Atlantique sur environ 300 km. Son climat est influencé par la mousson et la pluviométrie moyenne annuelle y est partout supérieure à 1 800 mm, atteignant 3 000 mm à Conakry. Les températures y sont élevées tout au long de l'année. En plus de la mousson, la Basse Guinée est arrosée par les nombreux cours d'eau issus des versants occidentaux du massif du Fouta-Djalon. Ceux-ci drainent sur la côte de larges plaines propices aux cultures vivrières et à celle du riz, alors qu'ils offrent en amont d'importantes potentialités énergétiques. Le sous-sol y est riche en bauxite.





LA MOYENNE GUINÉE

La Moyenne Guinée, ou Fouta-Djalon, est une région de montagnes et de plateaux. Son relief, entaillé par les vallées, culmine au mont Loura à 1 538 mètres. Les nombreux cours d'eau qui y prennent leur source font de cette région le « Château d'eau de l'Afrique de l'Ouest », un surnom qui n'est pas usurpé. Mais leur confinement dans des vallées encaissées complique leur aménagement hydro-agricole, ce qui en fait une zone de pâturage, d'agrumes et de jardins potagers. Le climat tropical y est modifié en microclimat de montagne et les précipitations y sont peu abondantes. Son relief et l'ampleur de la dégradation de son écosystème a poussé les éleveurs à étendre la transhumance jusqu'en Basse Guinée.

LA HAUTE GUINÉE

Région de savanes et de plateaux, la Haute Guinée fait partie d'une unité géographique et climatique étendue. Le Niger et ses affluents ont façonné des plaines humides en terrasses favorables à la riziculture inondée. C'est la région la moins pluvieuse de Guinée (entre 1 200 et 1 800 mm par an) et la saison sèche y est la plus longue (7 à 8 mois), avec des températures moyennes élevées, dépassant parfois 40 degrés en mars-avril. Résultat d'épisodes de sécheresse fréquents et malgré l'existence de plaines fluviales, la Haute Guinée n'a pas une agriculture prospère. Elle est, par contre, une zone privilégiée de pêche fluviale et d'élevage, alors que l'exploitation artisanale de l'or et du diamant y est aussi pratiquée.

LA GUINÉE FORESTIÈRE

La Guinée forestière doit son nom à la forêt humide qui couvrait la majeure partie de son territoire, mais qui a progressivement été détruite et que l'on retrouve sous la forme d'îlots sur les sommets montagneux (Nimba, Ziama) et le long des cours d'eau. Le relief est dominé par des massifs élevés aux versants souvent abrupts, par des plateaux, des plaines ou des vallées inondables. L'ensemble culmine au mont Nimba à 1 752 mètres. Son climat est de type subéquatorial avec des précipitations abondantes (1 800 à 2 300 mm) et régulières (environ 8 à 9 mois), tout comme le sont les températures, douces, oscillant autour de 25 degrés. C'est le domaine des cultures vivrières et industrielles (café, thé, cacao, palmier à huile, hévéa, etc.), ainsi que du bois. Grâce à ses potentialités économiques, c'est une région qui attire une population nombreuse ■



Ensemble, façonnons votre futur avec confiance.

FFA-EY Guinée s'engage à accompagner les organisations publiques et privées face à leurs défis dans un environnement toujours plus complexe. Offrant une gamme de services interconnectés avec des outils de pointe, EY aide ses clients à se transformer, à respecter les réglementations, à informer les investisseurs et à satisfaire les attentes de leurs différentes parties prenantes.

FFA -Ernst & Young est présent en Guinée depuis 1987, avec environ 50 collaborateurs à Conakry, servant plus de 100 clients dans divers secteurs tels que banques et établissements financiers, assurances, agro-industrie, mines et pétrole, télécommunications, projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux, ainsi que le secteur public.

Comment transformer votre vision en valeur à long terme?

The better the questions. The better the answer.
The better the world works.

Country Managing Partner

Expert-comptable
Amara Ndiaye

Amara.Ndiaye1@gn.ey.com

Audit, Conseil Comptable et financier

Directeur -Audit
Aboubacar Sidiki Diakité
aboubacar-sidiki.diakite@gn.ey.com

Juridique et fiscalité

Directrice – Juridique et fiscalité
Rouguiata Diallo
rouguiata.diallo@gn.ey.com

Expertisecomptable

Directrice-Expertise comptable
Laouratou Diallo
laouratou.diallo@gn.ey.com

Consulting

Directeur –Conseil
Robert Kamano
robert.kamano@gn.ey.com

EY Guinée

1^{er} étage, Immeuble de l'archevêché
Conakry -République de Guinée
BP 1762
Tél. : (+224) 621 99 99 09
Web : www.ey.com

CONJONCTURE : UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE APPRÉCIABLE APPELÉE À DEVENIR PLUS INCLUSIVE

La croissance économique guinéenne, restée positive durant les cinq dernières années de crises mondiales, va continuer de croître. Toujours portée par le secteur minier, l'économie doit se diversifier pour créer davantage d'emplois et de recettes fiscales.

À peine remise d'une crise politique consécutive à un coup d'État en 2008, la Guinée s'est heurtée à l'épidémie de la fièvre Ebola, entre 2014 et 2016, puis à la chute mondiale des cours des minerais qu'elle exporte. Stabilisé dans le cadre de la mise en place d'un Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), le pays a vu son président, de plus en plus contesté, être renversé le 5 septembre 2021.

Un tel enchaînement aurait mis KO plus d'un pays. Pas la Guinée, qui a su à chaque fois faire front en continuant de réformer ses institutions et

de rééquilibrer ses comptes. Le remplacement du chef de l'État déchu par un Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya depuis le 1^{er} octobre 2021, n'a pas fragilisé le bon niveau de la croissance économique guinéenne, comme cela a pu se produire dans d'autres pays qui ont récemment connu les mêmes changements politiques. Au contraire, l'état de l'économie et des comptes publics de la Guinée s'est amélioré.

Conjoncture : une croissance économique appréciable appelée à devenir plus inclusive

NOUVEL ENTRANT PARMI LES PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES

En juillet 2023, la Guinée a même fait son entrée dans la catégorie de la Banque mondiale des « pays à revenus intermédiaires ». Alors que la barre était fixée à 1 036 dollars en 2022, le revenu par habitants du pays a atteint l'année suivante 1 180 dollars. « Cet accroissement de revenu est le résultat des performances économiques enregistrées par la Guinée ces dernières années », a commenté l'institution établie à Washington.

Après s'être montrée plus que résiliente face à la pandémie de Covid-19 (+4,9 % en 2020) grâce à son secteur minier, la croissance guinéenne a enregistré un ralentissement relatif, à 4,3 %, en 2021. En 2022, en dépit des conséquences de la guerre en Ukraine et de l'incertitude politique, la croissance du PIB a résisté à hauteur de 3,7 %, selon les données de la Banque mondiale. Elle a ensuite presque doublé en 2023 pour atteindre 7,1 %, soutenue par la hausse de la production de bauxite (+22 %) et d'or (+10 %), par la hausse des investissements privés et publics, notamment dans les infrastructures, et par la disponibilité de l'énergie.

Dans les années à venir, l'exploitation minière devrait continuer à stimuler la croissance économique. Les secteurs non miniers, affectés en 2024 par l'explosion du dépôt de carburant de Kaloum, en décembre 2023, se redressent avec un retour à la normale en approvisionnement de carburant. La croissance du PIB a atteint 5,7 % en 2024, toujours selon la Banque mondiale. Elle devrait approcher 6,5 % en 2025, puis une moyenne de 10 % en 2026-27, grâce au secteur minier et à Simandou (19,4 %), la croissance du secteur non minier devant aussi s'accélérer à 5,4 % en 2025-27, soutenue par la demande interne.

En baisse, l'inflation est néanmoins restée à un niveau élevé (9,3 %) à la fin de l'année 2023, contre 11,6 % à la fin de l'année précédente, soutenue par des coûts de transport stable et des politiques fiscales et monétaires prudentes. Elle est passée de 8,1 à 6,4 % entre janvier et décembre 2024 et devrait se maintenir autour de

7 % sur la période 2025-27, grâce à une baisse de l'inflation des transports et des produits alimentaires et à une politique monétaire prudente.

UNE GESTION BUDGÉTAIRE PRUDENTE, UN RISQUE DE SURENDETTEMENT MODÉRÉ

Comme ce fut le cas au cours de la dernière décennie, la Guinée maintient une gestion budgétaire prudente, qui contribue à la réduction des déficits et à la stabilité macroéconomique. De 2016 à 2023, le déficit budgétaire s'est établi en moyenne à 1,4 % par an. Pour autant, l'allocation des dépenses pourrait stimuler davantage la croissance, souligne la Banque mondiale. De la même façon, la mobilisation des recettes fiscales à hauteur de 12,7 % du PIB entre 2016 et 2023 reste un défi pour la Guinée, en particulier dans le secteur minier.

L'analyse de viabilité de la dette (AVD) réalisée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en avril 2024, inchangée par rapport à l'AVD de décembre 2022, conclut à un risque modéré de surendettement de la Guinée, avec une certaine marge de manœuvre pour absorber les chocs. Néanmoins, la dette publique, qui avait diminué ces dernières années, a légèrement augmenté en 2023 et en 2024. Une hausse en partie due à la dette intérieure, creusée pour financer les investissements dans les infrastructures publiques.

La croissance des exportations est forte ces dernières années, notamment depuis le début du boom minier en 2016, mais celle des importations l'est aussi, en raison précisément des investissements directs étrangers (IDE) injectés dans l'extraction. Cela explique que le déficit du compte courant, établi à une moyenne annuelle de 10,6 % sur la période 2016-2023, devrait rester élevé. Si le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 2,7 % du PIB en 2024, en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement, il pourrait diminuer les années suivantes, résultat de politiques budgétaires précautionneuses.

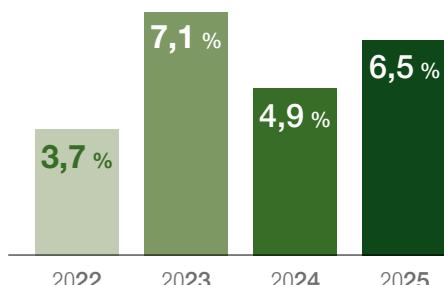


■■■ UNE DIVERSITÉ ÉCONOMIQUE À AMÉLIORER

Le faible regain d'activité dans les branches non extractives et la faible mobilisation des ressources internes constituent autant de risques pour une croissance durable. Outre des efforts pour améliorer cette mobilisation, notamment dans le secteur minier, les autorités s'attachent à parfaire l'environnement des affaires pour attirer des investissements, notamment dans les secteurs non extractifs.

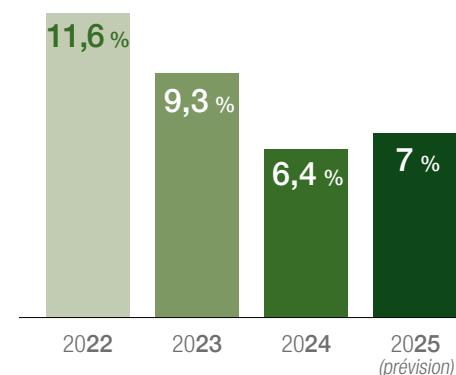
Autre levier de développement, le régime en place a signé d'importants accords pour le développement d'infrastructures, en particulier portuaires et ferroviaires. L'objectif est de faciliter l'exploitation du gisement de fer de Simandou, situé dans le sud-est du pays, un projet qui inclut un chemin de fer de 670 kilomètres pour connecter le gisement à un port minier. Outre l'exploitation du site, les autorités parient sur un développement de l'économie le long du corridor. C'est notamment le cas dans l'agriculture, secteur particulièrement riche d'opportunités dont la transformation des récoltes est encouragée ■

||||||| Taux de croissance du PIB réel*



**Source : Banque mondiale*

||||||| Inflation*



Focus

CHANGEMENT CLIMATIQUE : D'IMPORTANTES RESSOURCES À MOBILISER

L'index ND-GAIN (Notre Dame Global Adaptation Index) classait la Guinée en 2020 au 146^e rang sur 182 pays selon le niveau de vulnérabilité et de préparation face au changement climatique, indique le rapport Perspectives économiques en Afrique 2023. Il soulignait que les financements climatiques mobilisés sur la période 2016-2020 dans le pays n'étaient en moyenne que de 0,2 milliard de dollars, contre un besoin estimé à 1,59 milliard. Les effets du changement climatique ont pourtant déjà un impact sur les ressources hydriques, l'agriculture, la production hydroélectrique et l'ensemble de l'économie guinéenne. Pour augmenter les capacités de résilience de l'économie et sa transition vers une croissance inclusive et verte, le FMI préconise d'importantes réformes de la gouvernance minière, du cadre des affaires et l'approfondissement du marché financier. Le secteur minier, qui « représente 80 % des exportations et 20 % du PIB, mais ne contribue qu'entre 2 et 3 % aux revenus de l'État, est le principal levier de mobilisation des ressources publiques pour combler l'écart de financement climatique, » conclut le rapport.



COMMERCE EXTÉRIEUR : LE SECTEUR MINIER CONTINUE DE PORTER LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS

L'or et la bauxite constituent les principaux produits vendus par la Guinée dans le monde, les produits pétroliers constituant son principal bien importé.

Après avoir atteint un sommet de 132 484 milliards de francs guinéens en 2021, le niveau des échanges commerciaux entre la Guinée et le reste du monde a fléchi à 108 283 milliards en 2022 et 108 706 milliards en 2023. Le solde commercial restait positif, à hauteur de 17 619 milliards en 2023.

EXPORTATIONS : L'OR JUSTE DEVANT LA BAUXITE

Les exportations guinéennes ont atteint 63 163 milliards de francs guinéens en 2023, à peine moins que l'année précédente (63 652 milliards). Bien qu'en baisse par rapport à l'année record de 2021 (89 313 milliards), elles restent sur

une tendance haussière sur le long terme, presque trois fois supérieures à leur niveau de 2019. Cause de la légère baisse enregistrée en 2023, les ventes de l'or (-16,6 %) à destination de l'Inde. Une baisse néanmoins atténuée par la hausse des expéditions de bauxite (+26,9 %), qui partent largement vers la Chine.

En valeur, les principaux produits exportés en 2023 par la Guinée restent l'or (30 835 milliards de francs guinéens) et la bauxite (27 288 milliards), suivis loin derrière par l'oxyde d'aluminium (644 milliards) et les bateaux pour le transport de personnes ou de marchandises (632 milliards).

■■■



CHINE : PREMIER PAYS DE DESTINATION DES EXPORTATIONS

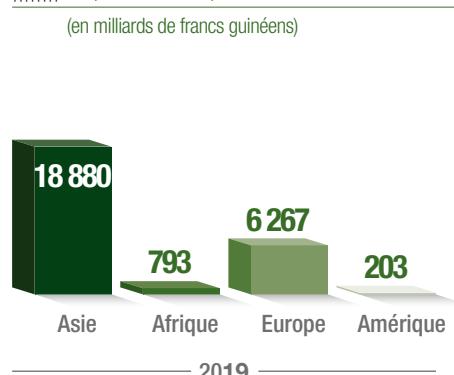
Les cinq premiers pays de destination des ventes de la Guinée, en 2023, sont la Chine (23 139 milliards de francs guinéens), les Émirats arabes unis (20 089 milliards), l'Inde (7 746 milliards), l'Afrique du Sud (4 319 milliards) et la Suisse (1 758 milliards). Cela confère à l'Asie le rang de premier continent client des biens vendus par la Guinée (81,6 %).

||||||| Évolution du commerce extérieur entre 2019 et 2023 (en milliards de francs guinéens)



(Source : Note d'analyse des statistiques du commerce extérieur 2024, ministère du Plan et de la Coopération internationale, Guinée)

||||||| Exportations par continent



(Source : Annuaire statistique du commerce extérieur 2023)

LES PRODUITS LES PLUS EXPORTÉS PAR LA GUINÉE EN 2022 ET LEURS DESTINATIONS

OR

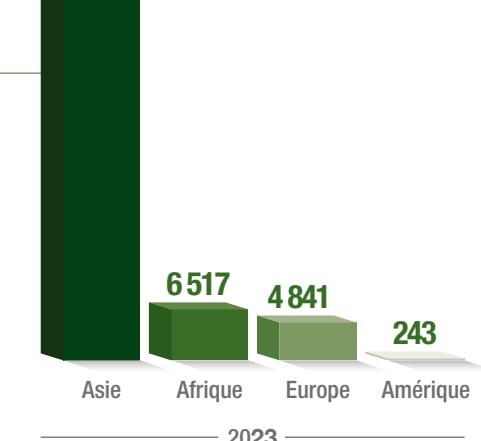
Bien qu'en baisse en 2023, les ventes d'or ont été multipliés par quatre en quatre ans, passant de 7 428 milliards de francs guinéens en 2019 à 30 835 milliards en 2023. Il reste le premier produit d'exportation en 2023 (48,8 % du total), essentiellement vers les Émirats arabes unis (59 %), l'Inde (21,4 %), l'Afrique du Sud (13,7 %) et la Suisse (6 %).

BAUXITE

Après une baisse en 2021 et 2022, les exportations de bauxite ont de nouveau atteint en 2023 le pic enregistré en 2020 (27 910 milliards de francs guinéens), à hauteur de 27 288 milliards de francs guinéens. Cette hausse est portée par les demandes chinoise (+40,6 %) et émiratie (+8,8 %). Deuxième produit d'exportation en valeur, la bauxite est essentiellement vendue à la Chine (84,1 %), suivie des Émirats arabes unis (6,8 %) et de l'Inde (3 %).



51 561



AGL Guinée, au cœur du Développement Économique et Logistique National

Les filiales du groupe AGL en Guinée jouent un rôle clé dans la fourniture de solutions logistiques, de transport, de manutention et de transit. Fort de plus de 800 collaborateurs, dont 99 % de Guinéens, le groupe investit dans la formation et le développement des compétences de ses équipes locales, participant ainsi à l'essor de l'économie guinéenne.

Partenariats et Crédit d'Emplois

En anticipant les réglementations sur le Local Content, AGL Guinée a créé une joint-venture avec une entreprise guinéenne dans le secteur du transport. Cette collaboration, qui combine l'expertise approfondie d'AGL dans le domaine du transport en Guinée avec la solidité de son partenaire local, permet de moderniser et d'optimiser l'efficacité du transport des marchandises. Ce partenariat a ainsi permis de créer près de 200 emplois pour les jeunes Guinéens et a contribué à l'émergence d'une flotte de plus de 60 camions pour répondre aux attentes d'un marché guinéen de plus en plus exigeant.

Investissements et Modernisation

Pour la modernisation et la dynamisation des infrastructures portuaires, le groupe continue d'investir pour l'extension du terminal à conteneurs de Conakry, visant à augmenter la capacité d'accueil des marchandises et à optimiser la fluidité du transit portuaire. De plus, la modernisation du pôle logistique de Kaga-Bélen facilite l'entreposage et le traitement des produits en transit.

AGL
Tour Niger - Route Nationale N°1
Marché Niger - Kaloum
BP : 2011 Conakry – République de Guinée
www.aglgroup.com

Impact Économique

Grâce à ce partenariat fructueux, AGL Guinée va participer activement aux grandes opérations logistiques dans des secteurs stratégiques comme les mines et l'industrie. En même temps, cette initiative stimulera l'offre de transport en tenant compte des besoins des investisseurs internationaux. Ce projet marque ainsi un tournant pour le secteur logistique en Guinée, garantissant que la richesse générée profite directement à l'économie nationale.



■ ■ ■

OXYDE D'ALUMINIUM

Loin derrière, l'oxyde d'aluminium trône à la troisième place des produits exportés par la Guinée en 2023, avec seulement 1 % du total. Sa valeur est passée de 459 milliards à 644 milliards de francs guinéens entre 2020 et 2023. Ses principaux clients sont la Russie (70,2 %), le Cameroun (19,4 %) et, récemment, la Lettonie (11,3 %).

NOIX DE CAJOU

Premier produit non minier du classement, l'exportation des noix de cajou est en légère hausse depuis quatre ans, passant de 431 milliards de francs guinéens en 2019 à 484 milliards en 2023. L'Inde (60,8 %) et le Vietnam (31,9 %) restent ses principaux débouchés, suivis loin derrière du Sénégal (4,1 %) et de Singapour (2,2 %).

CACAO

Bien qu'il ne représente que 0,6 % du total des exportations de la Guinée en valeur en 2023, il faut souligner la hausse des ventes à l'extérieur du cacao en six ans, passées de 56 milliards de francs guinéens en 2018 à 391 milliards en 2023. Sa destination majeure reste les Pays-Bas (95,1 %).

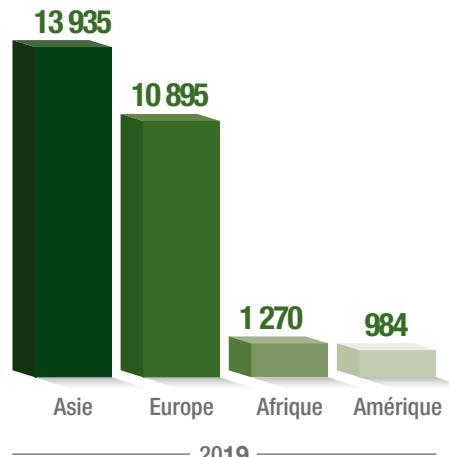
DOUBLEMENT DES IMPORTATIONS : DEMANDE ET COÛTS EN HAUSSE

Dominées par l'achat de produits pétroliers, les importations guinéennes ont été presque multipliées par deux en quatre ans, passant de 27 093 à 45 543 milliards de francs guinéens entre 2019 et 2023. La légère hausse enregistrée par rapport à 2022 est imputable essentiellement à la demande de bateaux pour le transport de personnes ou de marchandises, multipliée par 2,5, de machines de BTP (+74,3 %) et de véhicules automobiles pour le transport de marchandises (+56,6 %). Une hausse limitée par la baisse des achats de motocycles (-24,8 %), de riz (-22 %) et de produits pétroliers (-17,4 %).

Les cinq fournisseurs majeurs de la Guinée, en 2023, sont la Chine (11 733 milliards de francs guinéens), les Pays-Bas, principal vendeur de produits pétroliers (9 959 milliards), la Belgique (3 265 milliards), l'Inde, origine des motocycles (3 028 milliards), et la France (1 623 milliards).

Importations par continent

(en milliards de francs guinéens)



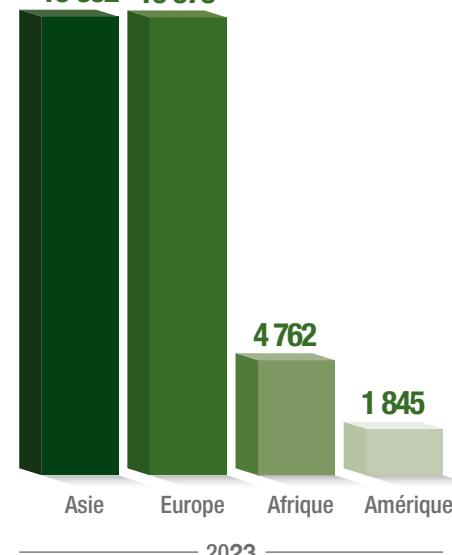
(Source : Annuaire statistique du commerce extérieur 2023)

LES PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS PAR LA GUINÉE ET LEURS FOURNISSEURS

LES PRODUITS PÉTROLIERS

De loin le principal bien importé par la Guinée, les produits pétroliers sont passées de 7 188 milliards de francs guinéens en 2019 à 13 024 milliards en 2023. Représentant 28,6 % du total des importations en 2023, contre 35,3 % en 2022, ils ont pour principaux fournisseurs les Pays-Bas (73,3 %), suivis de Singapour (7,1 %), de la Chine (5,6 %) ou encore de la Belgique (4 %).

19 392 19 378



**BATEAUX DE TRANSPORTS
DE PERSONNES ET DE MARCHANDISES**
Les importations des bateaux pour le transport de personnes ou de marchandises sont passées de 548 milliards de francs guinéens en 2021 à 1 626 milliards en 2023. Ces produits représentent 3,6 % du total des importations en 2023, provenant de la Chine (30 %), de la Turquie (11 %), du Panama (10,6 %), de Singapour (10,6 %) et des Emirats arabes unis (10,2 %).

LES MACHINES DES BTP

Les importations de machines de BTP ont atteint 1 321 milliards de francs guinéens en 2023, contre une moyenne de 726 milliards les quatre années précédentes, soulignant la croissance du secteur des BTP. Les principaux pays fournisseurs sont la Chine (53,8 %), la Belgique (14,2 %) ou encore le Mali (7,8 %).

VOITURES, MOTOCYCLES, RIZ, MÉDICAMENTS...

Les coûts de ces produits, en hausse depuis quatre ans, sont proches : ils atteignent 1 177 milliards de francs guinéens pour les véhicules automobiles pour le transport des marchandises et 1 015 milliards pour les voitures de tourisme, à un taux de croissance relativement équilibré. L'achat de motocycles a atteint 953 milliards, en forte hausse depuis quatre ans, et 865 milliards pour les médicaments (1 383 milliards en moyenne sur les quatre années précédentes). À noter que la Guinée importe moins de riz que les années précédentes, à hauteur de 635 milliards de francs guinéens en 2023 ■

Focus

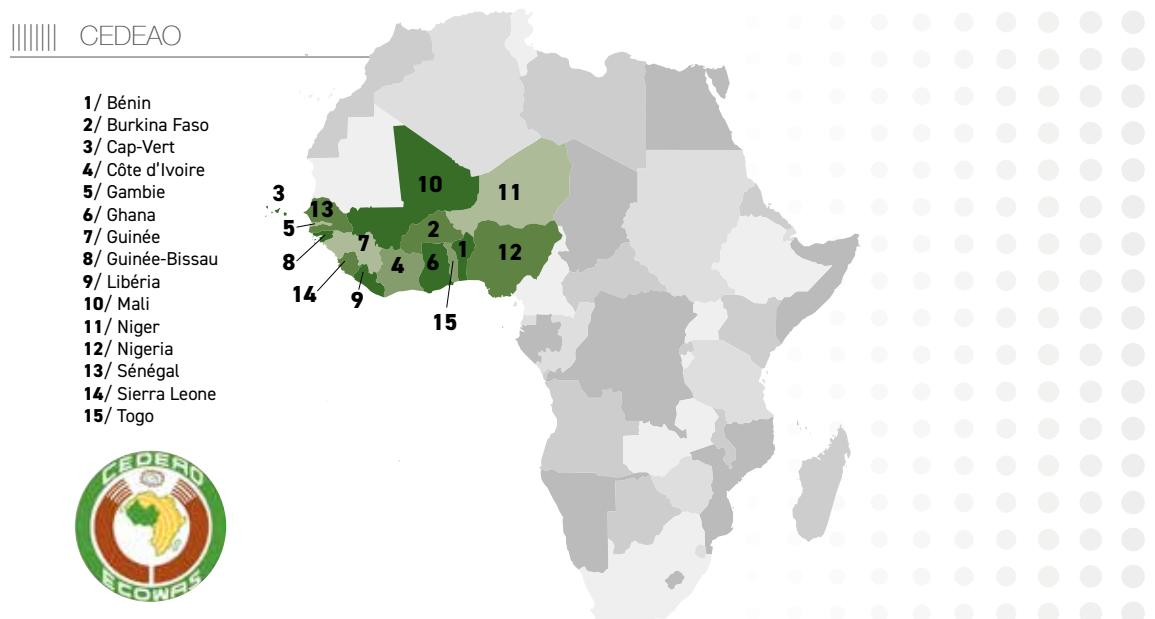
LES ÉCHANGES DE LA GUINÉE AVEC LA CEDEAO

La Guinée échange avec tous les pays de la CEDEAO, cadre d'intégration économique en Afrique de l'Ouest qui facilite les échanges de biens et services, ainsi que les déplacements des personnes entre pays membres. Ces derniers ambitionnent de pousser à terme leur intégration jusqu'au marché commun.

Les exportations de la Guinée à destination de ces pays étaient inscrites sur une tendance haussière, atteignant un pic de 6 257 milliards de francs guinéens en 2021, avant que la chute des ventes d'or vers le Ghana ne réduise leur importance (4 044 milliards à 30 milliards de francs guinéens entre 2022 et 2023), pour être ramenées à 1 997 milliards en 2023. Cette même année, les principaux clients de la Guinée ont été le Mali (734 milliards),

la Sierra Leone (525 milliards) et le Sénégal (519 milliards). La CEDEAO compte pour 30,6 % des produits guinéens vendus en Afrique en 2023.

De leur côté, les achats de la Guinée en provenance des pays de la CEDEAO a poursuivi sa croissance, passant de 665 à 2 848 milliards de francs guinéens entre 2019 et 2023. Les cinq premiers fournisseurs de la Guinée dans l'espace CEDEAO sont le Sénégal (756 milliards), le Togo (472 milliards), le Mali (465 milliards), le Ghana (356 milliards) et la Côte d'Ivoire (333 milliards). Les importations de la Guinée en provenance de la CEDEAO comptent pour 59,8 % du total de ses achats africains en 2023.



Enabel en Guinée : accompagner l'entrepreneuriat pour un développement durable

Chiffres clés sur l'impact de nos interventions

- **7 869** entrepreneurs accompagnés dans des secteurs clés (hospitalité et tourisme, BTP, digital, agroalimentaire, économie verte, ICC)
- **11 000** emplois créés (63% occupés par des femmes).
- **58%** d'augmentation des revenus pour les entreprises soutenues.
- **6 600** personnes formées, améliorant les compétences de la main-d'œuvre locale.
- **1 400** entreprises bénéficiaires d'un soutien financier, stimulant la croissance de l'entrepreneuriat.
- **9** infrastructures construites ou réhabilitées, (aménagements hydroagricoles, magasins de stockage, chambres froides)

Actions phares d'Enabel

- **Formation et accompagnement** : renforcement des compétences des entrepreneurs dans des secteurs à forte valeur ajoutée.
- **Soutien à l'innovation** : promotion de l'innovation et de l'investissement au sein des PME, en appuyant des initiatives entrepreneuriales et technologiques locales.
- **Opportunités de visibilité et de réseautage** : organisation et soutien d'événements favorisant les échanges, le développement de liens d'affaires, et la mise en valeur des entrepreneurs et de leurs initiatives.
- **Engagement durable** : promotion de l'autonomisation des femmes, économie verte et préservation de l'environnement.

Des talents locaux à découvrir : 7 entreprises soutenues par Enabel, porteuses d'innovation et d'impact :

1. Fédération des Planteurs de la Filière Fruit de la Basse Guinée (FEPAF-BG) - Kindia - Spécialisée dans la production de fruits en Basse Guinée.
2. MAGIC - Conakry-Kindia - Livraison à domicile et conciergerie via une application innovante.
3. Fédération des Producteurs du Fouta Djalon (FPFD) - Pita - Production agricole, notamment de pommes de terre.
4. Bilinda - Conakry - Fabrication de produits de nettoyage et d'entretien.
5. Wakili Company - Conakry - Création artisanale de vêtements afro-modernes teints localement.
6. EFK International - Kindia - Transformation de jus de fruits naturels et séchage de fruits.
7. DOUK'S - Conakry - Fabrication de chaussures et accessoires en cuir « Made in Guinée ».



Said Karmaoui,
directeur Pays Enabel
en Guinée

Interview

«Nos actions génèrent des impacts en matière de création d'emplois et d'autonomisation des groupes vulnérables»

Engagée depuis 2016 dans la croissance inclusive et égalitaire de l'économie guinéenne, Enabel, agence de développement du gouvernement fédéral belge, met en œuvre des programmes multisectoriels qu'elle finance, avec l'Union européenne, à hauteur de 109 millions d'euros.

Quel cheminement a conduit Enabel à s'investir en Guinée ?

Enabel est active en Guinée depuis 2016, lorsque, une année plus tôt, le pays est devenu un partenaire de la coopération gouvernementale belge. Cette collaboration a débuté par un programme de démarrage (2016-2019) axé sur des secteurs fondamentaux tels que l'agriculture, l'accès à l'eau et le renforcement des capacités. En 2019, un programme d'envergure (2019-2023) a marqué une nouvelle étape en introduisant des interventions sur l'entrepreneuriat inclusif, les droits sexuels et reproductifs et le renforcement des capacités, avec notamment 1 837 personnes, dont 728 femmes, formées dans des secteurs tels que la santé, le travail

décent, la migration et l'administration publique. Ces actions ont permis de générer des impacts significatifs, notamment en matière de création d'emplois et d'autonomisation des groupes vulnérables, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes. Aujourd'hui, avec un portefeuille de 109 millions d'euros, Enabel en Guinée met en œuvre des projets financés par la Belgique, dans le cadre du programme de coopération, et par l'Union européenne. Alors que le programme de coopération Guinée-Belgique 2023-2027, doté de 34 millions d'euros, vise à renforcer la résilience économique, sociale et environnementale des populations, les projets déployés pour le compte de l'Union européenne interviennent dans des domaines clés tels que la digitalisation, la formation professionnelle, l'assainissement urbain et la santé.

Comment la coopération belge contribue-t-elle à la croissance économique et à la création d'emplois en Guinée ?

À titre d'exemple, le programme Entreprena a contribué à la création de plus de 11 000 emplois et a accompagné 8 000 entrepreneurs dans divers secteurs, comme l'agriculture, l'économie verte et l'entrepreneuriat urbain. Dans le secteur agricole, les entrepreneurs accompagnés ont vu une augmentation moyenne de 73 % de leurs volumes commercialisés et de 71 % de leurs chiffres d'affaires. En milieu urbain, le soutien apporté à plus de 90 PME a permis à 70 % d'entre elles de connaître une croissance rapide, avec un taux de croissance annuel moyen de 30 %. Ces actions s'inscrivent dans une vision à long terme afin de renforcer la compétitivité et la résilience des acteurs économiques.

Quels résultats avez-vous enregistré dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes ?

Il s'agit d'une priorité transversale pour Enabel. À travers le précédent programme de coopération Guinée-Belgique, plus de 56 % des bénéficiaires étaient des femmes. Nos interventions comprennent des initiatives de création de mécanismes

financiers adaptés, tels que les subventions et les groupements d'épargne et de crédit, mobilisant plus de 345 000 euros au profit des entrepreneuses. Nous avons également accompagné 1 146 femmes et filles dans l'accès à des financements pour développer leurs entreprises, en se concentrant sur des filières clés dans l'agriculture, comme celle de la pomme de terre. En outre, des formations en compétences numériques ont permis à plus de 96 % d'entrepreneuses d'intégrer des outils innovants dans leurs activités pour moderniser leurs pratiques économiques.

En quoi la durabilité environnementale occupe-t-elle une place importante dans les projets menés par Enabel ?

Elle est au cœur de nos projets. Nous avons promu des pratiques agricoles responsables de type agro-écologique, c'est le cas des champs-écoles paysans dans 10 villages, impliquant 100 agriculteurs dont 54 femmes. Notamment pour l'ananas, ces initiatives ont conduit à une augmentation des rendements de 30 à 60 tonnes par hectare. Dans le domaine de l'assainissement et de la gestion de déchets, nos actions ont contribué à la collecte de près de 2 millions de tonnes de déchets en appui à l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASP). Des initiatives de valorisation des déchets ont participé à la salubrité publique à travers le soutien à des centres de compostage mais aussi au développement de l'économie verte ou circulaire. En parallèle, des projets d'aménagement d'infrastructures écotouristiques - comme à Kindia -, incluant des sentiers pédestres et un complexe touristique, illustrent notre engagement dans la valorisation des ressources naturelles. Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre du précédent programme et seront consolidées dans celui du nouveau programme 2023-2027 qui vise à renforcer la résilience des populations face aux défis environnementaux.

Comment Enabel contribue-t-elle à structurer l'écosystème des industries culturelles et créatives en Guinée ?

Ce secteur, à travers le projet Guinée Creative, financé par l'Union européenne, a bénéficié d'un accompagnement structuré. 300 porteurs de projets ont été soutenus via des programmes d'incubation et de formation sur des compétences clés, notamment en gestion et en innovation. L'écosystème des industries culturelles et créatives s'est renforcé avec l'implication de 9 incubateurs locaux et le soutien de 116 initiatives culturelles en Guinée et dans la sous-région. Ces efforts ont permis à plusieurs entreprises d'améliorer leurs produits, d'augmenter leur chiffre d'affaires et de se positionner sur des marchés compétitifs. Par ailleurs, nous avons accompagné plusieurs organismes publics dont la réalisation d'un diagnostic institutionnel et organisationnel de l'Office national de la cinématographie et d'un diagnostic organisationnel et opérationnel des fédérations artisanales.

Comment Enabel adapte-t-elle ses appuis aux besoins spécifiques des bénéficiaires ?

L'approche d'Enabel repose sur une analyse approfondie des besoins locaux et une collaboration étroite avec les communautés et les parties prenantes. Ainsi, des cadres de concertation participatifs, comme pour le cluster écotourisme de Kindia, permettent une gestion collaborative des ressources et une prise en compte des spécificités locales. Les dispositifs d'accompagnement sont conçus sur mesure, incluant des formations, un accès au financement et des initiatives pour favoriser l'innovation. Ces mécanismes visent également au renforcement des capacités des acteurs locaux dans les domaines de la gouvernance, l'entrepreneuriat, la santé, notamment sexuelle et reproductive, ou la digitalisation, garantissant la pérennité des résultats. Cette démarche inclusive et durable constitue l'un des axes prioritaires du programme 2023-2027, prolongeant ainsi les acquis des interventions précédentes ■



Amadou Daff Baldé,
directeur général de l'Agence
guinéenne de promotion
des exportations (Aguipex)

Interview

« IL NOUS FAUT AUGMENTER LA PART DE NOS EXPORTATIONS AGRICOLES ET INDUSTRIELLES »

L'Aguipex concentre-t-elle ses efforts sur des secteurs particuliers ?

Pour répondre à cette question, il faut revenir à l'histoire de l'Aguipex, qui est une héritière du Projet cadre de promotion des exportations agricoles et du Centre d'appui aux filières de l'exportation (Cafex). Sa mission consiste à diversifier les exportations de la Guinée, un pays minier à outrance, puisque les produits issus de l'extraction de notre sous-sol comptent pour 98 % des exportations en 2024, selon les chiffres de la Banque centrale. Avec l'avènement du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), les autorités ont insisté sur le fait qu'il fallait, à moyen terme, augmenter la part des exportations agricoles, durables, et que la part des produits industriels comptent pour 15 % au moins des produits exportés.

La transformation des produits miniers participe-t-elle de la diversification recherchée ?

Oui, mais ces transformations restent trop rares, elles concernent par exemple l'alumine produit par la société Friguia. C'est dernièrement, avec le programme du président de la République, qu'il a été demandé aux sociétés minières de respecter leurs conventions avec le gouvernement, lesquelles ambitionnent d'aller vers une hausse du contenu local

qualifié, y compris si la formation doit venir de ces entreprises, mais aussi vers plus de transformation. De façon étonnante, mais finalement logique, nous comptons sur le projet minier Simandou 2040 et ses nombreuses retombées pour développer l'agro-industrie, l'industrie alimentaire... et atteindre nos objectifs.

Par quels leviers majeurs l'Aguipex promeut-elle les produits guinéens ?

Nous soutenons d'abord les entreprises à travers une approche de projets structurants. Par exemple, nous développons actuellement un projet à flux inversé par lequel la Tunisie partage avec la Guinée son expérience en matière de promotion des exportations de produits et de services. Nous mettons également en œuvre un projet avec la Banque mondiale de développement de l'agriculture commerciale. Depuis ma nomination, j'ai moi-même initié un projet triennal de soutien aux exportations avec le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Ensuite, lors des manifestations commerciales auxquelles nous participons, nous aidons nos exportateurs à formaliser des contrats avec les exportateurs d'autres pays. Nous fournissons enfin toute une palette de services, tels que l'assistance et le conseil aux entreprises, l'information commerciale, l'étude de marché, l'intermédiation commerciale, le coaching aux exports, la facilitation et la certification... .

La Guinée certifie-t-elle ses produits pour les faire reconnaître sur le marché international ?

Le processus d'indication géographique pour la Baronne de Guinée, une variété d'ananas cultivée à Forécariah, est terminé. Auparavant, le café de Macenta, appelé « Ziama », un robusta, l'a aussi été, de même que le lepi, un pagne artisanal du Fouta-Djalon. Des opérateurs se battent également pour obtenir des certifications bio ou commerce équitable qui puissent les rendre compétitifs sur le marché international. L'entreprise Fubropek, à Kankan, a ainsi obtenu une certification bio et deux certifications commerce équitable en Europe pour ses produits à base de karité, ce qui lui offre une stabilité des prix et l'accessibilité à certains marchés ■ ■ ■

PRÉSENTATION DU DÉPARTEMENT CERTIFICATION ET RÉGLEMENTATION

Les départements techniques de niveau hiérarchique, équivalent à celui d'une division de l'administration centrale, sont chargés de la coordination et de la supervision des activités des cellules relevant de leur responsabilité.

Le département Certification et Réglementation est composé de deux cellules :

- La cellule Certification
- La cellule Réglementation

Ces cellules équivalent au niveau hiérarchique d'une section.

• La cellule Certification est chargée :

- de coordonner les opérations liées aux formalités administratives à l'exportation ;
- de procéder à la délivrance des certificats conventionnels et techniques à l'exportation ;
- d'apporter les appuis et conseils nécessaires aux exportateurs ;
- de certifier la qualité des produits destinés à l'exportation.

Cette cellule renferme en son sein des antennes à l'image d'un guichet unique de formalités administratives liées à l'exportation. Elles sont basées au port, à l'aéroport et en cours d'installation au niveau des postes frontaliers.

Dans ces antennes, les préposés venant des différents départements ministériels sont mis à la disposition de l'AGUIPEX pour la facilitation des formalités administratives à l'exportation d'où l'appellation (guiche unique).

Au sein de l'antenne port : 4 préposés sont postés, à savoir :

- l'office nationale de contrôle de qualités, en charge de la délivrance des certificats de contrôle de qualité et d'origines techniques sur les produits agricoles ;
- la direction nationale de la protection de végétaux, en charge de la délivrance des certificats phytosanitaires et fumigations sur les produits agricoles ;

- l'office nationale de la sécurité des produits halieutiques, en charge de la délivrance des certificats sanitaires sur les produits halieutiques ;
- la direction nationale des services vétérinaires, en charge de la délivrance des certificats vétérinaires sur les produits d'origine animale.

Au sein de l'antenne aéroport : 4 préposés sont postés, à savoir :

- l'office nationale de contrôle de qualités, en charge de la délivrance des certificats de contrôle de qualité et d'origines techniques sur les produits agricoles ;
- la direction nationale de la protection de végétaux, en charge de la délivrance des certificats phytosanitaires et fumigations sur les produits agricoles ;
- l'office nationale de la sécurité des produits halieutiques, en charge de la délivrance des certificats sanitaires sur les produits halieutiques ;
- la direction nationale des services vétérinaires, en charge de la délivrance des certificats vétérinaires sur les produits d'origine animale.

La cellule Réglementation est chargée :

- d'appuyer et informer les investisseurs étrangers et nationaux dans les démarches administratives liées à la facilitation des formalités d'exportation ;
- de veiller au respect de la réglementation en matière de procédure administrative à l'exportation ;
- de participer à l'élaboration des textes réglementaires relatifs au secteur des exportations ;
- de mettre à la disposition des investisseurs la législation en matière de commerce extérieur de la Guinée ;
- de structurer et d'organiser les filières exportatrices ;
- de coordonner la procédure d'enregistrement des exportateurs à l'AGUIPEX ;
- d'assister les exportateurs pour l'inscription de leurs produits au schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO ■



SIMANDOU 2040 POUR PRENDRE LA SUITE DU PRI

Un plan national de développement économique et social reposant sur le projet minier de Simandou, riche en retombées infrastructurelles, remplace progressivement le PRI dans les esprits.

Le Programme de référence intérimaire de la transition (PRI) 2022-2025 a succédé au Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. À la fois cadre d'harmonisation de l'action gouvernementale, support de dialogue avec les partenaires techniques et financiers et outil d'opérationnalisation de la feuille de route du gouvernement, c'est une réponse à trois défis : institutionnel, infrastructurel et transformationnel. Il inclut également un cadre de suivi et d'évaluation de l'action publique pendant la période de transition.

Le PRI est aligné sur les stratégies de développement renfermées dans la Vision Guinée 2040, les Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030, la Vision 2050 de la CEDEAO et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il contribue à créer un environnement propice au développement d'un secteur privé national attractif aux investisseurs. C'est à ce titre que l'amélioration du climat des affaires a été inscrite comme priorité nationale à travers l'adoption de quelques réformes phares.

Simandou 2040 pour prendre la suite du PRI

7 MILLIARDS DE DOLLARS MOBILISÉS AUPRÈS DES PARTENAIRES

Preuve de la confiance accordée au PRI par les bailleurs, ceux-ci se sont engagés en février dernier à mobiliser 7 milliards de dollars pour son financement, lors d'une table ronde organisée à Dubaï. Son coût est estimé à 12,2 milliards de dollars, pour une capacité de financement interne appréciable de 8,8 milliards de dollars.

D'un point de vue opérationnel, le PRI est décliné suivant les cinq axes de la feuille de route du gouvernement :

- rectification institutionnelle ;
- cadre macroéconomique et financier ;
- cadre légal et gouvernance ;
- action sociale, emploi et employabilité ;
- infrastructures, connectivité et assainissement.

Deux résultats finaux sont attachés à son objectif global :

- les conditions de paix et de sécurité ainsi qu'un environnement institutionnel et macroéconomique stable, seront créés durant la transition politique ;
- des élections libres, crédibles et transparentes seront organisées à la satisfaction de toutes les parties prenantes.

Le PRI, qui arrive à échéance le 31 décembre 2025, pourrait être remplacé par le Plan national de développement Simandou 2040. Cette initiative n'est pas encore précisément budgétisée comme l'est le PRI, elle ne définit pas non plus un nombre précis de projets à mettre en œuvre (268 pour le PRI). Mais la publicité qui en est faite le rend incontournable.



COFINA Guinée : pionnière de la finance inclusive et moteur du développement économique



Grâce à une offre innovante combinant crédits, épargne et services digitaux, COFINA Guinée favorise la concrétisation des projets et la croissance économique locale. Engagée dans l'inclusion financière, COFINA Guinée demeure un modèle et un leader de la mésofinance en Guinée.

Le service client :
+ 224 620 93 88 88



Basée sur l'exploitation des mines de fer de Simandou, elle dépasse ce seul projet extractif pour en tirer un bénéfice qui se répandrait, de façon transversale, sur toute l'économie guinéenne. Stratégie ambitieuse qui vise à transformer la Guinée en un pays émergent, elle met l'accent sur le désenclavement de l'arrière-pays, grâce notamment aux infrastructures construites dans le cadre du projet minier, sur l'amélioration de la connectivité, sur l'industrialisation et sur la facilitation des échanges, en lien avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Le plan repose sur 5 piliers :

- l'agriculture, l'industrie alimentaire et le commerce ;
- l'éducation et la culture ;
- les infrastructures, les transports et la technologie ;
- l'économie, la finance et l'assurance ;
- la santé et le bien-être ■

Focus

POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Une Politique nationale de développement industriel de Guinée (PNDIG) a été élaborée sur initiative du ministère de l'Industrie et des PME pour accroître l'industrialisation du pays ainsi que le développement de parcs industriels. Lancée en juillet 2023, suite à un diagnostic approfondi du secteur industriel, elle s'articule autour de cinq piliers et quatorze instruments. Leurs objectifs consistent notamment à développer la recherche et l'innovation, promouvoir les chaînes de valeur productives, accroître la production manufacturière, diversifier les exportations, renforcer l'intégration du commerce guinéen dans l'économie mondiale, créer des emplois productifs et promouvoir le contenu local.



WEST INGÉNIERIE FÊTE SES 25 ANS EN 2024

BUREAU D'ÉTUDES ET D'INGÉNIEURS CONSEILS

NOS DOMAINES D'INTERVENTION

1. Infrastructures de transport et Génie Civil
2. Habita et aménagements urbains
3. Développement Agricole et rural
4. Approvisionnement en eau et assainissement
5. Energie et électrification rurale
6. Environnement et aménagement du territoire

NOTRE OFFRE DE SERVICES

- A. Maîtrise d'œuvre de conception
- B. Maîtrise d'œuvre d'exécution
- C. Maîtrise d'œuvre complète
- D. Assistance à maîtrise d'ouvrage
- E. Assistance technique aux administrations publiques
- F. Project management

Fondé en 1999, WEST Ingénierie est un bureau d'études et de conseil solidement établi comme un des acteurs majeurs dans le secteur de l'ingénierie civile en Afrique subsaharienne.

Notre cabinet WEST Ingénierie est spécialisé dans l'ingénierie de projet de développement des infrastructures socioéconomiques. Il se distingue par son engagement envers l'innovation et la qualité dans la conception et la réalisation de projets d'envergure.

Notre objectif est de contribuer au développement des infrastructures socioéconomiques en Afrique, en offrant des prestations de conseil de qualité, innovantes et adaptées au contexte africain dans une approche d'optimisation des investissements.

Avec une équipe expérimentée de plusieurs collaborateurs, WEST Ingénierie combine expertise technique et créativité pour répondre aux défis les plus complexes de ses clients, qu'ils soient institutionnels, publics ou privés.

La réussite de WEST Ingénierie dans la réalisation de grands projets d'infrastructures en Afrique est le résultat du travail acharné de son personnel, qui partage la même vision, un même état d'esprit orienté qualité, intégrité, écoute, innovation et indépendance qui sont les valeurs qui déterminent notre identité et notre culture d'entreprise.

L'entreprise fait également d'énormes efforts en matière de développement durable en intégrant dans ses préconisations des pratiques et des technologies respectueuses de l'environnement.

Grâce à son réseau étendu de partenaires et à sa capacité d'adaptation aux évolutions du marché, WEST Ingénierie continue de renforcer sa réputation en tant que fournisseur de solutions innovantes et fiables.

Toute cette expertise a valu à WEST Ingénierie une reconnaissance internationale en octobre 2023 à Dakar, en tant que bureau d'études le plus dynamique en Afrique de l'Ouest, lors de la cérémonie de remise des trophées des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique.

Having been created in 1999, WEST Ingénierie is a well-known consulting and engineering firm that is a prominent participant in the sub-Saharan African civil engineering market.

The area of expertise for our company, WEST Ingénierie, is project engineering for the construction of socioeconomic infrastructure. His dedication to quality and innovation in the planning and implementation of major projects makes him stand out.

Our mission is to support the growth of Africa's socioeconomic infrastructures by offering creative, high-caliber consulting services that are adapted to the continent's unique needs and center on investment optimization.

To tackle the most difficult challenges of its clients, whether they are institutional, public, or private, WEST Ingénierie combines technical competence and creativity with an experienced team of various collaborators.

The hard work of WEST Ingénierie's employees, who have the same vision and a mindset focused on quality, integrity, listening, innovation, and independence—values that define our corporate culture and identity—has led to the company's success in completing large infrastructure projects in Africa.

By using eco-friendly procedures and technologies in its recommendations, the company is likewise working very hard to promote sustainable development.

As a source of creative and dependable solutions, WEST Ingénierie keeps growing its reputation because of its wide network of partners and flexibility in responding to market shifts.

In October 2023, in Dakar, during the award ceremony for the 100 most dynamic firms in Africa, all of this experience gained WEST Ingénierie international distinction as the most dynamic engineering firm in West Africa.

Téléphone : +224 621 00 87 66 / 621 60 91 32

E-mail : contact@westingenieriegn.com

Siteweb : www.westingenieriegn.com

1999-2024
25
Ans

GRÂCE À VOTRE CONFIANCE, NOUS CONFIRMONS NOS DIFFÉRENTES EXPERTISES

Elue meilleure banque dans plusieurs catégories, par différents magazines.



C'EST VOUS
L'AVENIR



SOCIETE GENERALE
GUINEE

Société Générale Guinée – SA au capital de 300 051 000 000 – Siège social : Immeuble Niger, Coleah Lanséboundji – Route du Niger, - BP : 1514, Commune de Matam - Conakry République de Guinée RCCM N° GCKRY/0689A/2003 - NIF : 945451755 4L - Swift : SGNGNGN - LBEF N° 003 - Tel. (224) 664 888 444 -
Fax (331) 74 92 02 15 - www.guinee.societegenerale.com - ssguinee.contact@socgen.com



SEPT BONNES RAISONS D'INVESTIR EN GUINÉE

1 / UNE RÉSILIENCE HORS DU COMMUN

Après avoir passé de difficiles années de crise politique, puis une crise épidémique (virus Ebola) ravageuse entre 2014 et 2016, et faisant face à la chute des cours des matières premières qu'elle exportait, la Guinée a tenu bon et remonté méthodiquement la pente. Elle met aujourd'hui en place les conditions pour devenir le pays que son potentiel minier, hydraulique, agricole ou encore touristique doit lui permettre de devenir.

2 / UNE CROISSANCE AU RENDEZ-VOUS

La croissance économique guinéenne est ainsi restée positive, durant les années de crises mondiales liées à la Covid-19 ou à la guerre en Ukraine. Le

pays a même fait, en 2023, son entrée dans la catégorie de la Banque mondiale des « pays à revenus intermédiaires ». Après s'être montrée plus que résiliente face à la pandémie mondiale (+4,9 % en 2020), la croissance a enregistré un ralentissement relatif (4,3 % en 2021 puis 3,7 % en 2022) avant de doubler à partir de 2023. Elle est attendue à 6,3 % en 2025-2026.

3 / SIMANDOU : UN PROGRAMME STRUCTURANT QUI VEUT EMBARQUER TOUTE L'ÉCONOMIE

Symbolique de l'importance assumée de ce projet minier en tant que support de l'économie, les autorités ont mis au point le plan de développement Simandou 2040. La mise en œuvre du mégaprojet d'exploitation du fer de

Simandou va non seulement diversifier le secteur extractif guinéen, largement composé de la bauxite et de l'or, mais aussi stimuler l'économie guinéenne grâce notamment aux infrastructures de transport qu'il induit.

4 / UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT CLAIR ET SOUTENU PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Alors que les investissements directs étrangers (IDE) se sont largement dirigés ces dernières années vers le secteur minier, l'État met en œuvre de grands travaux dont l'agriculture ou l'industrie ont besoin, afin que ces investissements puissent également leur bénéficier. Ces grands travaux sont menés à travers un plan de développement clair soutenu par les partenaires bilatéraux (Europe,

Chine, Japon, etc.) et multilatéraux de la Guinée (Banque mondiale, Banque africaine de développement, etc.).

5 / UN ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ASSAINI

Avec une volonté et des résultats salués, la Guinée améliore le cadre réglementaire des affaires, sans oublier le moindre secteur. Réformes législatives, contrôle de la monnaie, créations de guichets uniques sectoriels, facilité de créer des entreprises, lutte contre la corruption... Tout est fait pour que les investisseurs s'aperçoivent vite de l'immense potentiel guinéen dans l'agriculture, le tourisme, l'industrie, où les richesses naturelles locales demeurent encore inexplorées.

6 / DES RESSOURCES NATURELLES EXCEPTIONNELLES

Frontalier de six pays africains, la Guinée ne tire pas encore suffisamment avantage de cette proximité d'un point de vue commercial. Les routes en cours de construction doivent pouvoir lui permettre de le faire, tout comme l'élargissement des zones de libre-échange, dans le cadre de la CEDEAO comme de la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine) ■

7 / UN CARREFOUR COMMERCIAL

La Guinée ressemble de moins en moins à ce « scandale géologique » décrit depuis des décennies en raison de la non exploitation de ses ressources, notamment minières. Avec un environnement des affaires de plus en plus attractif, nul doute que les investisseurs s'apercevront vite de l'immense potentiel guinéen dans l'agriculture, le tourisme, l'industrie, où les richesses naturelles locales demeurent encore inexplorées.



ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

- L'Agence pour la promotion des investissements privés (APIP) >>> **40**
- Modernisation de l'environnement des affaires >>> **44**
- La création d'entreprises en Guinée >>> **52**
- Un code des investissements incitatif et protecteur >>> **56**
- Banques : Un secteur en forte croissance >>> **60**
- Assurances : Peu mature, le marché croît à grande vitesse >>> **68**



L'AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS (APIP)



Placée sous la tutelle du ministère de l'Industrie et des PME, l'APIP Guinée a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale d'investissement et d'accompagner les entrepreneurs.

En tant qu'outil de promotion de l'investissement privé, l'APIP est le partenaire incontournable de tous les entrepreneurs, guinéens et étrangers, qu'elle accompagne à travers le guichet unique de l'investisseur. Ce dernier facilite la création d'entreprises en concentrant toutes les démarches nécessaires en vue de parvenir à cet objectif.

Guichet unique de l'investisseur, l'APIP est le lieu de la création - ou de la formalisation - de votre entreprise en moins de 72h. Toutes les informations liées aux avantages du code des investissements et des codes qui régissent l'économie guinéenne vous y seront, par ailleurs, apportées.

Lieu de promotion des investissements, les opportunités sectorielles vous y sont présentées en collaboration avec les ministères techniques. Tout entrepreneur peut y être accompagné au cours de son processus d'investissement.

Institution d'appui aux entreprises, l'APIP oriente et renforce les capacités des entrepreneurs nationaux, sur la base d'études et d'analyses des tendances du marché national.

VOTRE ENTREPRISE EN 72H AVEC SYNERGUI

À travers le Système national d'enregistrement des entreprises en Guinée (Synergui), les entrepreneurs peuvent créer leurs sociétés en ligne. Cette plateforme permet de passer d'un système manuel, avec un guichet unique physique, à un guichet unique électronique qui regroupe l'ensemble des acteurs concernés par la création d'entreprise.

APIP MOBILE : UN BUS POUR ALLER À LA RENCONTRE DU SECTEUR INFORMEL

L'APIP Mobile a été mis en place pour rapprocher l'administration du grand public. Ce bus transformé en bureau multiservices, mobile et connecté, est aussi bien un centre d'informations qu'un d'espace de conseils et de formalisation itinérante. Il permet aux agents de l'APIP de rencontrer les personnes du secteur informel sur leur lieu de travail, de loisir ou d'habitation, afin de les informer des services proposés par l'agence. Le programme a permis la création de 750 entreprises en 2022 et de 773 en 2021. Les femmes et les jeunes sont ses cibles prioritaires. Les premières ont représenté 38 % des promoteurs d'entreprise en 2021, au-dessus de la moyenne nationale (32 %) ■

agricole, la sous-traitance minière, le développement d'infrastructures durables, l'environnement des affaires ou encore le renforcement de l'accès au financement des PME. Près de 503 millions de dollars y ont été mobilisés, dont 300 millions de la part de la Société financière internationale (SFI) en faveur des projets non miniers, alors que la maison mère de cette structure, la Banque mondiale, a alloué 24 millions de dollars à des projets portés par des PME agricoles. La Banque du Commerce et de l'Industrie, Ecobank, la Société Générale des Banques en Guinée ou encore VistaGui figurent parmi les autres structures qui ont annoncé des financements pour les porteurs de projets.

UNE BOURSE DE SOUS-TRAITANCE POUR LES ENTREPRISES LOCALES

La bourse de sous-traitance et de partenariats (BSTP) facilite l'accès aux opportunités d'affaires pour les entreprises guinéennes, elle revendique pas moins de 3 000 inscriptions sur sa plateforme. Dans un premier temps, elle a concerné uniquement la puissante industrie minière, mais elle étend désormais son activité à tous les secteurs porteurs. Elle permet aux investisseurs d'identifier facilement les fournisseurs locaux, de jauger leurs capacités et d'entrer en relation avec eux. Elle publie régulièrement sur les réseaux sociaux des appels d'offre dans le conseil, la fourniture d'équipements, la maintenance ou encore le BTP et la construction.

Focus

« GUINEA INVESTMENT FORUM », LÀ OÙ SE RENCONTRENT ENTREPRENEURS ET FINANCEURS

L'APIP, avec l'appui de sa tutelle technique le ministère de l'Industrie et des PME et de ses partenaires, le Groupe de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), organise depuis 2021 le Guinea Investment Forum (GUIF). Plateforme de mobilisation de financement, c'est le lieu pour découvrir le potentiel d'une économie en plein essor à l'attractivité croissante. Le forum vise à promouvoir le secteur privé national et à nouer des partenariats structurants. Après ses premières éditions en 2021, à Conakry, et en 2022, à Dubaï, le GUIF est revenu en mars 2024 dans la capitale guinéenne. L'occasion pour ses 2 000 participants physiques - et les 23 000 participants connectés - de participer à des discussions sur la transformation



Diana Oliano Kouyaté,
directrice générale de l'Agence
de promotion
des investissements privés

Interview

« C'EST AUJOURD'HUI QUE LES INVESTISSEURS DOIVENT SE POSITIONNER POUR PROFITER DES RETOMBÉES DE SIMANDOU »

La Guinée a fait d'importants progrès dans les conditions de création des entreprises depuis une décennie. Où en est-on dans la dématérialisation complète des procédures ?

La digitalisation est au cœur des priorités de réformes portées par le gouvernement et il en va de même à l'APIP. En effet, notre gestion interne est totalement dématérialisée et aujourd'hui, grâce à la digitalisation des procédures, il est possible de créer son entreprise en moins de 72h, mais nous ambitionnons de faire encore mieux. En 2025, nous allons procéder à la dématérialisation complète des procédures de création d'entreprise. Cela signifie que toute personne aura la possibilité de se connecter sur notre plateforme et d'effectuer en ligne ses démarches de création d'entreprise sans se déplacer dans l'une de nos agences. De la même façon, en novembre 2024, notre département de tutelle, le ministère de l'Industrie et des PME, a procédé au lancement de la Plateforme de gestion des demandes de documents

administratifs (PLAGED). Cet outil permet notamment aux investisseurs de procéder en ligne aux demandes d'agrément au code des investissements qui octroie des incitations fiscales et douanières.

Quelles sont les réformes majeures prévues, à court et moyen termes, pour améliorer le climat des affaires ?

Sous le leadership du président de la République, Mamadi Doumbouya, la Guinée est engagée dans un processus de refondation et d'adoption de réformes majeures pour rendre le pays encore plus attractif aux yeux des investisseurs. Le code des investissements est en cours de révision afin de l'harmoniser avec les standards internationaux d'incitations offertes aux investisseurs, mais également avec la réglementation des investissements qui a beaucoup évolué en Guinée ces dernières années. C'est notamment le cas avec l'adoption de la loi-cadre pour les partenariats public-privé ou de la loi portant contenu local. Dans le secteur du foncier et de l'immobilier, pour répondre au déficit en logements estimé à un million d'unités, l'Agence guinéenne pour le financement du logement (AGUFIL), un fonds de garantie hypothécaire et un guichet unique du permis de construire ont vu le jour ces dernières années. D'autre part, un vaste programme de numérisation du cadastre foncier est en cours pour améliorer la transparence autour des questions foncières. Sur le volet des finances et du secteur bancaire, la Banque centrale pilote l'introduction d'un numéro d'identification unique et les mises en place d'un bureau d'information de crédit et d'une centrale des risques pour faciliter l'accès aux crédits bancaires. Concernant la fiscalité, le déploiement du Système d'administration fiscale guinéenne (SAFIG2) par la direction générale des impôts améliorera les fonctionnalités de la plateforme e-tax pour la déclaration dématérialisée des impôts, la digitalisation de toutes les opérations fiscales mais également la télétransmission des états financiers.

Quel est l'impact du projet minier de Simandou sur les investissements ?

Il est impossible de parler d'investissement en Guinée sans mentionner le projet Simandou, qui va transformer le pays et son économie. Il est le plus grand projet minier en développement sur le continent africain. Représentant un investissement de plus de 20 milliards de dollars, il est constitué de plusieurs composantes. La première est bien sûr l'exploitation de la mine, une réserve de 8 milliards de tonnes de fer de haute teneur qui fera de la Guinée le premier producteur de ce minerai en Afrique, avec une production attendue de 160 millions de tonnes par an. Un élément transformateur pour notre pays est la construction du Transguinéen, un chemin de fer multi-usage de plus de 650 km. Il traversera le pays de bout en bout et rendra désormais possible le transport de personnes et de marchandises à moindre coût. À l'embouchure du chemin de fer sera également construit un port pour l'évacuation de produits miniers et de marchandises, alors qu'une aciérie pour la transformation locale de 500 000 tonnes/an est prévue. La Simandou Academy verra le jour pour favoriser le renforcement des capacités locales mais aussi pour encourager la recherche et l'innovation. L'impact de Simandou sur le domaine des investissements sera donc important du fait de l'injection des IDE dans l'économie, mais aussi de l'émergence de ces nouvelles infrastructures qui donneront naissance à de nouveaux marchés, de nouveaux débouchés et de nouveaux besoins en connectivité routière, en construction de logements, d'amélioration de l'électrification... C'est donc aujourd'hui que les investisseurs doivent se positionner afin de profiter avec nous des retombées de ce projet majeur ■



MODERNISATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Depuis 2021, les autorités mettent en œuvre plusieurs réformes prioritaires, s'inspirant notamment des indicateurs de suivi du classement Doing Business de la Banque mondiale. Un grand nombre d'entre elles a déjà été réalisé. Tour d'horizon.

La Guinée fait de l'amélioration de l'environnement des affaires une priorité, afin de faciliter l'investissement, d'appuyer l'entrepreneuriat et de faire du secteur privé le moteur d'une croissance économique inclusive et durable.

CRÉATION D'ENTREPRISE

66 % des entreprises étaient déjà créées en 2022 en moins de 72h. La dématérialisation complète des procédures de création, en cours, permettra d'aller encore plus vite et d'éviter les déplacements aux entrepreneurs.

La plateforme du Système national d'enregistrement des entreprises en Guinée (Synergui) est fonctionnelle. Un module de réservation de nom en ligne et un autre dédié à la publication des annonces légales ont été ajoutés à cette plateforme. Pour plus d'efficacité et de célérité dans le traitement des dossiers, le guichet unique de création des entreprises est interconnecté avec la direction nationale des impôts.

Modernisation de l'environnement des affaires

PERMIS DE CONSTRUIRE

Le guichet unique du permis de construire a été créé en février 2022. Situé à Coleah, dans la commune de Matam, il facilite et accélère les procédures de délivrance de ce document. La fusion des inspections conjointes des services du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire sur les sites de construction est en cours. Dans ce domaine, l'APIP travaille également à la réduction des délais de raccordement à la Société des eaux de Guinée (SEG).

VERS UN GUICHET UNIQUE DU TITRE FONCIER

Le ministère de l'Urbanisme a lancé, en septembre 2023, l'opération de digitalisation des titres fonciers sécurisés. Ce vaste programme vise notamment à sécuriser et faciliter l'accès aux terres. C'est aussi une étape importante dans la lutte contre les doublons et les litiges fonciers. Prochaine étape, la mise en place du guichet unique du foncier !

COMMERCE TRANSFRONTALIER

La plateforme Sydonia World a été dématérialisée afin d'accélérer les procédures douanières, alors que le guichet unique du commerce extérieur est opérationnel depuis 2019. Il permet de dématérialiser les procédures douanières et d'accroître la facilité de paiements, tout en sécurisant davantage les recettes publiques.

PAIEMENT DES TAXES ET IMPÔTS

La plateforme e-tax accorde, depuis novembre 2020, aux grandes entreprises (plus de 1,5 milliard de francs guinéens de chiffre d'affaires) de déclarer et payer leurs impôts en ligne. Un gain de temps conséquent pour elles, alors que la procédure renforce la transparence administrative et la sécurisation des recettes.

Toujours pour accélérer les procédures, un formulaire unique pour le paiement des taxes et impôts a été rendu disponible, de même qu'un système de paiement RTGS (système de règlement brut en temps réel). La collecte des statistiques sur le paiement de la taxe unique sur les véhicules, via Mobile Money, est désormais possible.

EXÉCUTION DES CONTRATS

Un tribunal de commerce a été mis en service en avril 2019, à Conakry, avec l'ambition de mieux protéger les entrepreneurs et de régler les litiges dans des délais raccourcis. De la même façon, un mécanisme de règlement des petits litiges a été mis en place, alors qu'une cour d'appel de commerce est en train de voir le jour. Pour plus de transparence, les décisions de justice et des statistiques sont disponibles sur le site du tribunal de commerce.

OBTENTION DE PRÊTS

La loi portant création des bureaux d'information sur le crédit a été promulguée en 2019. Ces organismes ont été pensés pour améliorer la connaissance des clients en collectant des données sur les antécédents de crédit ou de paiement auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers (sociétés de fourniture d'eau, d'électricité, de téléphonie, etc.).

UNE COUR DE JUSTICE POUR LUTTER CONTRE LA DÉLINQUANCE FINANCIÈRE

Instituée en décembre 2021, la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) a pour objectif de lutter contre ce type de délinquance, notamment les détournements de deniers publics. Elle ne concerne que les infractions dépassant le milliard de francs guinéens, les autres restant traitées par les juridictions de droit commun. Dans un entretien à la télévision nationale, la garde des sceaux, Fatoumata Yarie Soumah, a expliqué que cette juridiction répond à deux objectifs. « Aux Guinéens, il s'agit de dire que nul ne peut s'approprier illégalement de la chose publique et rester impuni. Aux partenaires de la Guinée, il s'agit de dire que l'argent public ne sera plus détourné impunément par des agents de l'État. »



Focus

RÉFORMES : LA PERSISTANCE DE FACTEURS DE BLOCAGE

De nombreux facteurs de blocage impactent négativement la mise en œuvre des réformes susceptibles de faciliter les investissements privés en Guinée. C'est le cas du manque d'implication gouvernementale ou de coopération des structures étatiques dans le suivi des réformes, de la non-budgétisation des activités liées au climat des affaires, de la lenteur administrative sur l'exécution des réformes ou encore de la non-vulgarisation des réformes réalisées. Pourtant, des solutions existent pour y remédier, comme l'amélioration du dialogue et du suivi des réformes avec les cadres techniques des ministères, ou encore la mise à disposition de ressources financières destinées à la mise en œuvre des réformes.

UNE LOI SUR LE CONTENU LOCAL

La Guinée a promulgué en septembre 2022 une loi sur le contenu local, afin de fixer un cadre juridique imposant aux projets d'investissements de mieux contribuer au développement de l'économie nationale et à l'amélioration des conditions de vie des populations. Ces obligations étaient auparavant dispersées dans le code pétrolier, le code minier ou encore dans un décret de 2019 relatif au contenu local pour les projets publics et privés. Afin de faire respecter ce texte, le Conseil national de la transition (CNT) a adopté, en avril 2024, un projet de loi portant attributions, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation du contenu local.

RACCORDEMENT À L'ÉLECTRICITÉ

Instaurée en 2017, l'autorité de régulation de l'eau et de l'électricité continue d'être opérationnalisée, après la nomination, en septembre 2022, de son directeur général.

La publication des données SAIFI/SAIDI (Indice de fréquence d'interruption moyenne du système / Indice de durée moyenne d'interruption du système) sur le site d'Électricité de Guinée est en projet.

Le centre de conduite du réseau électrique national, également appelé centre de dispatching national, a été inauguré en novembre 2020 dans la commune de Matoto. Il va améliorer la desserte en électricité dans le pays et faciliter l'intégration du réseau électrique guinéen au système interconnecté de la sous-région. Il sera suivi bientôt par l'inauguration du plus grand poste de distribution d'électricité en Afrique de l'Ouest, construit à Linsan, dans la préfecture de Kindia ■



M^e Ansoumane Kalivogui,
notaire à Conakry

Interview

FONCIER : « NOUS CONSTATONS DE GRANDS PROGRÈS GRÂCE À L'ASSAINISSEMENT DU CADASTRE »

Les autorités ont entrepris de grands programmes de réaménagement et de digitalisation du cadastre national afin de simplifier les démarches foncières. Maître Ansoumane Kalivogui explique comment cela facilite ses activités et celles de ses clients.

Comment les autorités améliorent-elles l'accès au foncier ?

Le foncier en Guinée est divisé en trois parties : la propriété privée, la propriété de l'État et la propriété communautaire, la dernière, essentiellement destinée à la culture. Mais les paysans ont tendance à occuper ces parcelles de façon anarchique. Cette occupation désordonnée s'étend sur le domaine public et privé de l'État, sans autorisation. Pour faire face à ce problème, les autorités actuelles se sont résolues à faire l'état des lieux de tous les biens immobiliers. L'objectif principal étant de mieux classifier et d'organiser l'archive en la dotant d'un système digitalisé, laquelle digitalisation permettra de mieux identifier les biens immobiliers, ainsi que la personne à qui le bien est attribué. Cette identification mieux structurée permettant ainsi d'éviter les litiges ou les conflits. Un autre problème récurrent concerne les zones dites « hors-lots », massivement occupées par

les citoyens qui ont légalement acquis leurs biens. Malgré les efforts des autorités actuelles, ces citoyens ne disposent toujours pas de titres fonciers, leur remise ayant été bloquée par les autorités au début de la décennie 2010. Nous recommandons que ces zones soient identifiées et réaménagées pour pouvoir établir des titres fonciers.

Les résultats de cette mise à jour du cadastre sont-ils déjà visibles ?

En tant que notaire, je constate d'importants progrès. Nous souhaitons que ces efforts se poursuivent pour permettre de désengorger les tribunaux. Je remarque personnellement qu'il y a moins de problèmes d'identification des parcelles aujourd'hui suite à la digitalisation. Par ailleurs, un contrat de vente portant sur une parcelle bien identifiée et immatriculée renforce la sécurité et encourage les crédits auprès des banques. Il faut féliciter la présidence de la République ainsi que le ministère de l'Habitat qui, à travers ses directions, est en charge des aménagements, de l'état des lieux et de l'identification du cadastre guinéen.

Concrètement, il est donc possible aujourd'hui pour un entrepreneur d'accéder à du foncier agricole ou industriel sans trop de risques ?

Bien sûr qu'il est possible d'acquérir des domaines agricoles, industriels ou d'habitations. La première chose à faire est de contacter un notaire, lequel dispose de l'expertise et de la connaissance, ainsi que des outils appropriés et efficaces pour acquérir au compte et au profit d'un entrepreneur un domaine agricole, industriel ou d'habitation. Il a la possibilité d'obtenir toutes les informations nécessaires et capitales après enquête et renseignements pris auprès des services déconcentrés du ministère de l'Habitat ■



Diaka Sidibé,
ministre du Commerce,
de l'Industrie et des PME

Interview

« LA GUINÉE NE PEUT PLUS SE CONTENTER D'EXPORTER SES MATIÈRES PREMIÈRES À L'ÉTAT BRUT »

Le ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME pilote plusieurs réformes et projets visant à « faire de la Guinée un pôle industriel et agricole compétitif », afin d'accélérer la transformation structurelle de l'économie. Il compte notamment sur un environnement des affaires attractif et sur l'application de la loi sur le contenu local.

Quelles sont les priorités de votre mandat, notamment en termes de réformes ?

Depuis ma nomination à la tête du ministère de l'Industrie et des PME, j'ai reçu du président de la République, le général d'armée Mamadi Doumbouya, une mission claire : faire de l'industrie un levier puissant de la transformation économique de notre pays. Notre action repose sur trois grandes priorités. D'abord, nous nous attelons à améliorer l'environnement des affaires afin d'attirer davantage d'investissements.



À cet effet, via notre plateforme de dialogue public-privé, le Guinea Business Forum, nous engageons des réformes ambitieuses pour simplifier et digitaliser les procédures administratives, renforcer la transparence ainsi que faciliter et sécuriser les investissements. Aussi, nous ambitionnons de faire du développement industriel un pilier central de notre croissance socio-économique. La Guinée ne peut plus se contenter d'exporter ses matières premières à l'état brut. Nous devons transformer localement nos ressources, créer des emplois pour notre jeunesse et bâtir une industrie compétitive. C'est pourquoi nous travaillons activement à la mise en place d'infrastructures adaptées et à l'accompagnement des investisseurs industriels. Pour ce faire, nous avons adopté une politique nationale de développement industriel, nous conduisons un recensement des unités industrielles en activité sur le territoire guinéen et nous travaillons à la recherche d'investisseurs capables de reprendre et de redynamiser 19 unités industrielles à travers le pays.

Enfin, notre engagement en faveur de l'essor des PME nationales est total. Nous avons créé un fonds de garantie des prêts aux entreprises en partenariat avec le groupe de la Banque mondiale, nous avons renforcé la Banque nationale d'investissement de Guinée et notre pays a rejoint le Fonds de solidarité africain. Ces initiatives fortes visent à mettre en place des mécanismes de financement adaptés aux PME afin qu'elles puissent jouer leur rôle dans le développement de la Guinée.



La Guinée s'est dotée d'une loi portant contenu local. Qu'en est-il de son application ?

Notre pays a franchi une étape décisive avec cette loi devant renforcer l'implication des entreprises nationales et des talents locaux dans les secteurs stratégiques. Elle le permet en favorisant l'utilisation de biens et services locaux, en garantissant un transfert efficace des technologies et compétences et en assurant le renforcement des capacités des PME locales, afin qu'elles puissent répondre aux exigences des grandes entreprises donneuses d'ordre. L'impact attendu sur le secteur privé national est considérable. C'est pour garantir la mise en œuvre de ces mesures que la loi a prévu une Autorité de régulation du contenu local. Bien sûr, des défis subsistent, notamment en termes de suivi et de mise en conformité, mais le gouvernement reste engagé à travailler avec toutes les parties prenantes pour assurer une application rigoureuse et bénéfique pour tous. Notre ambition est de faire du contenu local un véritable levier de développement économique et social pour notre pays.

Le projet minier Simandou cristallise les conversations autour de l'investissement en Guinée. Comment envisagez-vous son impact ?

Avec un investissement initial de 20 milliards de dollars, le projet Simandou est le plus grand projet minier intégré en développement au monde. Composé de l'exploitation de minerai de fer de haute teneur, de la construction en cours d'un chemin de fer de plus de 650 km, d'infrastructures portuaires stratégiques et multi-usages et d'une aciérie à long terme, il positionne la Guinée comme un acteur majeur sur le marché international du fer. Le démarrage de l'exploitation est fixé pour fin 2025 et les impacts de Simandou seront conséquents. Ce projet fera de la Guinée le premier producteur de minerai de fer en Afrique et plus de 60 000 emplois directs et indirects seront créés.

Aussi, conformément à la vision du chef de l'État, l'exploitation minière ne doit pas être une finalité. Nous voulons aller au-delà de l'exportation de matières premières en encourageant la transformation locale. À travers le projet Simandou, nous souhaitons poser les bases d'une industrie sidérurgique en Guinée, ce qui permettra de créer de la valeur ajoutée, de développer des emplois qualifiés et de rendre notre économie plus résiliente face aux fluctuations des marchés internationaux. Simandou prouve que la Guinée est une destination privilégiée pour les investissements. Notre mission consiste à garantir que cet investissement génère des retombées durables en stimulant la création d'emplois, en renforçant nos infrastructures, en favorisant la création d'un tissu industriel local et en consolidant un environnement propice aux affaires et au renforcement des PME. Avec le projet Simandou, nous travaillons activement pour inscrire la Guinée dans une trajectoire de croissance inclusive et pérenne. De cette ambition est né le Programme de développement Simandou 2040, visant à faire de la Guinée une nation prospère dans les quinze années à venir. Dans la continuité des programmes de développement mis en place ces dernières années (PNDES 2016-2020 et PRI 2021-2024), Simandou 2040 intègre cinq piliers de développements intégrés.



Le premier pilier du Programme de développement Simandou 2040 est « agriculture, industries alimentaires et commerce ». Comment est-il mis en œuvre ?

L'agriculture, les industries alimentaires et le commerce sont au cœur de notre stratégie de développement, car ils représentent des leviers majeurs pour assurer la sécurité alimentaire, créer de la valeur ajoutée et stimuler les exportations. En effet, avec la mise en service du Transguinéen et de nouvelles infrastructures portuaires, nous assisterons à l'émergence de nouvelles chaînes de valeur et au dé-senclavement de pôles de production qui renforceront la transformation locale des matières premières et l'exportation de produits à forte valeur ajoutée. En parallèle, nous travaillons à moderniser l'agriculture en renforçant et en structurant les chaînes de valeurs agricoles, notamment pour des produits phares tels que le fonio, le riz ou le café, en améliorant la mécanisation et en développant des infrastructures de stockage. L'objectif est d'accroître la production locale et de réduire notre dépendance aux importations. Nous accompagnons également les PME et les coopératives pour améliorer leur compétitivité sur le marché loco-régional. Dans le secteur des industries alimentaires, nous encourageons la transformation locale des produits agricoles à travers notre politique de développement industriel mais également l'octroi d'incitations à l'investissement telles que les exonérations fiscales et douanières du code des investissements. En ce qui concerne le commerce, nous œuvrons à la facilitation des échanges en modernisant les infrastructures logistiques, en simplifiant les procédures douanières et en soutenant la promotion des produits guinéens à l'international. La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAF) offrira de belles opportunités. Bien entendu, des défis demeurent. L'accès aux financements pour les agriculteurs et entrepreneurs doit être renforcé. Nous devons aussi continuer à améliorer nos infrastructures, notamment routières et énergétiques, pour soutenir la production et la distribution. La compétitivité de nos produits sur les marchés régionaux et internationaux passe par une meilleure structuration des filières et une montée

en gamme en termes de qualité et de normes. Mais notre ambition est claire : bâtir un secteur agricole et agro-industriel performant, capable de garantir la sécurité alimentaire, de générer des emplois et de faire de la Guinée un acteur majeur du commerce dans la sous-région et au-delà.

Outre Simandou, votre ministère pilote des projets qui doivent changer l'industrie. De quelle manière ?

Pour accélérer l'industrialisation, nous avons adopté une approche intégrée reposant sur plusieurs axes. D'abord, nous travaillons sur le développement des zones industrielles par un cadre attractif pour les investisseurs. Cela passe par la simplification des procédures, l'aménagement d'infrastructures adaptées et la mise en place d'incitations fiscales et réglementaires favorables. Nous mettons en œuvre actuellement des projets d'opérationnalisation des zones industrielles (Fandje, Massayah, Kouriab, Tanéné) offrant des commodités pour l'implantation et le développement d'entreprises industrielles. Nous collaborons étroitement avec le secteur privé, les partenaires techniques et financiers ainsi que les autres départements ministériels pour assurer un suivi rigoureux et apporter des solutions adaptées aux défis rencontrés. Avec ces initiatives, nous accélérerons la transformation structurelle de notre économie et créons des opportunités concrètes pour tous les Guinéens et les partenaires qui souhaitent construire le futur de notre pays

“



PORTRAIT

UGAR-ACTIVA et ACTIVA VIE : Deux piliers de la modernisation du secteur des assurances en Guinée

La Guinée amorce une transition économique profonde, portée par des mutations structurelles majeures qui redessinent son paysage économique. Au cœur de cette dynamique, le projet Simandou joue un rôle déterminant. Au-delà de son ambition de positionner le pays comme un acteur incontournable du marché mondial du minerai de fer, il génère des retombées positives dans de nombreux secteurs clés. Infrastructures, logistique, services, immobilier, emploi... rares sont les domaines qui échappent à son puissant effet d'entraînement.

Dans ce contexte en pleine évolution, le secteur des assurances occupe une place stratégique. Non seulement il assure la couverture des risques liés à ces transformations rapides, mais il participe également au financement de l'économie et à la sécurisation des investissements. C'est pourquoi la stabilité devient un levier essentiel de développement. Activa Guinée, à travers ses entités UGAR-ACTIVA et ACTIVA VIE, s'affirme comme un acteur de référence, engagé à accompagner la transformation du pays.

Fondé en 1998 par Richard Lowe, le Groupe ACTIVA s'est imposé comme un acteur de référence dans le secteur de l'assurance en Afrique et est à l'origine du réseau GLOBUS. Cette alliance panafricaine regroupe les compagnies d'assurance locales les plus solides et influentes, avec pour ambition de proposer des solutions à la fois globales et adaptées aux réalités spécifiques de chaque marché. En tant que membres du réseau GLOBUS, UGAR-ACTIVA et ACTIVA VIE s'intègrent pleinement dans une dynamique de coopération panafricaine. Cette appartenance leur offre un accès privilégié à une plateforme de services partagés, leur permettant de proposer à leurs clients une couverture d'assurance étendue et une gestion des sinistres conforme aux standards internationaux les plus exigeants.

Sous l'impulsion de M. Aliou Sow, nommé en avril 2024, ACTIVA Guinée (Ugar-Activa et Activa Vie), 1er groupe d'assurance du marché guinéen poursuit une transformation ambitieuse, résolument orientée client. Cette dynamique repose sur une stratégie de développement du segment Retail, afin de rendre l'assurance plus accessible aux particuliers et aux PME. En parallèle, l'entreprise continue de consolider sa position d'assureur de référence auprès des grandes entreprises, grâce à son expertise historique et à la qualité de ses prestations. Elle accompagne ainsi depuis de nombreuses années des acteurs majeurs de l'économie nationale comme la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), Rio Tinto ou encore GAC (Guinea Alumina Corporation) et SOGEAC (Société de Gestion et d'Exploitation de l'Aéroport de Conakry). Cette capacité à couvrir des risques complexes, tout en développant des solutions innovantes pour le grand public, reflète un positionnement hybride : à la fois ancré localement et aligné sur les meilleurs standards internationaux.

ACTIVA Guinée (Ugar-Activa et Activa Vie) a également investi

dans la digitalisation de ses services, notamment avec le lancement d'une application mobile. Ce virage technologique permet de rapprocher l'assurance de l'usager, en la rendant plus simple, rapide et transparente, y compris dans les zones historiquement peu desservies. Une évolution qui améliore l'expérience client tout en contribuant à la modernisation du secteur assurantiel guinéen.

L'engagement d'ACTIVA ne s'arrête pas à la sphère économique. À travers la Fondation ACTIVA, le groupe soutient activement des initiatives locales dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'inclusion financière. Cette approche citoyenne s'inscrit dans une politique RSE structurée et fidèle aux valeurs de solidarité et de développement durable.

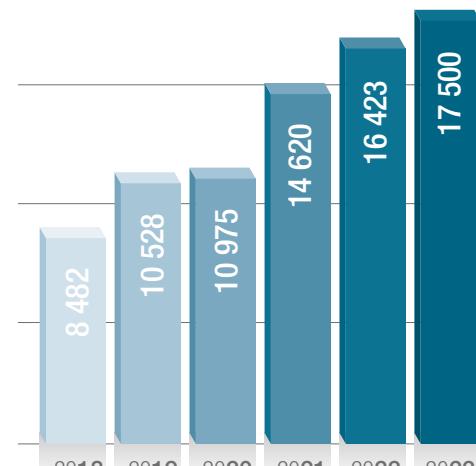
En conjuguant expertise technique, proximité locale et vision stratégique, ACTIVA Guinée (Ugar-Activa et Activa Vie) incarne un modèle d'assurance tourné vers l'avenir. Conforme aux normes internationales en matière de solvabilité, de gouvernance et de gestion des risques, l'entreprise inspire confiance aux investisseurs, aux entrepreneurs comme aux particuliers.

Dans une Guinée en pleine transformation, ACTIVA Guinée (Ugar-Activa et Activa Vie) joue un rôle essentiel. Sécuriser les personnes et les investissements, accompagner l'innovation, soutenir les initiatives locales : autant de missions que l'entreprise mène avec rigueur et ambition. Pour tous ceux qui veulent bâtir sur des bases solides, ACTIVA Guinée est bien plus qu'un assureur. C'est un partenaire stratégique pour un développement durable.

LA CRÉATION D'ENTREPRISES EN GUINÉE

Le nombre d'entreprises créées formellement en Guinée a doublé entre 2018 et 2023, passant de 8 482 à 17 500 unités.

||||| Évolution du nombre d'entreprises créées entre 2018 et 2023



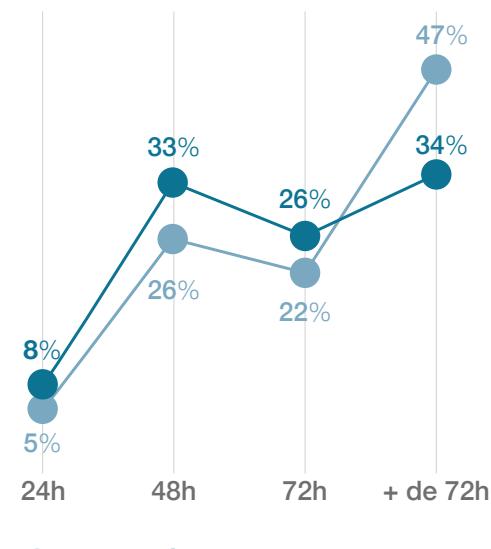
(Source : APIP)

UNE CRÉATION PLUS RAPIDE

66 % des dossiers soumis à la création d'entreprises en 2022 ont été traités dans les délais indiqués par le guichet unique de création des entreprises, soit en moins de 72 heures. Ce chiffre était de 53 % l'année précédente. Ce progrès s'explique, selon l'APIP, par

le renforcement de l'équipe du préposé greffe et la maîtrise du système par les agents, améliorant la connexion avec les impôts.

||||| Délais de création d'une entreprise



(Source : APIP)

DES ENTREPRENEURS JEUNES

8 111 personnes, soit près de la moitié (46 %) de celles qui ont créé leurs entreprises en 2023, étaient âgées de moins de 35 ans. 5 309 étaient âgées entre 36 et 45 ans, 2 451 entre 46 et 55 ans et 1 535 avaient plus de 55 ans.

UNE MAJORITÉ D'ENTREPRISES COMMERCIALES

Sans surprise, au vu du nombre élevé d'entreprises individuelles créées, les entreprises évoluant dans le secteur du commerce étaient les plus nombreuses en 2022, suivies des sociétés de prestation de service et de BTP-construction.

Commerce	7 364
Prestations de service	3 225
BTP-construction.....	1 505
Agriculture	996
Transport et logistique.....	454
Énergies et mines	332
Tourisme	313

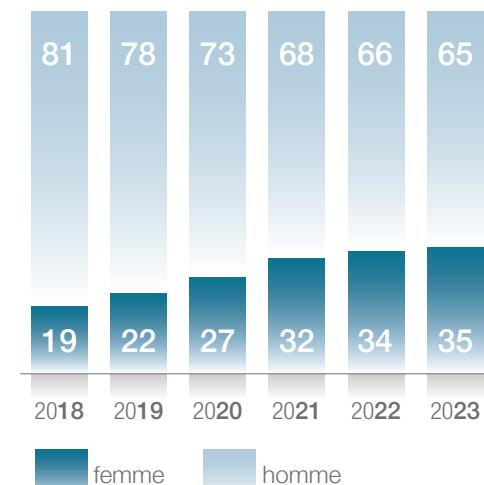
(Source : APIP)



LES FEMMES DE PLUS EN PLUS ENTREPRENANTES

Les femmes ne représentaient que 19 % des personnes qui créaient une entreprise formelle en 2018. En 2023, elles étaient 35 % à le faire.

||||| Évolution du taux de création d'entreprises par genre de 2018 à 2023 (en %)



(Source : APIP)

LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES PLÉBISCITÉES

Sur les 16 423 entreprises créées en 2022, 11 397 (69 %) étaient des entreprises individuelles, plus simples de création et au coût peu élevé. Les entrepreneurs étaient 4 573 à créer des Sociétés à responsabilité limité (SARL) et SARL à associé unique, soit 28 % du total.





ORIGINE DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES EN 2022

Guinée	15 035
Reste de l'Afrique	685
Asie	451
Europe	162
Amérique	78
Océanie	12

(Source : APIP)

LOCALISATION DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES EN 2022

Conakry	11 881
Kindia	1 780
Kankan	1 068
Boké	513
Nzérékoré	349
Labé	342
Mamou	330
Faranah	160

(Source : APIP)



DES SOLUTIONS CONTRE LA MORTALITÉ DES ENTREPRISES

Selon une étude conduite en 2020 par l'APIP et basée sur un échantillon de 2 058 entreprises, elles-mêmes issues des 34 096 sociétés créées entre 2014 et 2018, le taux de mortalité des entreprises s'élève à 75 %. Ce taux de mortalité est principalement dû aux difficultés d'accès à l'information et au financement.

C'est pour cette raison que le gouvernement a adopté des mécanismes afin de renforcer les capacités des entreprises et faciliter leur accès au financement. Un Fonds de garantie des prêts aux entreprises (FGPE) d'une capacité de 7,5 millions de dollars a été mis en place avec le soutien de la Banque mondiale, pour faciliter l'octroi des crédits bancaires aux petites entreprises, avec partage des risques.



Votre porte d'entrée pour investir en Guinée

L'APIP-Guinée a pour mission de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de promotion et développement des investissements privés et d'appui à l'entrepreneuriat. L'APIP oriente, appuie et accompagne les investisseurs et porteurs de projets tout au long de leur processus d'investissement en Guinée.



MINES



AGRICULTURE



ENERGIE



NTIC



TOURISME



INFRASTRUCTURE

info@apip.gov.gn

www.apip.gov.gn

(+224) 613 00 35 30



UN CODE DES INVESTISSEMENTS INCITATIF ET PROTECTEUR

Le code de l'investissement a été adopté en 2015.

Il contribue à faire de la Guinée une destination privilégiée des investissements privés en offrant des garanties aux entrepreneurs. En voici les mesures majeures.

Le code des investissements institue un régime privilégié qui accorde des avantages fiscaux et douaniers pendant la phase d'installation et de production de l'entreprise. Pour en bénéficier, les investisseurs doivent être présents dans un ou plusieurs secteurs d'activités éligibles et remplir certaines conditions.

CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉGIME PRIVILÉGIÉ

- Investissement d'au moins 200 millions de francs guinéens et création d'au moins cinq emplois permanents pour une nouvelle entreprise.
- Hausse de la production ou/et du nombre d'emplois d'au moins 35 % pour une extension d'entreprise existante.

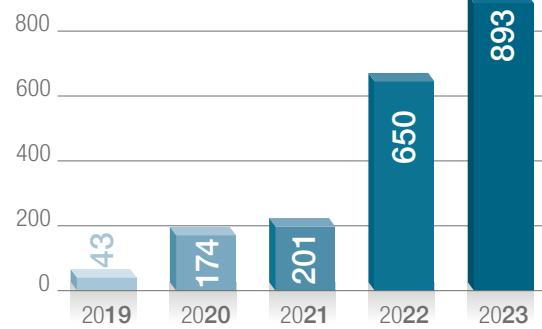
Un code des investissements incitatif et protecteur

ACTIVITÉS ET SECTEURS ÉLIGIBLES AU CODE DES INVESTISSEMENTS

Le code des investissements s'applique dans le cas de :

- la mise en place d'un nouveau projet d'investissement ;
- l'extension d'activité consistant à apporter des modifications au cours de l'exploitation d'un projet d'investissement ;
- la diversification des produits de l'activité ;
- la modernisation des installations de l'activité ;
- l'augmentation de la capacité de production.

||||||| Flux des Investissements directs étrangers (en millions de dollars)



INCITATIONS FISCALES ET DOUANIÈRES

- Exonérations douanières pour l'importation d'équipements agricoles, de matières premières et d'intrants pendant 10 ans.
- Congés fiscaux ou taux préférentiels jusqu'à 10 ans.

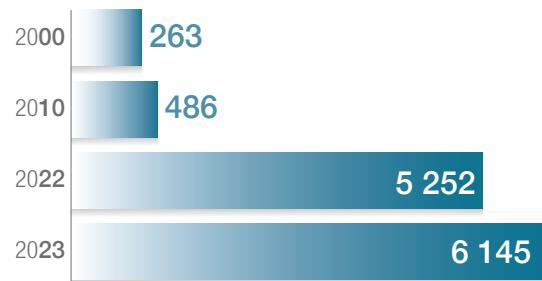
Avantages douaniers :

- En phase d'installation, exonération de 100 % de la TVA, de 99,5 % de la RTL (Redevance de traitement et de liquidation) et de 98 % de la valeur CAF (Coût, assurance et fret).
- En phase d'exploitation, exonération de 100 % sur la patente, la contribution foncière unique, le versement forfaitaire et la taxe d'apprentissage.

Avantages fiscaux :

- En phase d'installation, exonération sur toutes les importations des outillages, matières premières ou intrants de 98 % sur la RTL et de 94 % sur le droit fiscal.
- Le code de l'investissement offre la réduction sur plusieurs impôts (impôt minimum forfaitaire, impôt sur le bénéfice industriel et commercial, impôt sur les sociétés, contribution des patentnes et contribution foncière unique), sur le versement forfaitaire, le droit d'enregistrement et la taxe d'apprentissage, de 100 à 25 %, de façon dégressive, durant les premières années d'activité de l'entreprise.

||||||| Stock des Investissements directs étrangers (en millions de dollars)



(Source : Rapport sur l'investissement dans le monde 2024 de la CNUCED)



|||||| Secteurs non éligibles au code des investissement

Secteurs	Sous-secteurs
Agriculture	Stockage de produits d'origine végétale / Exploitation forestière
Pêche	Industrielle/Artisanale/Pisciculture / Stockage de produits halieutiques
Élevage	Vétérinaire / Usine d'aliment de bétail
Industrie	Production ou transformation/Traitement de déchets urbains et industriels
Tourisme	Aménagement touristique / Industries touristiques / Autres activités hôtelières
Industries Culturelles	Livre/Disque/Cinéma / Centre de production audiovisuelle / Centres artisanaux
Transports	Routier / Maritime
Prestation de services	Téléservices / Cybervillages

Focus

LOIS SUR LES PPP

La Guinée a adopté, en juillet 2017, une loi-cadre simplifiant la signature de partenariats public-privé (PPP). Réalisée en lien avec la Société financière internationale (SFI, groupe Banque mondiale), elle abroge la loi BOT (Build-Operate-Transfert) de 1998 et la délégation de service public prévue par le code des marchés publics de 2012, deux procédures qui présentaient trop de limites.

Plusieurs types de contrats possibles

Selon la nouvelle loi votée en juillet 2017, les contrats PPP peuvent bénéficier des avantages et exonérations prévus dans le code des investissements. Ils peuvent être réalisés à travers deux procédures usuelles, la procédure d'appel d'offres, qui constitue le principe, et exceptionnellement le gré à gré. Elle permet également aux entreprises privées de faire une offre à l'État pour la réalisation, la gestion, la maintenance, la conception ou le financement d'un projet PPP, à travers une « offre spontanée ».

Les PPP peuvent être conclus à travers trois types de contrats :

- l'affermage, à travers lequel l'opérateur assure les coûts des opérations et se rémunère sur les recettes, l'État pouvant recevoir une redevance ;
- la concession, à travers laquelle le concessionnaire exploite un service public ;
- le contrat de partenariat, qui permet à l'opérateur privé d'être rémunéré par la puissance publique indépendamment des recettes perçues sur les usagers.

Les droits miniers et pétroliers restent éligibles, respectivement au code minier et au code pétrolier, mais les PPP afférents aux infrastructures publiques en relation avec ces secteurs sont assujettis à la loi sur les PPP. Certains contrats de construction ou de prestation de services (prestations intellectuelles, fourniture d'équipement ou mobilier, etc.) demeurent régis par le code des marchés publics.



L'évènement business de référence entre l'Afrique et la France

Ministère de l'Économie et des Finances

Paris

18 et 19 novembre 2025



BANQUES : UN SECTEUR EN FORTE CROISSANCE

Avec un bilan multiplié par trois en cinq ans, les banques guinéennes connaissent une croissance appréciable dans un marché qui reste de taille modeste.

Celui-ci répond mieux aux attentes des entreprises en termes de crédit, mais il reste contraint par des taux d'intérêts élevés.

Le secteur bancaire guinéen n'a cessé de croître ces dernières années. D'après les chiffres de l'Association professionnelle des établissements de crédit de Guinée (APB), le bilan des banques a été multiplié par près de trois entre 2019 et 2024, alors que leurs produits et résultats nets l'ont été par deux.

Cette dynamique a débuté au début de la décennie 2010 grâce aussi bien à « des conditions macroéconomiques favorables (...) à l'embellie des activités économiques que des conditions financières accommodantes », commente la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) dans son dernier rapport, consacré à l'année 2022.

Banques : un secteur en forte croissance

|||||| Chiffres clés du secteur bancaire guinéen (en millions de francs guinéens)

	2019	2021	2023	2024 (au 30 juin)
Dépôts	21 285	28 447	39 305	50 788
Crédits	9 756	11 977	19 409	20 451
Total bilan	25 122	36 331	54 570	65 209
Produit net bancaire	2 827	3 664	4 867	2 745
Résultat net	645	775	1 280	898

(Source : Association professionnelle des établissements de crédit de Guinée)

DOMINATION DES CRÉDITS À COURT ET MOYEN TERME

Malgré ces difficultés, les crédits suivent la même tendance que les dépôts. À la fin de l'année 2023, leur encours global a atteint 19 409 milliards de francs guinéens, contre 9 756 milliards en 2019. Cette évolution recouvre principalement une accélération des crédits à court terme (59,6 % du total des encours en 2022) et des crédits à moyen terme (36,8 %) et, dans une moindre mesure, des crédits à long terme (3,6 %).

Sous l'effet des facilités de caisse accordées aux clients, les crédits à court terme se sont établis à 9 381,2 milliards de francs guinéens à la fin de l'année 2022, selon la BCRG, dont les données diffèrent légèrement de celles de l'APB. Les crédits à moyen terme s'établissaient alors à 5 788,5 milliards grâce à l'accroissement des crédits d'investissements, essentiellement destinés aux particuliers. Quant aux crédits à long terme, ils atteignaient en 2022, 570,7 milliards de francs guinéens, un niveau faible pourtant en hausse de 67 % par rapport à l'année précédente, grâce aux crédits à l'équipement et à l'habitat destinés aux entreprises et aux particuliers.





Focus

TROIS LEADERS BANCAIRES

Fin de l'année 2024, le secteur bancaire était composé de 21 établissements. Les trois leaders du marché, qui en contrôlent 44 %, étaient la panafricaine Ecobank, la française Société générale et la ouest-africaine Vista Gui. En cours de désengagement du continent africain, la seconde a annoncé, en septembre dernier, avoir conclu un accord avec la holding ivoirienne Atlantic Financial Group (AFG), afin de lui céder sa filiale guinéenne avec ses 160 000 clients et ses 24 agences.



UN TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉ

Alors que le taux directeur est fixé par la BCRG à 11 % depuis septembre 2023, le taux de base bancaire, c'est-à-dire le taux minimum à partir duquel les banques réalisent leurs opérations de crédits à court et moyen terme, est supérieur à 15 % depuis 2022, d'après la BCRG. En revanche, le taux débiteur moyen des banques sur les opérations de crédit est passé de 19,37 % au second trimestre 2022 à 17,65 % au deuxième trimestre de l'année 2024. Un niveau en baisse certes bienvenue, mais qui continue de rendre le coût d'un crédit trop élevé pour nombre d'entreprises.



LES PRÉOCCUPATIONS

DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (APB)

Alors que les banques guinéennes sont un partenaire de plus en plus important pour l'État, à en juger notamment par la part de leur financement en obligations du Trésor, passée de 2 000 à 7 000 milliards de francs guinéens entre 2022 et 2023, l'APB a fait récemment plusieurs préconisations aux autorités. Celle-ci touchent notamment à des décisions de justice considérées inéquitables « en faveur de clients indélicats », aux critères de renouvellement des agréments des dirigeants de banques, dont les mandats sont limités à deux ans, à une fiscalité jugée trop lourde (plus de mille milliards de francs en 2023) ou encore aux modalités de mise en œuvre de normes comptables internationales.

||||||| Indicateurs majeurs du marché bancaire guinéen au 31 décembre 2024
(en millions de francs guinéens)

	Total bilan	Part de marché (%)	Dépôts	Crédits
Ecobank	13 475	18,62	11 199	3 761
SGG	9 510	13,14	7 439	3 604
Vistagui	8 750	12,09	6 138	3 568
UBA	4 377	6,05	3 594	1 174
Orabank	4 149	5,73	3 255	1 141
Skye Bank	3 991	5,51	3 160	1 083
Vista Bank	3 626	5,01	2 844	1 076
BSIC	3 489	4,82	2 261	1 053
Firstbank	2 859	3,95	2 112	814
BCI	2 462	3,40	1 853	813
BIG	2 430	3,36	1 804	797
NSIA Banque	2 238	3,09	1 738	781
BPMG	2 136	2,95	1 694	550
Afriland	2 119	2,93	1 612	545
Coris Bank	1 799	2,49	1 052	363
BNG	1 312	1,81	854	285
Access	1 044	1,44	807	191
BNIG	912	1,26	777	152
SFCI Bank	770	1,06	519	137
Diama Bank	511	0,71	170	87
ALG	398	0,55	166	0
Total	72 359	100	55 046	21 975
Croissance 2023-24	+33%		+41%	+20%

(Source : Association professionnelle des établissements de crédits de Guinée)

Focus

MICROFINANCE ET MOBIL MONEY EN HAUSSE

La finance inclusive se renforce depuis plusieurs années en Guinée. Au 31 décembre 2022, le pays comptait vingt institutions de microfinance (IMF) contre dix-neuf en 2021. Elles se répartissaient entre les seize organismes qui collectent des dépôts (863 milliards de francs guinéens en 2022) et accordent des prêts à leurs membres et aux quatre autres qui, tout en accordant des prêts,

n'exercent pas l'activité de collecte de dépôts. Elles fonctionnent grâce aux ressources de bailleurs de fonds dans le cadre d'emprunts ou de programmes d'aide au développement (1,333 milliard de francs guinéens de ressources). Le réseau du secteur, plus flexible que celui des banques, comptait 3 163 « points de services » en 2022 pour environ 1,1 million de clients.

||||||| Évolution du marché du Mobile Money

	2 ^e trimestre 2022	2 ^e trimestre 2024
Taux de pénétration	18 %	23 %
Parts de marché Orange	81 %	89 %
Parts de marché MTN	19 %	11 %
Nombre d'utilisateurs	2 369 000	3 231 000

(Source : Autorité des postes et télécommunications de Guinée, ARPT)

Au 31 décembre 2022, les EME ont enregistré 639 millions de transactions pour une valeur de 178,7 milliards de francs guinéens. L'utilisation de la monnaie électronique reste largement dominée par les rechargements de crédits téléphoniques (51 % en volume de l'ensemble des transactions) et les retraits de fonds (80 % en valeur de l'ensemble des transactions) sur les comptes de monnaie électronique. Avec seulement 6 % en nombre et 2 % en valeur, les paiements marchands représentent un fort levier de croissance dans les transactions électroniques.

IMF : des prêts orientés vers le commerce, la restauration et l'hôtellerie
Selon les chiffres de la BCRG, l'encours des crédits accordés par les IMF s'est établit à 946,866 milliards de francs guinéens en 2022. Ceux-ci sont traditionnellement orientés vers le secteur « commerce, restauration et hôtellerie », qui a bénéficié en 2022 de 65 % des crédits accordés, suivi par celui des travaux publics, bâtiments et logements (10 %) et celui de l'agriculture, élevage et pêche (10 %). Certaines IMF offrent, en plus de leurs services financiers de base, d'autres prestations comme le transfert d'argent, la commercialisation de produits d'assurance, des services financiers mobiles, de la formation ou du conseil.

Établissements de monnaie électronique (EME)

Encore plus flexible par définition que le secteur des IMF, celui des établissements de monnaie électronique, notamment composé d'opérateurs téléphoniques (MTN, Orange, etc.), comptait en 2022, 86 730 « points de service » ! Il était composé de sept EME agréés par le comité des agréments, mais dont seulement quatre étaient en activité. Le nombre total de comptes ouverts est passé de 10 millions en 2021 à 12 millions à fin 2022, mais avec un taux d'activité qui dépasse à peine les 23 %. Au deuxième trimestre 2024, dans la guerre que se livrent les deux opérateurs mobiles stars du marché, Orange Money dominait largement MTN avec 89 % des parts de marché.





Interview

Diawadou Bah,
directeur général d'Ecobank
Guinée

Interview

« RESTER PREMIÈRE BANQUE
EST PLUS DIFFICILE QUE DE
LE DEVENIR »

La première banque de Guinée, dont le siège dans la cité administrative de Koloma, à Conakry, est en cours d'édification, multiplie les innovations dans la bancarisation, le transfert de fonds, les crédits immobiliers ou la bancassurance, en s'alliant à des fintechs. Première banque guinéenne depuis plus de trois ans, Ecobank domine actuellement le secteur sur les indicateurs majeurs que sont le total bilan, avec 19 % de parts de marché au 31 décembre 2024, les dépôts collectés (21 %), les crédits accordés (17 %) et la rentabilité (31 %).

Comment faire pour devenir le leader du marché bancaire et le rester ?

Arriver premier n'est pas le plus compliqué, même si c'est difficile, le rester l'est encore plus. Pour conforter notre position de leader, nous travaillons notamment à améliorer l'expérience client, à innover avec le déploiement de solutions digitales adaptées à chaque type de clientèle, alliant sécurité et flexibilité, et à réduire le coût de l'accès au crédit, tout ceci pour une meilleure inclusion financière.

C'est pour cela que vous avez réalisé un partenariat avec la fintech YMO (transactions financières de la diaspora et en Guinée) ?

Nouer des partenariats est une composante de notre stratégie. La Guinée a un taux de bancarisation relativement faible (+/-10 %), là où les émetteurs de monnaies électroniques (Orange et MTN) et les Fintechs, plus agiles, parviennent à pénétrer le secteur informel avec des solutions de transferts d'argent efficaces, fiables et rapides. Il est donc naturel de jumeler notre offre bancaire à leurs solutions,

complémentaires. La signature du partenariat avec YMO entre dans ce cadre. Nous voulons permettre à cette Fintech de déployer sa solution auprès de la diaspora guinéenne établie dans nos 33 pays de présence. Nous avons également un partenariat avec PayCard pour la vulgarisation des cartes bancaires Visa via notre agrément.

Quelle est l'importance du partenariat signé en décembre 2024 avec le ministère des Affaires étrangères ?

C'est un tournant. Aujourd'hui, nous proposons d'ouvrir des comptes en ligne, de gérer et d'effectuer des opérations bancaires 24h/7j via nos solutions digitales... Nous avons également un réseau de 22 agences et 2 500 points Xpress assurant un maillage optimal du territoire. Forts de ces avancées, nous avons signé un partenariat avec le ministère des Affaires étrangères afin de vulgariser l'offre Ecobank auprès de nos compatriotes résidant à l'étranger. L'objectif est d'apporter des solutions à leurs problèmes, parmi lesquelles la possibilité d'ouvrir un compte à distance, de gérer leurs opérations bancaires, d'effectuer leurs transferts, locaux et internationaux, à moindre coût, et enfin d'accéder aux crédits, immobilier en particulier.

Qu'en est-il du Plan épargne logement (PEL) que vous avez lancé en 2024 ?

Historiquement, l'acquisition immobilière en Guinée s'est faite essentiellement sur fonds propres. Avec l'émergence d'une classe moyenne de plus en plus importante, il est nécessaire de faciliter l'accès au financement immobilier, d'où le lancement du PEL Ecobank, permettant de constituer les 5 % d'apport requis. Le client bénéficie d'une rémunération exceptionnelle de 5 % sur le PEL et obtient un crédit immobilier à hauteur de 95 % de la valeur du projet, à des taux situés entre 8,5 et 9 % HT. Un autre élément majeur de notre stratégie est la bancassurance, démarrée en 2022 en partenariat avec de nombreuses compagnies d'assurances. L'idée est d'offrir à nos 285 000 clients un guichet unique pour leurs opérations bancaires et leurs souscriptions/renouvellements à tous les produits d'assurance de la vie et de la non-vie, à des conditions tarifaires avantageuses ■



Ecobank
La Banque Panafricaine

UN MEILLEUR CHOIX POUR CONCRÉTISER VOS OPPORTUNITÉS EN AFRIQUE

Propulsez vos activités commerciales et investissez à travers l'Afrique et au-delà, en toute sérénité.

Capitalisez sur notre expertise continentale, notre présence mondiale et nos solutions de paiement transfrontalier fluides pour donner un nouvel élan à votre entreprise et accélérer votre succès.



Le meilleur choix pour prospérer.
Visitez ecobank.com/corporate

**UN MEILLEUR CHOIX
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE**



ASSURANCES : PEU MATURE, LE MARCHÉ CROÎT À GRANDE VITESSE

Le marché de l'assurance pèse peu dans le PIB guinéen, mais certaines compagnies, profitant des opportunités qu'il offre, réalisent des taux de croissance à trois chiffres.

L'industrie des assurances a réalisé en 2022, dernière année pour laquelle la Banque centrale de la République de Guinée a communiqué des données, un chiffre d'affaires de 829,58 milliards de francs guinéens. Cela correspond à une croissance de 16,8 % par rapport à l'année précédente (710,26 milliards de francs guinéens), mais surtout à un doublement par rapport à 2018 (411,46 milliards) !

Dans le détail, les assurances-vie et capitalisation ont progressé en 2022, sur un an, de 38,4 %, pour atteindre 197,8 milliards de francs guinéens, contre 91,7 milliards en 2018. Quant aux incendies, accidents, risques divers et transports (IARDT), ils croissent de 16,8 %, à 631,74 milliards de francs guinéens, contre 319,75 milliards cinq ans plus tôt.

« La croissance de l'assurance est portée par plusieurs secteurs clés, en lien avec les obligations réglementaires d'assurance en Guinée (code des assurances, code minier, code de la construction et de l'habitat, transport et logistique, etc.). Mais des efforts restent à faire sur l'application effective des différentes lois, avec l'appui des autorités », explique Maïmouna Barry Baldé, directeur général de NSIA Assurances Guinée.

Le marché de l'assurance en Guinée (en milliards de francs guinéens)

	2018	2022
Chiffre d'affaires	411,46	829,58
Assurances dommages	319,75	631,74
Assurance-vie	91,71	197,84

(Source : Banque centrale de la République de Guinée)

Assurances : peu mature, le marché croît à grande vitesse

en charge les victimes d'accidents de la circulation pour lesquelles les responsables ne sont pas connus ou sont non solvables.

QUATRE COMPAGNIES DOMINENT LE MARCHÉ

Les trois compagnies leaders du marché (NSIA, Ugar Activa et Activa Vie) réalisaient fin 2022 près de 60 % du total des primes. Elles étaient suivies de Sunu Vie, Lanala Assurances et de Vista Assurances. Les placements réalisés par les entreprises opérant sur le marché des assurances se sont élevés en 2022 à 526,19 milliards de francs guinéens. Compte tenu de l'insuffisance de véhicules d'investissement, notamment de l'absence d'une bourse des valeurs, les placements restent dominés par les placements en banques et les investissements immobiliers, de même que par les titres d'État, notamment les bons du Trésor.

UN SOLDE FAVORABLE AUX RÉASSUREURS

Les commissions versées par les assureurs guinéens se sont élevées à 65 milliards de francs guinéens en 2022, contre 56,38 milliards l'année précédente, dont 51,5 milliards en assurances dommage. Les frais de gestion (commissions + frais généraux) se sont chiffrés à 266,57 milliards de francs guinéens, soit une évolution de 16,9 % sur une année.

Les cessions de primes par les assureurs se sont quant à elles élevées à 320,7 milliards de francs guinéens, en hausse de 8,3 % en valeur sur une année, mais en baisse en termes de pourcentage des primes collectées (38,7 % contre 41,7 % en 2021). Les réassureurs ont contribué à hauteur de 19,9 milliards de francs guinéens au règlement des sinistres, soit plus qu'en 2021 (12,2 milliards). Le solde de réassurance de l'exercice 2022 était favorable aux réassureurs à hauteur de 41,6 milliards de francs guinéens, loin des 246,9 milliards atteints en 2021 ■



Maïmouna Barry Baldé,
directeur général
NSIA Assurances &
NSIA Vie Assurances Guinée

Interview

« NOUS OFFRONS DES SOLUTIONS QUI DÉPASSENT LES ATTENTES TRADITIONNELLES »

Comment NSIA assurances est-elle parvenue à devenir la compagnie de référence en Guinée ?

L'ambition de NSIA est d'être leader dans chacun de ses marchés d'implantation à l'horizon 2025. Et nous sommes heureux d'occuper la place d'assureur de référence sur le marché guinéen avec un peu plus de 25 % des parts de marché. C'est le fruit d'un travail entamé depuis 2009, année de création de la filiale en Guinée. Ce leadership est basé non seulement sur l'engagement des 82 collaborateurs, mais aussi sur une politique d'éthique du métier et de proximité afin d'offrir la meilleure qualité de service aux clients qui nous font confiance. NSIA Assurances Guinée et NSIA Vie Assurances Guinée, dans leur stratégie novatrice, ont toujours œuvré pour offrir des solutions dépassant les attentes traditionnelles. Cela implique des services personnalisés, des produits adaptés aux réalités locales et une approche centrée sur la simplification des démarches. L'entreprise s'investit dans des initiatives qui soutiennent le développement communautaire à travers sa fondation, avec un engagement particulier pour les programmes de santé, d'éducation et de sensibilisation à la protection sociale.

Qu'en est-il du secteur de l'assurance vie en particulier ?

Dans la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines, la Guinée est l'un des pays avec la plus faible pénétration du marché de l'assurance vie. Le principal obstacle réside dans son caractère non obligatoire et peut être lié au faible pouvoir économique de la population, pour laquelle épargner sur le long terme est difficile. Mais le potentiel de croissance existe.

Comment votre compagnie s'adapte-t-elle, face à la concurrence des assureurs, des banques, de la micro assurances et des innovations numériques, pour rester une référence ?

Pour maintenir une position de compagnie de référence, il n'y a pas de recette miracle. Il faut mériter et préserver la confiance du client en respectant ses engagements. Et en matière d'assurance, le premier engagement important aux yeux du client, c'est la capacité à payer les sinistres lorsqu'ils surviennent. Nous avons su nous différencier et marquer notre empreinte à travers de multiples innovations. C'est le cas de la dématérialisation de notre processus santé, via notre plateforme Santeya. Digitale à 100 %, elle simplifie les procédures de prises en charge des assurés et le règlement rapide des factures des centres conventionnés, tout en nous fournissant des statistiques par affilié en temps réel. De la même façon, notre chatbot Sonoya facilite les souscriptions automobile et voyage en ligne, avec un service de livraison à l'adresse du client. L'application NSIA Flash accélère l'indemnisation des sinistres mineurs en moins de 2h, alors que NSIA Chap Chap autorise nos clients en assurance vie de pouvoir régler leur prime et de consulter leurs relevés de cotisation sans se déplacer, à moins qu'ils ne le fassent dans le tout premier espace digital que nous avons créé voilà plus d'un an. À ces innovations s'ajoutent les collaborations que nous développons avec les institutions financières, les entreprises de la tech... Enfin, nous restons connectés au terrain, avec l'ouverture de plus de 50 points de ventes sur le territoire guinéen ! ■



**Si tu prends le chemin de JE M'ASSURE
AVEC NSIA, tu arrives au village de
TOUT EST GÉRÉ.**

#NSIARetraite
#NSIAEpargneProjet

#NSIAPension
#NSTAPrévoyance

#NSIAEtudes
#NSIAAssistanceFunéraillées

📞 (224) 625 00 00 70 / 666 18 12 82

Suivez-nous également sur

NSIA, le vrai visage de l'Assurance.

VOTRE ASSURANCE EN QUELQUES CLICS !

Notre plateforme de souscription digitale vous garantit une couverture rapide et fiable pour :

- LE TRANSPORT DE VOS BIENS ET MARCHANDISES



- VOS VOYAGES À L'INTERNATIONAL



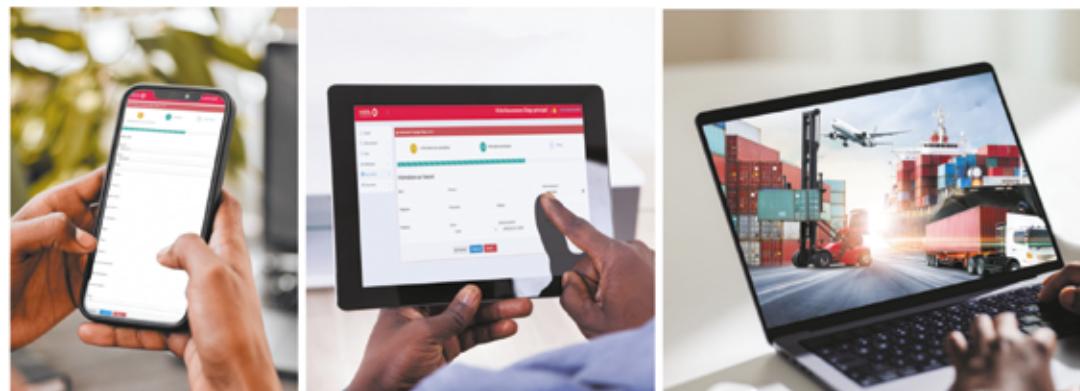
- VOTRE VÉHICULE



- VOTRE HABITATION



DÉCOUVREZ LA SIMPLICITÉ D'UNE SOUSCRIPTION DIGITALE



Prenez contact dès maintenant et rejoignez nos milliers de clients satisfaits

(+224) 629 95 25 25 | Email : contact@vista-assurances.com

Suivez-nous sur

« DEVENIR LEADER DU SEGMENT BANCASSURANCE EN GUINÉE »



Baba Alimou Tall,
Directeur Général de Vista Assurances Guinée

Baba Alimou Tall explique comment, grâce aux synergies de groupe, aux partenariats extérieurs et, à moyen terme, à son entrée dans la branche Vie, il compte faire de Vista Assurances Guinée le numéro 1 de la bancassurance.

d'abord des synergies possibles au sein de notre groupe avec nos filiales soeurs, VISTA GUI & VISTA BANK..., représentant 25% de notre chiffre d'affaires, et envisageons une forte croissance grâce à l'intégration d'ORABANK et au développement de nouveaux produits. La création d'une filiale Vie est projetée pour 2026 afin de capter des primes supplémentaires. Néanmoins, nous ne deviendrons pas N°1 de la bancassurance uniquement grâce à notre groupe, c'est pourquoi nous réalisons aussi des alliances avec des entités bancaires qui n'ont pas encore de segment assurance.

OÙ EN EST VISTA ASSURANCES GUINÉE DANS LA RÉALISATION DE SON PLAN STRATÉGIQUE ÉTABLI EN 2023 ?

Suite à un diagnostic réalisé par un cabinet international, nous avons lancé un plan stratégique 2024-2028, en partant de 2023 comme année de référence. Ainsi, des réformes ont été mises en œuvre, axées sur l'expansion, l'innovation, la gestion des risques, la conformité réglementaire et la satisfaction client. A l'origine, l'objectif était de réaliser un chiffre d'affaires médian qui lui permettait d'intégrer le marché, positionnant la compagnie pour une croissance supérieure à celle de la moyenne, afin de lui permettre de se classer à court terme parmi les 3 premières compagnies du secteur "non-vie". Cette année d'ailleurs, l'estimé en CA est de 117%.

QUELS SONT LES DOMAINES D'EXPANSION MAJEURS POUR VISTA ASSURANCE ?

Les priorités d'expansion incluent la diversification des produits, l'élargissement du réseau, la digitalisation des services et l'innovation technologique. Le principal objectif est de devenir leader de la bancassurance en Guinée. Nous profitons

QUELLE EST VOTRE VALEUR AJOUTÉE VIS-À-VIS DE CES ENTITÉS ?

Nous mettons en avant notre capacité à offrir aux clients des banques, une plateforme digitale de souscription en Automobile, Assurance Voyage à l'international, Assurance Transport de Biens et Marchandises à l'importation.

Cette solution offre un processus simplifié pour les clients. D'abord un trajet unique, un interlocuteur unique, avec la possibilité de régler les primes en plusieurs tranches, ce qui améliore l'accessibilité et la flexibilité des paiements.



SECTEURS PORTEURS

- Agriculture : un moteur de développement économique et social >>>
- Les cultures de rente mises en avant >>>
- Avec Simandou, les mines, plus que jamais supports de l'économie >>>
- En attendant le fer, la bauxite et l'or portent toujours le secteur minier >>>
- TIC : un saut technologique avec la « blockchain » >>>
- Tourisme : mieux faire connaître des atouts exceptionnels >>>

76
80
82
88
94
99





AGRICULTURE : UN MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La Guinée identifie l'agriculture comme un secteur stratégique pour son potentiel de croissance inclusive – emplois, richesse, transformation industrielle... – mais aussi pour sa capacité à contribuer davantage aux exportations.

Premier producteur mondial de fonio et deuxième producteur de riz en Afrique de l'Ouest, la Guinée dispose d'avantages conséquents à offrir à des entrepreneurs agricoles. Les premiers d'entre eux sont « naturels ». Le pays compte plus de 13,7 millions d'hectares de terres arables dont seulement 38 % sont exploitées. Quant aux terres pouvant être dédiées à l'élevage, elles s'élèvent à 2,7 millions d'hectares.

DES TERRES ARABLES ET DE L'EAU EN ABONDANCE

La pluviométrie, importante, s'élève en moyenne de 1 200 mm au nord et au nord-est à 6 000 mm dans le Fouta-Djalon, avec un total national de plus de 400 milliards de m³ d'eau par an. 1 165 cours d'eau s'écoulent par ailleurs à travers le territoire national, dont trois des cinq fleuves les plus importants d'Afrique de l'Ouest : les fleuves Niger, Sénégal et Gambie.



Best

L'EXCELLENCE
À PORTÉE DE GOÛT

Depuis sa création, CCG Guinée s'est imposée comme un acteur majeur dans le paysage agroalimentaire guinéen. Avec une vision novatrice et un engagement indéfectible envers la qualité, notre entreprise redéfinit chaque jour les standards de l'alimentation en Guinée.

CCG Guinée a débuté avec une mission simple et audacieuse : valoriser les produits locaux pour offrir des aliments d'exception à nos consommateurs. Nous nous efforçons de contribuer à l'essor de l'industrie agroalimentaire nationale et de bâtir une marque reconnue à l'international pour sa qualité et son authenticité.

Découvrez la gamme Best, un ensemble de produits conçus pour satisfaire les palais les plus exigeants. Que ce soit notre mayonnaise onctueuse, notre yaourt crémeux ou notre produit phare, Best Milk, chaque création est soigneusement élaborée avec des ingrédients de première qualité, garantissant un goût unique et une texture parfaite.

Choisir CCG Guinée, c'est soutenir une entreprise investie dans le développement local. Nous créons des emplois, soutenons des initiatives sociales et nous engageons à promouvoir un avenir prospère en Guinée et à travers l'Afrique.

**« Les produits Best sont devenus un incontournable dans ma cuisine.
La qualité est toujours au rendez-vous. »— Client fidèle**

Participez à notre mouvement pour une alimentation saine, locale et savoureuse. Découvrez nos produits et rejoignez-nous dans notre mission de transformer l'alimentation en Guinée.

■ ■ ■ UN INTÉRÊT GOUVERNEMENTAL MARQUÉ

Dans la mesure où il emploie 53 % de la population et compte selon la Banque mondiale pour 27,8 % du PIB, si l'on compte l'élevage et l'aquaculture, le secteur agricole a aussi pu compter ces dernières années sur un important soutien gouvernemental, via des politiques incitatives et des subventions (404 milliards de francs guinéens de crédits octroyés, 78 034 tonnes d'engrais subventionnées en 2023). Un soutien qui va aussi bien en direction des petits producteurs les plus fragiles, pour lesquels la récolte est une question de sécurité alimentaire, qu'à ceux qui tentent de dégager une production commerciale. Selon un rapport de la Banque mondiale, « la subsistance caractérise environ 90 % des activités agricoles, les 10 % restants étant dédiées à la production commerciale ».

DES INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES À L'EXPLOITATION DES AVANTAGES NATURELS

Le soutien étatique en intrants a permis récemment d'améliorer la productivité, mais le secteur reste encore contraint par la faiblesse des structures routières permettant d'acheminer les récoltes, la faible gestion de l'eau ou encore la faible mécanisation. « L'irrigation en Guinée ne couvre que 18 % des terres cultivées, contre 29 % au Sénégal et 42 % en Côte d'Ivoire », souligne le rapport de la Banque mondiale. Et l'institution de poursuivre : « La réduction des risques agricoles en Guinée, par le biais de la gestion de l'eau et d'autres mécanismes (assurance récolte ou intempéries), encouragerait l'investissement dans le secteur et la création de valeur ajoutée grâce à l'amélioration du stockage et de la transformation des produits, ce qui pourrait stimuler le développement d'entreprises agroalimentaires. »

Le projet Simandou 2040 est censé répondre à une partie des enjeux infrastructurels. C'est en particulier le cas de la construction du Transguinéen, voie ferrée prévue sur plus de 600 kilomètres d'Ouest en Est, de Conakry à Kankan, ainsi que des réseaux routiers connexes, qui vont permettre de désenclaver les zones de production agricole

traversées. D'autres enjeux, mécanisation, irrigation, stockage... pourraient, dès lors, devenir des opportunités d'investissement ■

LE FONIO GUINÉEN À L'ASSAUT DU MARCHÉ EUROPÉEN

Le fonio est un produit alimentaire de niche dont la demande est en pleine croissance en Europe. Les achats de cette céréale sans gluten, riche en nutriments y a augmenté de 33 % en moyenne par an depuis 2018. Il est naturel que son principal producteur mondial, la Guinée, cherche à y renforcer sa présence. C'est pourquoi le projet « Fonio durable de Guinée », financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et mis en œuvre par le Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement (CBI), a été lancé en avril 2025. Celui-ci vise à accompagner les PME opérant dans le fonio pour l'exportation vers les marchés européens et internationaux. Plusieurs entreprises ont été sélectionnées pour bénéficier de formations, d'un appui logistique ainsi que d'un accès aux foires internationales. Le projet prévoit aussi de faciliter l'accès au financement pour les PME du secteur, à travers un réseau de partenaires spécialisés.

Évolution de la production de produits agricoles de subsistance (en tonnes)

	2013	2023
Riz	2 053 359	3 534 800
Manioc	1 218 925	3 217 565
Arachides non décortiquées	363 028	1 000 000
Mais	672 244	982 000
Huile de palme	830 000	886 478
Banane plantain	475 265	706 875
Fonio	450 839	490 701
Igname	130 780	410 099

(Source : FAO)



**Société
SADIO & FRÈRES SARL**

Cité Chemin de Fer,
Imm. Labé, 2ème Etage,
Almamya C/Kaloum BP 1167.
Conakry - Guinée
Tél: (00244) 664 20 60 10 /
631 46 31 26

**Société
SADIO & FRÈRES**



Farine



Riz



Farine - Riz - Sucre

Agro industrie

Immobilier / Finance

Sucre



Agro industrie



Immobilier



Finance





E-mail : damsadansaf@gmail.com

Focus sur

LES CULTURES DE RENTE MISES EN AVANT

Le gouvernement guinéen entend faire de l'agriculture un secteur susceptible de garantir la hausse des exportations. Plusieurs filières de rente, parmi celles qui disposent du plus grand potentiel économique, sont mises en avant pour atteindre cet objectif.

L'ANACARDE : UNE FILIÈRE D'AVENIR

C'est le cas de l'anacarde, dont le marché mondial est en hausse. Plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres ont été consacrées aux anacardiers ces dernières années, ce qui a permis d'augmenter les récoltes. Durant la période 2019-2023, l'exportation des noix de cajou a affiché une tendance haussière, passant de 26 735 tonnes à 52 837 tonnes en 2022, avant que ce chiffre ne chute à 31 449 en 2023, à cause de la baisse des ventes vers le Vietnam (-41,6 %) et vers l'Inde (-34,6 %).

Les cultures de rente mises en avant

Bien qu'étant le premier produit agricole exporté - le quatrième tous secteurs compris -, la noix de cajou ne compte que pour 0,8 % des exportations guinéennes en 2023. L'usine du principal transformateur d'anacarde guinéen, Diaoune Agro Industrie, dispose d'une capacité de production de 10 000 tonnes de noix de cajou par an, soit 2 050 tonnes d'amande, le principal produit de transformation de l'anacardier. Les opportunités dans le domaine de la transformation sont encore importantes.

CACAO, CAOUTCHOUC, ANANAS...

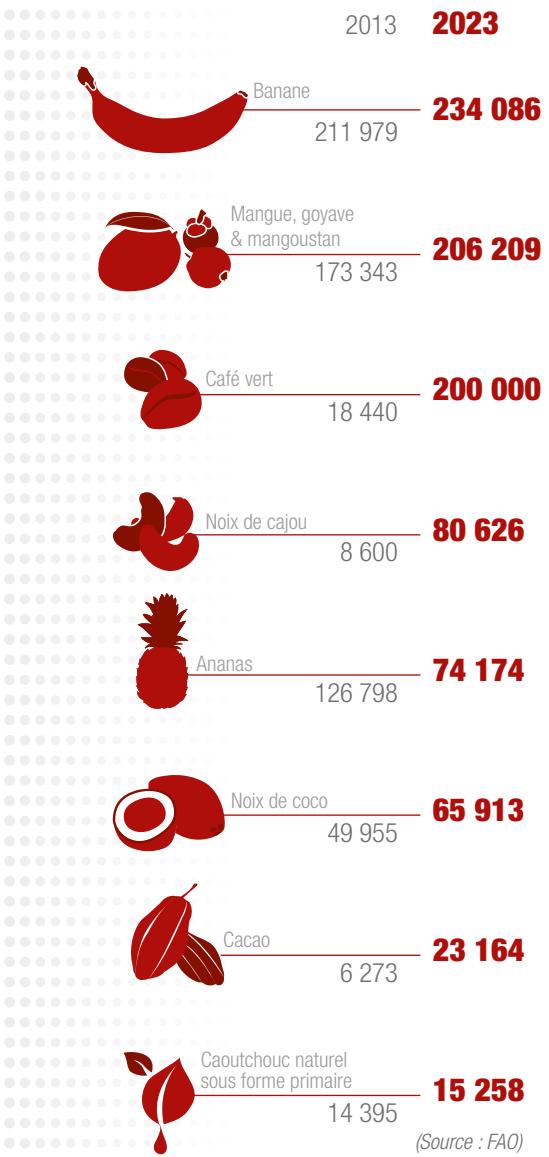
Le cacao suit en cinquième position des produits exportés avec une hausse multipliée par 5 entre 2019 (5 057 tonnes) et 2023 (24 693 tonnes). Les autres produits agricoles de rentes exportés par la Guinée, également en forte augmentation, sont le caoutchouc (de 7 169 tonnes en 2019 à 32 572 en 2023) et le café (de 6 388 tonnes en 2019 à 11 415 en 2023). La Guinée mise en particulier sur son café local, le « Ziama de Macenta », qui bénéficie depuis 2014 d'une IGP (Indication géographique protégée) obtenue auprès de l'Organisation africaine de la protection intellectuelle, avec le soutien de l'Agence française de développement et du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement).

Cultivé dans le massif du Ziama, à près de 800 kilomètres de Conakry, ce café est de type Robusta, mais ses qualités le rapprochent davantage d'un Arabica. Conakry mise aussi beaucoup sur le retour de l'ananas. C'est notamment le cas de la Baronne de Guinée, produit dans la région de Kindia. Implanté dans les années 1930, il a fait de la Guinée l'un des exportateurs majeurs de fruits tropicaux vers la France.

doingbusinessin Guinée | Édition 2025

Les cultures de rente mises en avant

Évolution de la production de fruits tropicaux et de produits agricoles de rentes (en tonnes)



(Source : FAO)

L'AGRICULTURE GUINÉENNE PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES,

Basse Guinée

Cette région est réputée pour la culture de diverses variétés d'ananas, dont la célèbre Baronne de Guinée. La production d'anacardes, de mangues, d'agrumes, d'avocats et de bananes y est également en pleine expansion. Avec 330 km de littoral, elle concentre également la majorité des ressources halieutiques, estimées entre 150 000 et 250 000 tonnes de poissons par an.

Moyenne Guinée

Région d'élevage par excellence, le Fouta-Djalon est également propice à la culture de produits maraîchers (tomates, oignons, aubergines), de céréales (fonio) et de tubercules (pommes de terre).

Haute Guinée

Terre de savane favorable à la culture du coton, du sésame, des tubercules (maniocs, ignames, pommes de terre) et des produits forestiers (karité, miel), cette région dispose également d'immenses étendues de plaines rizicoles, dont le bassin du Niger, l'un des plus importants d'Afrique.

Guinée Forestière

Cette région au climat équatorial permet la production de cultures telles que le cacao, le thé, l'hévéa, le riz, le palmier à huile, la banane plantain et le café Ziama, qui bénéficie d'une indication géographique protégée ■



doingbusinessin Guinée | Édition 2025



AVEC SIMANDOU, LES MINES, PLUS QUE JAMAIS SUPPORTS DE L'ÉCONOMIE

La mise en œuvre du mégaprojet d'exploitation de fer de Simandou va non seulement diversifier le secteur extractif guinéen, largement composé de la bauxite et de l'or, mais aussi stimuler l'économie guinéenne grâce aux infrastructures de transport qu'il induit.

Il a fallu attendre 2023 pour que l'exploitation des gisements de fer de Simandou, dont le président Mamadi Doumbouya a fait une priorité depuis 2021, devienne enfin une réalité. Plus important gisement de fer de qualité au monde, qualifié de « caviar » en raison de sa teneur exceptionnelle, celui-ci n'avait jamais été exploité malgré les premiers permis octroyés dès 1997 au groupe minier anglo-australien Rio Tinto sur les quatre blocs du site, situé au sud-est du pays, en pleine forêt, à 650 kilomètres de la côte Atlantique.

Après des années de questionnements industriels et de controverses légales autour de ce défi logistique et financier, Rio Tinto est toujours présent sur ce projet qui accumule les superlatifs. Sur les blocs trois et quatre, il a pour partenaires l'État de la Guinée, Chinalco et la Société financière internationale (SFI, membre du groupe de la Banque mondiale), dans la coentreprise Rio Tinto Simfer.

Avec Simandou, les mines, plus que jamais supports de l'économie

Quant aux blocs un et deux, retirés à Rio Tinto en 2010, Winning Consortium Simandou (Le singapourien Winning International ainsi que les chinois China Baowu Steel Group et China Hongqiao Group) les a acquis en 2019 avec l'envie d'accélérer l'opérationnalisation du projet. Le plus grand projet intégré d'extraction de minerai de fer jamais développé en Afrique comporte trois composantes principales : les mines et les deux infrastructures, le chemin de fer Transguinéen devant être construit sur 670 km depuis la concession jusqu'à la côte, où un nouveau port en eau profonde à Morebaya, au sud de Conakry, dans la préfecture de Forécariah, doit être édifié.

DES COÛTS ESTIMÉS ENTRE 15 ET 20 MILLIARDS DE DOLLARS

Arrivé au pouvoir en 2021, Mamadi Doumbouya a exigé que la production démarre d'ici à la fin 2025, poussant Simfer et WCS à développer le site conjointement pour supporter des coûts estimés entre 15 et 20 milliards de dollars. Le gouvernement et ses deux partenaires privés ont annoncé en août 2023 avoir trouvé un accord pour l'édition du Transguinéen, ainsi que pour celle du port minéralier en eau profonde, point d'arrivée des minéraux exploités.

L'accord est porté par la compagnie du Transguinéen (CTG), co-entreprise mise en place en juillet 2022 notamment entre l'État guinéen, WCS, Baowu et Rio Tinto Simfer. Il prévoit que la capacité d'infrastructure et les coûts associés soient partagés à parts égales entre les deux groupements d'entreprises qui se partagent les quatre blocs. Ils ont obtenu chacun 42,5 % d'intérêts dans CTG, contre 15 % pour l'État guinéen.

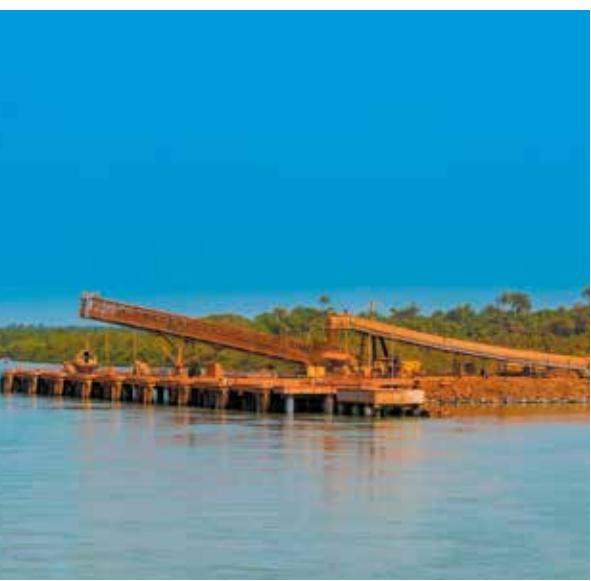
« Pendant longtemps, le groupe ne voyait pas comment rendre (Simandou) viable, commente Gerard Rheinberger, directeur général de Simandou de Rio Tinto, auprès de Jeune Afrique en janvier dernier. Aujourd'hui, la combinaison de trois facteurs le rend possible : le marché, qui est prêt à payer plus cher pour un fer ayant le potentiel de décarboner l'industrie, l'évolution de la technologie de transbordement et le codéveloppement. » Il souligne par ailleurs la complémentarité des partenaires : « Les parties prenantes de Simandou sont très différentes : la société singapourienne de transport maritime Winning, les groupes publics chinois Baowu - n°1 mondial de l'acier - et Chinalco, le producteur privé d'aluminium China Hongqiao, le gouvernement guinéen, Rio Tinto... »

120 000 TONNES DE MINERAIS DÈS 2027 ?

Le gouvernement guinéen presse pour que les premières tonnes de minerai de fer soient extraites d'ici fin 2025, début 2026. Cela permettrait d'atteindre la production maximale du gisement dans les deux années suivantes. Les deux mines de fer prévues sur les quatre blocs des gisements de Simandou pourront livrer chacune 60 millions de tonnes de minerai à ce moment-là, contre 30 millions environ la première année.

Simandou a le potentiel de transformer l'économie guinéenne, en offrant d'importantes possibilités de marché. Le Plan de développement économique et social à long terme de la Guinée a d'ailleurs été baptisé « Simandou 2040 ». Le gouvernement guinéen veut faire en sorte que les mines de fer soient beaucoup plus inclusives en termes d'opportunités de développement que ne le sont actuellement les mines de bauxite et d'or. Il encourage les entreprises locales guinéennes à participer aux opportunités de marchés que le projet offrira et pousse les investisseurs étrangers à envisager de former des joint-ventures avec ces premières.





■ ■ ■ CONTENU LOCAL

Rien que dans l'approvisionnement, le budget de l'étape maximale du projet s'élève à 5 milliards de dollars ! Cela concerne l'achat d'articles et de services dans des secteurs aussi divers que la restauration, la gestion des installations, l'approvisionnement en carburant et lubrifiant, le recrutement de personnel, l'approvisionnement et soutien en informatique, les vêtements de protection, les fournitures de bureau, de pneus... Le gouvernement a pour ambition d'utiliser les infrastructures à usage-multiple pour désenclaver le pays. Cela offrira de nouvelles opportunités en transport de marchandises depuis les sites de production jusqu'aux marchés, notamment les marchés d'exportation, en permettant notamment le transport de produits agricoles. Selon le FMI, la mise en service de Simandou en 2025 pourrait augmenter de 26 % le PIB guinéen d'ici 2030.

TRANSFORMATION LOCALE

La question de la transformation locale du minerai de fer est néanmoins encore peu évoquée en Guinée, là où le gouvernement presse les producteurs de bauxite pour qu'ils construisent des raffineries. Alors que le plus grand sidérurgiste au monde, le chinois Baowu, a déjà noué des accords pour acquérir une partie de la production de Simandou, Conakry est attendu sur ce chantier essentiel pour maximiser les retombées économiques du projet.

« Des études de faisabilité en vue d'installer des unités de transformation - en boulettes ou en acier - sont prévues, indiquait Gerard Rheinberger à Jeune Afrique. Elles offrirait un autre levier de croissance pour la Guinée. Une telle usine a toutefois des prérequis, notamment trouver une solution pour l'alimenter avec l'électricité nécessaire. Elle devra aussi être calibrée pour les besoins et la taille du marché ouest-africain. Pour l'instant, la priorité reste l'entrée en production de la mine. » ■

UN FER « VERT » ?

Le fait que Simandou fasse la différence par la qualité de son fer peut avoir un intérêt économique, mais aussi écologique. La majorité des stocks vendus à l'international ont une teneur en fer de 58 à 63 %, ceux atteignant 63,5 % étant désignés comme étant à « haute teneur ». Avec plus de 65 %, le fer de Simandou est exceptionnel. À ces niveaux, le minerai n'est plus transformé en acier dans des fours à charbon, mais dans des fours électriques, permettant de « décarboner » l'acier, secteur qui représente 7 à 8 % des émissions de CO₂ dans le monde. Pour ces raisons écologiques, qui contraignent les États et les entreprises, engagés dans des stratégies de réduction de leurs émissions, le fer de Simandou sera très demandé, y compris à un prix plus élevé que la moyenne.



Oumar Sylla,
directeur général
de la Société des mines
de fer de Guinée

Interview

Interview

« POSER LES BASES D'UN PROJET DURABLE ET ÉVOLUTIF »

La société américaine Ivanhoe Atlantic, actionnaire majoritaire de la Société des mines de fer de Guinée (SMFG), pourrait bientôt lancer son projet de production de fer à haute teneur et à longue durée de vie dans la mine de Kon Kweni.



Si les études aboutissent à des conclusions positives, une décision finale d'investissement pourrait rapidement être prise pour la mine de Kon Kweni. Quelles y sont vos ambitions ?

Nous finalisons actuellement deux volets essentiels du projet : l'étude de faisabilité définitive et l'étude d'impact environnemental et social. Toutes deux devraient être achevées cette année, ce qui nous permettrait de prendre une décision finale d'investissement dans la foulée. Cette décision marquerait le lancement de la phase 1 du projet, qui prévoit une production initiale modeste de deux millions de tonnes par an. La phase 2 permettra une montée en puissance progressive, avec des paliers de production de 5 puis 10 millions de tonnes par an. Les phases suivantes viseront un objectif d'au moins 30 millions de tonnes par an. Ce développement continu nous permettra de maîtriser les impacts, d'optimiser les investissements et de poser les bases d'un projet durable et évolutif.

Concernant l'étude d'impact environnemental et social, comment qualifiez-vous vos relations avec les communautés riveraines du site ?

SMFG est présente dans la région depuis 2006, ce qui nous a permis de tisser, au fil du temps, des liens solides et durables avec les communautés locales.

Nous entretenons un dialogue constant avec leurs autorités et veillons à ce que toutes nos actions s'inscrivent dans les priorités exprimées dans les plans de développement locaux. Avec leur collaboration, nous avons soutenu de nombreux projets dans les domaines de l'éducation, de l'assainissement, de l'agriculture et de l'autonomisation des femmes. À mesure que le projet avance, notre vision est d'aller au-delà du périmètre minier et de contribuer à l'élaboration d'un véritable plan de développement régional, afin de garantir un développement autonome des communautés, même au-delà de la vie du projet.

Ivanhoe Atlantic est également implantée au Libéria, pays frontalier de la Guinée. Cette proximité peut-elle donner naissance à un hub ouest-africain de l'acier ?

Effectivement, la présence d'Ivanhoe au Libéria complète notre implantation en Guinée et s'inscrit dans une vision à moyen terme : créer un hub intégré du minerai de fer en Afrique de l'Ouest centré autour de la région de Lola. Ce hub pourrait permettre à plusieurs projets de la région, y compris de plus petites envergures, de s'adosser à une même infrastructure logistique et industrielle. Cela implique, à terme, le développement d'investissements dans le traitement du minerai et dans les infrastructures de transport, en tirant parti de synergies régionales.

Vos projets impliquent des investissements significatifs dans les infrastructures. Dans quelle mesure pourraient-ils contribuer au développement économique de la sous-région ?

Le développement de nos projets miniers va de pair avec la création d'infrastructures structurantes - routes, chemins de fer, installations portuaires - qui auront des retombées bien au-delà de notre activité. Notre ambition est de faire en sorte que ces investissements servent de catalyseur pour le développement sous-régional en facilitant la connectivité, les échanges commerciaux et l'essor d'autres secteurs économiques. Nous pensons que l'intégration régionale passe aussi par ce type d'infrastructures partagées qui peuvent profiter à d'autres projets et aux populations locales sur le long terme ■

Simandou :

un projet transformateur pour l'économie guinéenne



La Guinée est en passe de vivre une transformation économique majeure grâce au Projet Simandou, le plus grand projet intégré mine-infrastructure en cours de développement sur le continent africain. Avec un investissement global estimé à 20 milliards de dollars, Simandou crée un environnement propice au développement durable de multiples secteurs d'activité en Guinée.

Simandou catalyse le développement économique de la Guinée

En 2023, avec l'accélération du développement du projet, Simandou est devenu le moteur principal de l'investissement privé en Guinée. SimFer, la co-entreprise entre le gouvernement de la République de Guinée, Rio Tinto et Chinalco Group propriétaire des blocs 3 & 4 du Simandou, située au sud-est du pays en Guinée Forestière, est un acteur majeur de cet investissement. En 2023, nos dépenses d'approvisionnement effectuées directement auprès des entreprises enregistrées en Guinée se sont élevées à 378 millions de dollars et déjà 407 millions de dollars ont été dépensés auprès d'elles entre janvier et juin 2024. En moins de deux ans, nos effectifs se sont développés de façon spectaculaire, passant de 600 à plus de 8 800 personnes.

Afin que les bénéfices du projet contribuent directement aux communautés locales, nous menons une politique soutenue de contenu local, basée sur trois piliers : **recourir le plus possible à l'emploi local** (80 % de nos collaborateurs sont des Guinéens), **dynamiser le tissu entrepreneurial guinéen** (nous travaillons actuellement avec plus de 300 fournisseurs enregistrés en Guinée) et **favoriser la formation et le transfert de compétences** (400 jeunes seront formés chaque année au Centre de formation professionnelle de Beyla, situé à proximité de notre future mine).

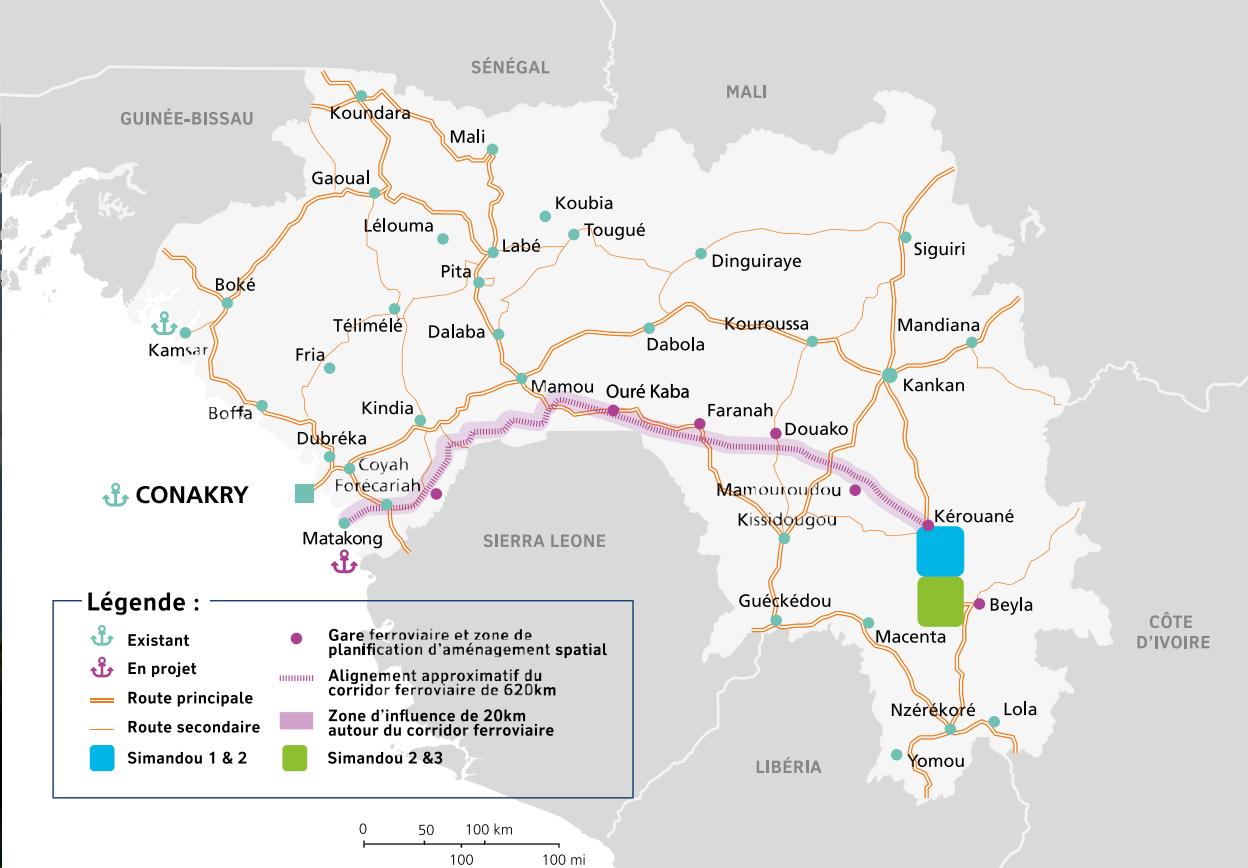
Des effets durables ressentis au-delà de la mine

Un projet aussi gigantesque que Simandou nécessite des infrastructures majeures. C'est pourquoi, nous avons conclu plusieurs accords successifs avec nos partenaires pour donner vie à La Compagnie du TransGuinéen. Cette coentreprise, dans laquelle SimFer et Winning Consortium Simandou (WCS) détiennent chacune une participation de 42,5 %, le gouvernement guinéen détenant les 15 % restants, opérera les deux infrastructures clés du projet une fois leur construction achevée : le chemin de fer du TransGuinéen et le port de Morebaya. Long de plus de 620 km, le TransGuinéen servira non seulement

pour le transport du minerai de fer, mais aussi pour celui d'autres biens et passagers, garantissant ainsi une plus grande mobilité interne aux populations locales et aux biens produits à travers la Guinée.

À l'échelle de la Guinée, d'ici 2030, l'impact global du projet est estimé à environ 10 milliards de dollars par an (sur la base des hypothèses de Wood Mackenzie de 2023). Afin que cet impact économique et social soit durable, Rio Tinto Guinée a mobilisé une équipe dédiée au développement économique régional. Cette équipe travaille en collaboration avec le gouvernement guinéen, le tissu entrepreneurial guinéen et les communautés locales à l'identification, le long du corridor du TransGuinéen, des projets de développement nécessaires, principalement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

La montée en puissance du Projet Simandou, couplée au développement du secteur de la bauxite, commence déjà à contribuer à l'ensemble de l'économie guinéenne. En 2023, la Guinée est passée du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire dans le classement de la Banque mondiale. Les estimations de croissance du PIB du FMI prévoient un rebond de la croissance à 5,6 % en 2025, soutenu par la résilience du secteur minier.



La Guinée au centre de la stratégie de décarbonation mondiale

Le projet de mine à Simandou nous offre également la possibilité de participer substantiellement à la décarbonation de l'industrie sidérurgique. En effet, Simandou renferme le plus grand gisement mondial, encore non exploité, de minerai de fer dit *high grade*. Cette qualification lui est donnée du fait de sa haute teneur de 65 %

en fer (Fe) et de la faible présence d'impuretés.

Une partie de ce gisement renferme un minerai particulièrement adapté au raffinage par le biais de technologies moins énergivores et viables telles que la réduction directe (appelée DRI) ou les fours à arc électrique (EAF). Moins de CO2 sera donc émis lors de la transformation de ce fer en acier.

Nul doute que le Projet Simandou a tous les atouts pour catalyser le développement économique de la Guinée et positionner le pays au cœur de la transition vers une économie sobre en carbone... et nous restons pleinement engagés à faire de ce projet une réalité.



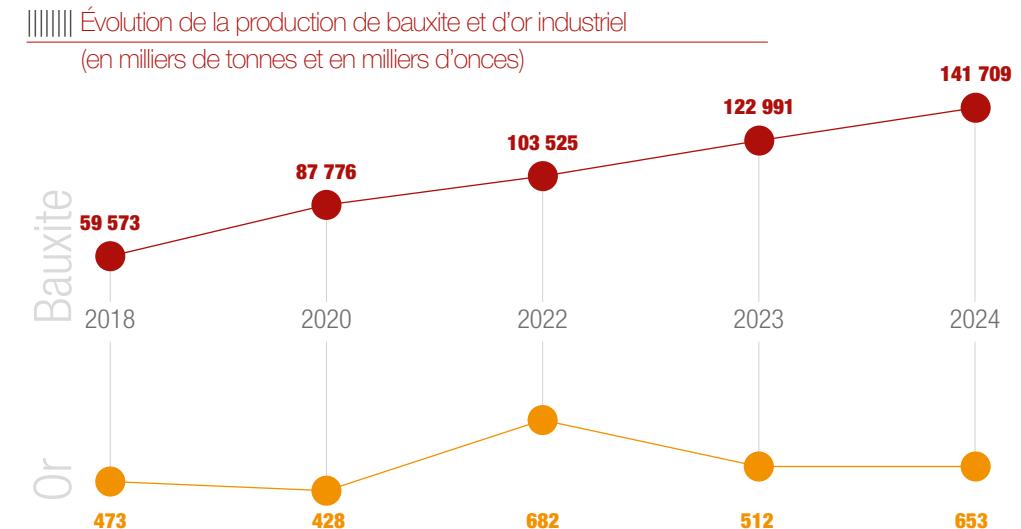
EN ATTENDANT LE FER, LA BAUXITE ET L'OR PORTENT TOUJOURS LE SECTEUR MINIER

Avant même l'apport attendu de Simandou, les mines, bauxite et or en tête, qui attirent les investissements, portent depuis des années la croissance de la Guinée. Les autorités poussent pour qu'une partie des minéraux exportés bruts soient transformés localement.

Le secteur minier, qui représente environ 18 % du PIB du pays, 79 % de ses exportations et près d'un tiers de ses recettes publiques, a enregistré une croissance de 9,4 % en 2023, 7,6 % en 2024 et il devrait afficher une croissance de 10,7 % en 2025, selon le FMI. Moteur du secteur : la bauxite, dont la production a été multipliée par plus de deux depuis 2018, grâce à la dizaine de milliards

de dollars investis par des compagnies venant des quatre coins de la planète dans son exploitation. La Guinée détient selon les estimations entre un tiers et la moitié des réserves mondiales connues, de quoi produire 100 millions de tonnes de bauxite par an pendant 400 ans.

En attendant le fer, la bauxite et l'or portent toujours le secteur minier



(Source : Bureau de stratégie et de développement/Ministère des mines et de la géologie)

VERS DES MINES PLUS INCLUSIVES ?

Mais avec un tel moteur, la croissance de l'économie guinéenne reste soumise aux cours mondiaux des minéraux. Par ailleurs, « depuis de nombreuses années, l'économie guinéenne repose sur l'exploitation et l'exportation de la bauxite non transformée », rappelle Ismaël Nabé, ministre du Plan et de la Coopération internationale, dans une interview à Jeune Afrique. « Mais le président Mamadi Doumbouya, ajoute-t-il, a décidé de changer les choses. Il exige qu'une partie de la transformation de nos matières premières soit réalisée sur place. Nous sommes en train de diversifier notre économie grâce à nos matières premières. Nous avons retenu les leçons des erreurs commises par les autres. »

La Guinée est le premier producteur mondial de bauxite, avec plus de 140 millions de tonnes exportées en 2024, mais elle ne dispose que d'une seule raffinerie, Friguia, exploitée par le russe Rusal. Cette situation limite sa participation au marché de l'alumine, un produit raffiné de la bauxite qui se vend en moyenne quatre à cinq fois plus cher que la bauxite non transformée. Le pays veut mieux

tirer profit de ce statut en se positionnant sur le marché de l'alumine, un produit intermédiaire à l'aluminium, estimé à 48 milliards de dollars d'ici 2031 et 66 milliards d'ici 2035.

TRANSFORMATION : PLUSIEURS RAFFINERIES D'ALUMINE EN COURS DE RÉALISATION

En mars 2025, le chinois State Power Investment Corporation (SPIC) a lancé les travaux de construction d'une usine de production d'alumine dans la préfecture de Boffa. Annoncé en décembre 2024, le projet représente un investissement de 1,03 milliard de dollars pour une capacité annuelle de 1,2 million de tonnes, avec une mise en service prévue en 2028. D'autres initiatives sont en cours. C'est le cas de celle de l'homme d'affaires franco-guinéen Fadi Wazni, avec la société Alteo, dans la région de Boké.





Mais le gouvernement doit convaincre les investisseurs d'aller au bout des projets de transformation, dont plusieurs avaient été annoncés depuis huit ans. Par un décret signé le 4 août 2025, les autorités ont retiré le permis de Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale de Emirates Global Aluminium (EGA), en raison du "non-respect" des dispositions du code minier par l'entreprise. Déjà mise en garde avant cette date, celle-ci paye sans doute son désengagement dans la construction d'une raffinerie d'alumine dans la région de Boké pour transformer la bauxite localement (capacité de 2 millions de tonnes pour 4 milliards de dollars d'investissement). Dans le cas de SPIC, un communiqué de la présidence guinéenne précise que la concession minière de cette société pourrait lui être retirée si la production commerciale n'est pas atteinte à l'usine de bauxite d'ici décembre 2028. Outre la volonté, l'un des principaux défis en Guinée concerne l'approvisionnement énergétique, raffiner la bauxite étant particulièrement énergivore. Dans son projet, SPIC prévoit ainsi une centrale électrique de 250 mégawatts et fournira 100 mégawatts au réseau national.

CONTENU LOCAL

Pour faire en sorte que les revenus de l'industrie extractive ruissent davantage dans la société, le Conseil national de la transition a promulgué en 2022 une loi pour promouvoir le contenu local. Celle-ci réunit les obligations qui étaient jusque-là

dispersées dans le code pétrolier, le code minier ou encore un décret de 2019 relatif au contenu local pour les projets publics et privés. Le texte est censé favoriser notamment le transfert de compétences et l'intégration des actifs guinéens dans l'économie, particulièrement dans le secteur minier.

Pour Mamadi Doumbouya, les compagnies minières actives dans le pays doivent notamment confier exclusivement le transport terrestre des différents minéraux et des travailleurs à des intérêts nationaux, sauf cas de force majeure. Le chef de l'État a également demandé aux investisseurs miniers de prioriser les compétences locales, au moins pour tous les postes administratifs.

UNE ÉCOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'ALUMINE À CONAKRY

Dans le cadre de cette amélioration de l'emploi des travailleurs guinéens, le gouvernement, le groupe français Alteo et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) ont signé en juin 2024 un partenariat public-privé pour le développement (PPPD) visant à accélérer l'acquisition et le perfectionnement des compétences nécessaires à l'industrie de l'alumine en Guinée. Ce partenariat est un moteur essentiel du projet de raffinerie d'alumine (Alteo Refinery Guinea, ARG) d'Alteo, reconnu « d'intérêt national », et qui vise à construire une raffinerie d'alumine dans la région de Boké.

Son objectif est de favoriser, par le transfert de compétences, l'émergence d'une main-d'œuvre hautement qualifiée en Guinée. Le système national sera renforcé, notamment par l'organisation et la pérennité de la future école de formation professionnelle de l'alumine de Conakry (EFAC). Un nouveau centre qui doit permettre d'assurer la formation de 130 profils techniques spécialisés dans trente métiers du secteur. Outre la bauxite, le fer ou l'or, la Guinée regorge de minéraux et ressources naturelles minières dont les autorités s'attachent à améliorer la connaissance à travers la recherche géologique. C'est le cas du calcaire, du cuivre, du plomb, du zinc, du cobalt ou encore du nickel ■

Quelle approche pour une activité minière inclusive et créatrice de valeur partagée ?

What is the adequate approach for an inclusive and sustainable mining activity generating shared value?



Aujourd'hui, toute activité extractive et d'infrastructures se doit non seulement de bien gérer ses impacts sociaux et environnementaux, mais aussi d'avoir un impact positif, notamment sur les communautés locales.

Cette attente impérieuse des différentes parties prenantes, depuis les populations riveraines jusqu'aux décideurs nationaux, est également un pré-requis pour les organisations internationales et les ONGs.

Y répondre nécessite de maîtriser et articuler :

- cadres réglementaire et normatif du secteur minier et au-delà
- dialogue multiparties prenantes et compréhension des attentes de chacun
- équilibre entre efficacité opérationnelle et communication responsable
- Innovation en matière de local content, de projets inclusifs et de partenariats public-privé durables

Forte de ses métiers et de son expérience, Affectio Mutandi vous conseille et accompagne dans la recherche de solutions à impact positif, pour une plus grande pérennité et acceptation de vos activités.

www.affectiomutandi.com | Think Hybrid

Compagnie des Bauxites de Guinée

Nous nous engageons pour un développement durable en Guinée



BP 100 Kamsar - BP : 523 Conakry
contact@cbg-guinee.com - www.cbg-guinee.com

La Compagnie des Bauxites de Guinée « CBG » est un leader mondial dans l'industrie de bauxite métallurgique. Nous valorisons des mines situées au nord-ouest de la République de Guinée.

Les actions sont détenues par l'Etat guinéen (49%), et Halco Mining (51%), un consortium d'acteurs internationaux des plus respectés de l'industrie.

Nous nous alignons à des standards des plus élevés au monde en matière de santé et sécurité, et de respect des normes environnementales et sociales, notamment celles de la Société Financière Internationale (SFI).



Développement durable

Promotion du contenu local

Création d'emplois
(jeunes, femmes)

/// La plus guinéenne des entreprises depuis 1963

AXES - STRATÉGIQUES



- Renforcer notre approche environnementale, sociale et de gouvernance et en améliorer la visibilité;
- Bâtir une organisation plus agile et accroître la ductivité;
- Évaluer nos activités et transformer nos savoir-faire en centres de profits alternatifs;
- Améliorer et consolider les relations avec nos parties prenantes



MISSION



Renforcer notre position de partenaire privilégié pour la valorisation d'une bauxite de rang mondial en contribuant davantage au développement économique, social et durable de la Guinée.



- EXCELLENCE
- BIEN ÊTRE
- RESPECT
- INTEGRITÉ



Nous Faisons
plus que de la bauxite

La Plus Guinéenne des Entreprises Minières

VISION



Valoriser nos ressources Bauxitiques de manière responsable en vue de satisfaire les attentes de nos clients tout en travaillant à renforcer une relation de confiance avec l'Etat Guinéen, les communautés locales et les autres parties prenantes.

VALEURS



TIC : UN SAUT TECHNOLOGIQUE AVEC LA « BLOCKCHAIN »

Systèmes électroniques de paiement, procédures administratives, numérisation de l'audiovisuel... les autorités guinéennes exploitent toutes les opportunités de développement offertes par les TIC, y compris en utilisant la solution de la « blockchain ».

Efficacité, rapidité, sécurité, transparence. En février 2025, les autorités guinéennes ont signé avec l'entreprise privée Tether Limited un protocole d'accord pour poser les bases de l'adoption des technologies de la blockchain (« chaîne des blocs »). Cet accord avec un géant mondial des cryptomonnaies s'intéresse particulièrement à la manière d'améliorer l'inclusion financière, de la même façon que le gouvernement le fait en facilitant l'activité de nombreuses FinTech.

UN OUTIL D'INCLUSION FINANCIÈRE
Développée depuis 2008, la blockchain est une technologie de stockage et de transmission d'informations qui prend la forme d'une base de données partagée simultanément entre tous ses utilisateurs. Ces derniers, connectés en réseau, ont la capacité d'inscrire des informations sur cette base en toute transparence, selon des règles fixées par un protocole informatique sécurisé. C'est cette chaîne de blocs qui permet de soutenir des transactions de cryptoactifs.

TIC : un saut technologique avec la « blockchain »

PLATEFORME DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Outre l'adoption de la blockchain, le ministère guinéen des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique a lancé en novembre 2024 la plateforme de gestion des documents administratifs (PLAGED). Son objectif est de faciliter la réalisation des procédures administratives par les citoyens. Elle permettra aussi, entre autres, aux entreprises de déposer des dossiers en ligne, de suivre leur évolution en temps réel et de recevoir des notifications à chaque étape, garantissant transparence et fluidité.

D'après le rapport des Nations unies intitulé « E-Government Survey 2024 : Accelerating Digital Transformation for Sustainable Development », avec un score de 0,4006/1 à l'indice de développement de l'administration en ligne (EGDI), contre 0,2955/1 en 2022, la Guinée se classe au 29^e rang en Afrique et au 160^e dans le monde. En avril dernier, les autorités guinéennes ont lancé les initiatives « e-learning » et « e-conseil » pour moderniser les processus administratifs en offrant des outils de formation et de gestion innovants.

LAGRICULTURE, L'ÉNERGIE, LA LOGISTIQUE, LA SANTÉ...

En Guinée, où le plan de développement national « Simandou 2040 » place la technologie au premier plan, l'adoption de la blockchain pourrait donc jouer un rôle clé dans l'inclusion financière, mais pas seulement. Dans l'agriculture, cette technologie permet de suivre la chaîne de valeur des produits, garantissant par exemple le respect de pratiques durables, biologiques et équitables, facilitant leur certification et ouvrant accès à de nouveaux marchés.

Dans le secteur de l'énergie, elle facilite la gestion des réseaux électriques décentralisés et encourage l'adoption des énergies renouvelables. Grâce aux micro-réseaux basés sur la blockchain, il est possible de suivre la production et la consommation d'énergie en temps réel, améliorant ainsi l'accès à l'électricité dans les zones rurales tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles. D'autres secteurs, de l'assurance à la logistique, en passant par l'industrie ou la santé, peuvent aussi tirer parti de l'utilisation de la blockchain. ■

NUMÉRISATION DE L'AUDIOVISUEL AVEC BPIFRANCE

Autre partenariat destiné à tirer profit des TIC : le Conseil national de la transition a approuvé, en octobre 2024, une convention de crédit de 66 millions d'euros avec Bpifrance, une banque publique d'investissement française. Celui-ci vise à soutenir la migration de la télévision et de la radio du format analogique vers le numérique. Le projet prévoit l'installation de la Télévision numérique terrestre (TNT), la modernisation du réseau radio, la construction de cinq studios régionaux par la société Thomson Broadcast, ainsi que la numérisation des archives audiovisuelles du pays. La convention s'inscrit dans le cadre des engagements pris par la Guinée auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour la migration vers le numérique, une transition attendue depuis près de deux décennies ■

Focus

DE 50 À 200 GIGAOCTETS POUR LE RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE

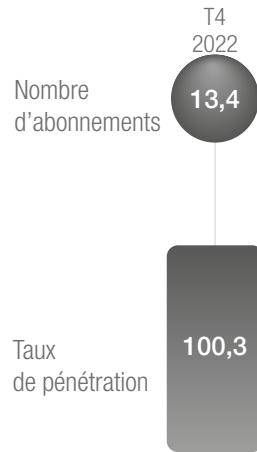
Le gouvernement a annoncé en décembre 2024 avoir finalisé les travaux d'augmentation de la capacité sur le backbone national, le réseau de fibre optique assurant le transport du trafic internet à travers le pays, qui passe de 50 à 200 gigaoctets. Une initiative qui peut contribuer à améliorer la qualité de service fourni aux utilisateurs, puisqu'en augmentant la capacité du squelette numérique, celui-ci peut gérer un volume de données beaucoup plus important et accélérer les connexions, y compris en période de forte utilisation.

Cette annonce intervient dans un contexte où les clients se plaignent fréquemment de la qualité des services fournis par les opérateurs télécoms, en particulier sur les réseaux sociaux, poussant le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique à exiger des parties prenantes des mesures pour remédier à « la dégradation préoccupante du réseau et du débit Internet qui impacte la population guinéenne ».

L'accès à internet passe essentiellement par la téléphonie mobile en Guinée. Le nombre d'utilisateurs de l'internet fixe a bien été multiplié par trois entre les quatrièmes trimestres 2022 et 2024, mais en partant de loin, passant de 3 040 à 9 717 abonnements. Bien loin des 13,3 millions d'abonnements en circulation à la téléphonie mobile, un secteur largement dominé par Orange. Alors que son dauphin, MTN, s'est désengagé du pays en 2024, l'État guinéen a pris début 2025 le contrôle de l'opérateur téléphonique Areeba Guinée, jusque-là détenu par le groupe sud-africain. Entre 2022 et 2024, la part de la 4G, face à la 3G essentiellement, est passée de 48,3 à 75,8 %.

Nombre d'abonnements à la téléphonie mobile (en millions)

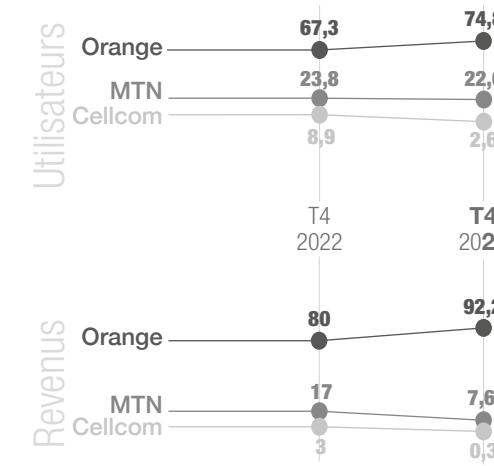
et taux de pénétration mobile (en %)



(Source : ARPT, Observatoire des marchés)

Évolution des parts de marché « utilisateurs »

et « revenus » déclarées par opérateur mobile (en %)



Évolution du nombre d'abonnements de l'internet mobile (en millions) et parts de marché par opérateurs

	T4 2022	T4 2024
Nombre d'abonnements	6,98	7,89
Taux de pénétration	52,24 %	55,85 %
Orange	59,7 %	77,5 %
MTN	31,1 %	20,4 %
Cellcom	9,2 %	2,1 %

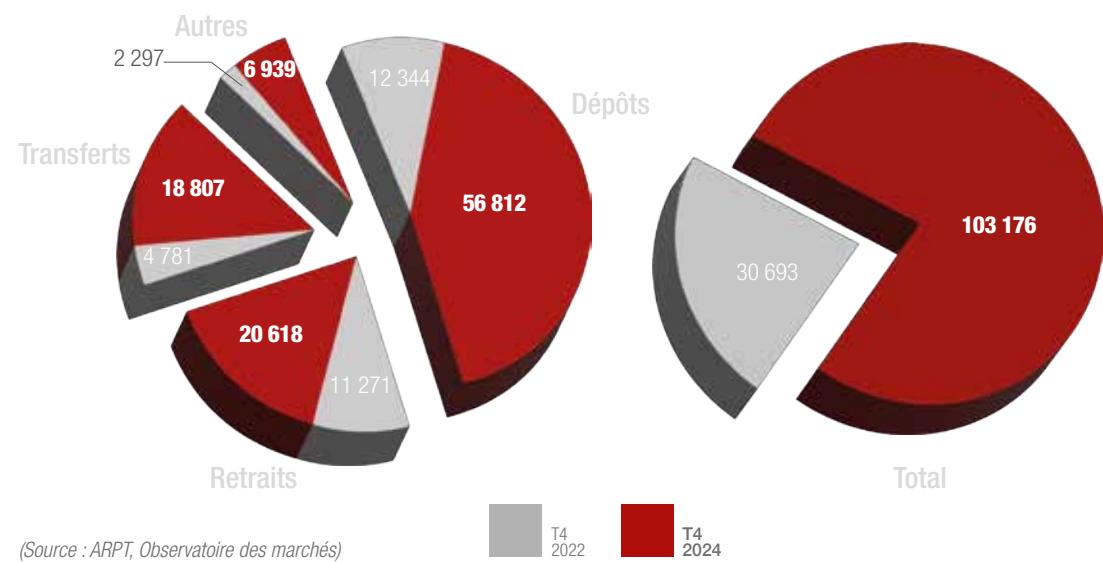
(Source : ARPT, Observatoire des marchés)

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT DANS LES TÉLÉCOMS SELON L'APIP

Les opportunités d'investissement sont nombreuses et l'APIP les classe en cinq grandes catégories :

- la diversification des infrastructures de télécommunication ;
- la fourniture et la maintenance d'équipements ;
- la digitalisation des services administratifs ;
- la formation de la main-d'œuvre numérique ;
- le développement de systèmes digitaux pour des solutions financières, administratives et sécuritaires.

Montant des transactions mobile money (en milliards de francs guinéens)



(Source : ARPT, Observatoire des marchés)



FOCUS

ORANGE GUINÉE, UNE ENTREPRISE RESPONSABLE ET ENGAGÉE POUR LA PRÉSÉRATION DE L'ENVIRONNEMENT

Chez Orange Guinée, nous sommes convaincus que la performance économique va de pair avec une exemplarité sociale, environnementale et citoyenne. Depuis plusieurs années, nous déployons des initiatives pour réduire notre empreinte carbone et contribuer ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique afin promouvoir un avenir plus durable pour notre pays. Aussi, en tant qu'acteur clé de l'inclusion numérique en Guinée, Orange Guinée investit chaque année plus de 50 millions d'euros pour l'expansion de son réseau, couvrant ainsi l'ensemble des préfectures et sous-préfecture du pays, avec des services accessibles à plus de 9 millions d'abonnés.

RESTAURATION DU COUVERT VÉGÉTAL : UN SOUTIEN CONSTANT DES ACTIONS DE REBOISEMENT

Au mois de juillet 2024, une synergie d'actions avec Total Energie et UMS a permis la mise en terre de 35.000 plants autour des têtes de source des barrages hydroélectriques de Donkéah, Banéah, Grandes chutes, Garafiri. Des ONG locales, spécialisées dans le domaine de l'environnement ont été recrutées pour s'assurer du suivi des plants, l'entretien et la sensibilisation des populations.

Quelques semaines après, en collaboration avec l'Association « Fii Bhantal Daka », 550 arbres fruitiers ont été distribués à différents foyers du quartier de Daka (Commune de Labé) dans le cadre du projet « Un ménage, un arbre fruitier ». L'objectif étant d'impliquer d'avantage les habitants dans la lutte contre la déforestation et renforcer la sécurité alimentaire.

D'autres actions du même genre ont été réalisées à Conakry dans la forêt classée de Dabompa à Conakry, et à Malapouya dans la commune de Boké, avec à la clé, 3000 arbres mis en terre.

LES ÉNERGIES VERTES ET LES INITIATIVES DE GESTION DES DÉCHETS

Le groupe Orange s'est donné pour objectif d'être net zero carbone d'ici 2040. C'est pourquoi, au sein d'Orange Guinée, des actions ont été mises en place pour contenir la croissance de la consommation d'énergie, et décarboniser les sources d'énergie.

A ce jour, la production d'énergie via le solaire est de 16,41 Gwh, qui représentent 24,4% de la consommation globale en énergie. Au total, 56% des sites techniques sont alimentés par des panneaux solaires. De nombreuses actions sont également mises en place pour renforcer l'efficacité énergétique des infrastructures réseau, ainsi que celle des bâtiments.

Dans le cadre de la gestion des déchets électroniques produits par l'entreprise, une convention de partenariat a été signée avec la startup guinéenne E2R, spécialisée dans le recyclage et le reconditionnement des déchets électriques. Plus d'une tonne de déchets électroniques ont déjà été recyclés, avec à la clé, 50 jeunes formés aux techniques de recyclage et de réparation des smartphones et tablettes. L'engagement d'Orange Guinée envers l'environnement se manifeste à travers des actions concrètes et durables. Nous croyons fermement que notre succès économique doit s'accompagner de notre responsabilité sociale et environnementale.

Nous poursuivrons nos efforts pour contribuer avec l'implication de tous, à créer un environnement viable pour les générations futures ■



TOURISME : MIEUX FAIRE CONNAÎTRE DES ATOUTS EXCEPTIONNELS

Avec « Branding Guinée », les autorités souhaitent faire connaître au monde les nombreux atouts touristiques de la Guinée, en commençant par une nature à nulle autre pareille en Afrique de l'Ouest.

Le président Mamadi Doumbouya a créé en mai 2023, par décret, la coordination nationale du Branding Guinée, en abrégé : « Branding Guinée ». Comme son nom l'indique, cet organisme coordonne toutes les activités ayant trait à la promotion, à la protection et à la valorisation de la marque Guinée, avec la volonté de faire du pays un pool d'attraction économique et l'ambition particulière de faire connaître ses attraits touristiques. Le symbole de Branding Guinée est d'ailleurs le Mont Nimba, point culminant de la Guinée (1 752 mètres) classé réserve de biosphère et site du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1981.

DES PAYSAGES À COUPER LE SOUFFLE

C'est que la nature guinéenne a beaucoup à offrir. Avec sa diversité biologique, ses parcs et aquariums naturels, ses massifs montagneux parsemés de cours d'eau, de gorges et de rapides, ses espèces animales et sa flore, le pays dispose d'un potentiel immense. Il est connu pour être l'un de ceux qui offre les paysages les plus beaux d'Afrique de l'Ouest, proche des horizons de carte postale du Zimbabwe ou du Kenya.



Les passionnés de faune y sont émerveillés par les troupeaux d'éléphants de Macenta ou les oiseaux migrateurs des îles Tristao. Les amateurs de randonnée trouvent des sentiers à leur mesure sur le plateau du Fouta-Djalon ou autour des cascades de la Soumba et des eaux de Kilissi.

DES INFRASTRUCTURES À RÉNOVER

Pour faire profiter les touristes, nationaux et internationaux, de ces paysages, il est nécessaire d'améliorer de nombreuses infrastructures, en commençant par les routes. Ce à quoi les autorités s'attendent. En termes aéroportuaire, c'est la société privée turque Albayrak, déjà à la manœuvre avec succès au port de Conakry, qui est en charge de la rénovation et de l'extension de l'aéroport de la capitale. Dans le cadre d'un partenariat public-privé avec la société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Conakry (SOGEAC), 200 millions de dollars sont investis depuis avril 2023 pour augmenter sa capacité de 500 000 à 3 millions de passagers.

Ce projet, se déroulant en deux phases, consiste notamment dans la construction d'un terminal passager, d'un nouveau terminal cargo, de bâtiments administratifs, d'une tour de contrôle, d'une nouvelle caserne de pompiers, d'une nouvelle centrale électrique ou encore d'un complexe hôtelier. Des chantiers ambitieux sont aussi prévus pour rénover les aérodromes régionaux à Faranah, Kankan, Labé, Nzérékoré, Kérouané et Boké.



MIEUX VENDRE CONAKRY ET SES ALENTOURS

Sans aller aussi loin, de nombreux projets touristiques sont en cours de réalisation à Conakry. Les adeptes de farniente peuvent d'ores et déjà choisir entre les plages de sable fin et les eaux turquoises de Sobané et Bel-Air, ou l'archipel des îles de Loos, au large de la capitale. Un projet présidentiel d'envergure redonne vie au lac Gbassikolo, autrefois délaissé. La première pierre de sa rénovation a été posée en août 2023.

S'étendant sur plusieurs dizaines d'hectares, le « lac récréatif de Gbassikolo » comprendra des espaces verts, des cases rondes répondant aux critères architecturaux du terroir, des lieux de restauration, une piste cyclable, des zones de repos et de marche, ainsi qu'une salle de cinéma et un musée. En reliant le centre de loisirs de Gbassikolo au parc citoyen de Conakry et à Camayenne Plage, ce projet intégré, qui s'inscrit dans la démarche du branding national, contribuera à dynamiser le secteur touristique tout en créant des liens entre les différentes zones urbaines.

DES INVESTISSEMENTS DANS L'HÔTELLERIE

Les investissements dans les capacités d'accueil hôtelière se poursuivent. Après la rénovation et l'inauguration depuis une décennie de plusieurs hôtels (Palm Camayenne en 2013, Kaloum en 2015, Noom en 2016, Onomo en 2018, etc.), le groupe Radisson a ouvert en décembre 2024 une nouvelle adresse dans la capitale, en rénovant l'ex Sheraton Grand Conakry. Les autorités entendent poursuivre dans cette voie et ont pour cela résilié en août 2024, en raison du non-respect de ses engagements, le contrat de rénovation des hôtels de l'Indépendance à Conakry et de Bel Air à Boffa, initialement confié à la société sud-africaine SNA. Elles recherchent de nouveaux investisseurs pour rénover ces établissements, patrimoines de la Guinée et potentielles futures vitrines du tourisme national ■

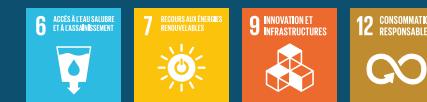


Le **Noom Hotel Conakry** est situé de façon stratégique à **Kaloum**, le centre d'affaires de Conakry. L'hôtel propose une large gamme d'installations hôtelières, un **service chaleureux** et une haute **efficacité opérationnelle**. L'hôtel est situé à seulement **13 km de l'aéroport international** de Conakry Gbessia, en plein centre-ville et en bordure de mer.



INFRASTRUCTURES

- Victime d'aléas climatiques et techniques, la Guinée poursuit ses investissements dans l'hydroélectrique >>> **104**
- Le Transguinéen : catalyseur d'opportunités économiques >>> **108**
- La gestion du port de Conakry fortement améliorée >>> **114**
- TIC : un réseau de fibre optique de plus en plus résilient >>> **120**



VICTIME D'ALÉAS CLIMATIQUES ET TECHNIQUES, LA GUINÉE POURSUIT SES INVESTISSEMENTS DANS L'HYDROÉLECTRIQUE

L'accumulation de plusieurs imprévus empêchent les barrages hydroélectriques, récemment inaugurés, de satisfaire la demande guinéenne. En attendant leur pleine exploitation, la Guinée pare à l'urgence à travers des solutions temporaires

L'accès à l'électricité est l'une des principales entraves à l'activité des ménages et des entreprises en Guinée, notamment de l'industrie minière. Pour y remédier, les autorités continuent de réaliser les projets hydroélectriques que les gouvernements successifs n'ont pu mettre en œuvre depuis l'indépendance, afin d'exploiter un réseau fluvial de 6 250 kilomètres et dont le potentiel de production hydroélectrique dépasse les 7 000 mégawatts (MW).

SOUAPITI, EN SOUTIEN À KALÉTA ET GARAFIRI

En 2015, le barrage de Kaléta a été inauguré pour apporter 240 MW supplémentaires au réseau national. D'un montant de 446 millions de dollars et financé à hauteur de 75 % par un crédit à taux préférentiel d'Afreximbank (Chine), sa construction a été saluée comme une réussite exemplaire par le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Ce barrage est le premier de trois structures qui doivent permettre

Victime d'aléas climatiques et techniques, la Guinée poursuit ses investissements dans l'hydroélectrique

DES SOLUTIONS D'URGENCE POUR UN DOSSIER STRATÉGIQUE

Malheureusement, la faible pluviométrie de ces dernières années a empêché les deux structures de fonctionner à pleine capacité. L'explosion du principal dépôt d'hydrocarbures du pays, en décembre 2023, à Conakry, a endommagé une centrale thermique d'Électricité de Guinée (EDG, la compagnie nationale) et privé les centrales thermiques de mazout, alors qu'un « incident sur un pylône à haute tension », selon EDG, a plongé Conakry dans le noir en mars 2024 ! Difficile dans ces conditions de faire avancer un dossier pourtant stratégique.



d'exploiter le potentiel du fleuve Konkouré, qui prend sa source dans le massif du Fouta-Djalon et se jette dans la baie de Sangaréya, au nord de Conakry. Il accueille déjà le barrage de Garafiri (1999). Mis en service partiel à la fin de l'année 2019, le barrage de Souapiti, situé à 135 km au nord de Conakry et construit par China International Water and Electric Corporation (CWE), également à l'œuvre à Kaléta, dispose théoriquement d'une capacité de 550 MW. Grâce à ses six milliards de m³ de retenues d'eau, l'infrastructure, fruit d'une convention de prêt d'1,175 milliard de dollars entre le gouvernement guinéen et EximBank China, pour un financement estimé à 1,383 milliard, doit même permettre à Kaléta et Garafiri de tourner à plein régime.

**Depuis 50 ans,
nous assurons avec
nos solutions
l'accès à l'eau et
à l'énergie, au service
du bien-être des
habitants et du
développement
des territoires
en Afrique
subsaharienne.**

- Adduction d'eau potable
- Pompage solaire, électrique et à mains
- Stockage
- Traitement
- Distribution
- Centrales solaires

De l'eau pour la vie

www.vergnet-hydro.com



AVEC LE BARRAGE D'AMARIA, L'AVENIR RESTE DANS L'HYDROÉLECTRICITÉ

Toujours confiants dans les capacités de la Guinée de devenir autosuffisante et même exportatrice d'électricité, les autorités ont relancé en octobre 2024 les travaux du barrage d'Amaria, suite à la visite du président Doumbouya, un mois plus tôt, au Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). Réalisé dans la préfecture de Dubreka par la société chinoise Tebian Electric Apparatus stock (TBEA), la centrale est attendue avec une capacité de 300 MW. Construite selon le modèle BOT (Build-Operate-Transfer), elle sera exploitée, espèrent les autorités, à partir de 2027 par TBEA sur une période de quarante ans.

Cette infrastructure entre dans le cadre d'un accord global signé avec le ministère guinéen des Mines et de la Géologie qui porte sur l'exploitation de la bauxite, dont la région regorge, avec notamment la réalisation d'une usine d'alumine et une fonderie d'aluminium. L'exploitation des minerais guinéens sera, d'une manière générale, un catalyseur pour le développement des capacités énergétiques nationales, en particulier du fer de Simandou, qui a donné lieu au Projet transversal « Simandou Vision 2040 » ■

Évolution de la puissance installée (en MW)



(Source : Électricité de Guinée)



Saickou Bah,
directeur général

du palais de la jeunesse et de la culture, infrastructure sociétale d'envergure visant à promouvoir la formation, la créativité et l'expression culturelle des jeunes en Guinée.

Focus sur les projets hospitaliers

Avec Eiffage, KDIA a misé sur l'excellence en ingénierie et construction pour livrer des infrastructures modernes et durables. L'APHP Paris assure la formation médicale continue, tandis que la société autrichienne Vamed AG apporte son expertise en équipements médicaux et en gestion hospitalière, intégrant des technologies avancées pour améliorer les soins et optimiser l'efficacité.

Le pont à péage de Tanènè : une infrastructure stratégique

KDIA est intervenue dès les phases amont du projet du pont à péage de Tanènè, en identifiant le consortium Leduc TP/Sogea-Satom, reconnu pour sa maîtrise technique et sa capacité à construire des ouvrages d'envergure. Ce pont sur le fleuve Konkouré, l'un des plus puissants de la sous-région, constitue une avancée majeure pour la connectivité et le développement territorial. Le financement, assuré localement avec le concours de la Société Générale et le soutien actif de KDIA, témoigne de l'engagement national envers ce projet d'envergure.

Perspectives de croissance

KDIA ambitionne de renforcer son rôle dans les secteurs stratégiques de la Guinée, notamment à travers l'exploitation responsable des ressources naturelles. Le pays, deuxième producteur mondial de bauxite, s'apprête à accélérer son industrialisation grâce à la construction de raffineries locales imposée par le nouveau code minier, et au développement du projet Simandou, véritable levier de croissance.

KDIA entend poursuivre sa mission de facilitateur économique, en identifiant des partenaires internationaux de confiance, capables de structurer des financements et de porter des projets à fort impact dans des domaines clés tels que la santé, les infrastructures, l'énergie, la culture et l'agriculture.

LE TRANSGUINÉEN : CATALYSEUR D'OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Plusieurs projets doivent contribuer à lever les contraintes de transport qui pèsent sur le développement de la Guinée et lui permettre de tirer profit de sa situation géographique. C'est le cas de la RN 1, inaugurée en 2024, et surtout du Transguinéen.

La Guinée partage 3 400 kilomètres de frontières avec la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone, avec lesquels le commerce est un facteur important de développement et de lutte contre la pauvreté. Mais l'insuffisance et la mauvaise qualité des infrastructures de transport constituent l'une des contraintes majeures au développement du pays.

La Guinée peut pourtant devenir une plaque tournante du commerce ouest-africain et pour investir dans la mise à niveau de ses infrastructures de trans-

port, les autorités intensifient la mobilisation de leurs ressources domestiques tout en ayant recours à plus d'endettement privé et non concessionnel auprès de leurs partenaires. L'un des projets en cours le plus emblématique, appelé à changer la face de la Guinée, est le Transguinéen : un chemin de fer de 670 kilomètres en cours de construction : en appui de la future exploitation du gisement de fer de Simandou.

DES INVESTISSEMENTS PARTAGÉS À PARTS ÉGALES ENTRE LES OPÉRATEURS

Le gouvernement guinéen et les deux groupements d'entreprises en charge de l'exploitation de Simandou, Rio Tinto Simfer et Winning Consortium Simandou (WCS), ont annoncé en août 2023 avoir trouvé un accord pour sa construction, ainsi que pour celle du port minéralier en eau profonde de Morebaya, près de Conakry, point d'arrivée des minerais prochainement exploités. L'accord a été signé avec la compagnie du Transguinéen (CTG), co-entreprise mise en place en juillet 2022 entre l'État guinéen, WCS, Baowu, Rio Tinto Simfer et Chinalco pour construire le chemin de fer.

Il prévoit que « la capacité d'infrastructure et les coûts associés seront partagés à parts égales entre Simfer, qui développe les blocs 3 et 4 du projet Simandou, et WCS, qui développe les blocs 1 et 2 ». Les deux consortiums ont obtenu chacun 42,5 % d'intérêts dans CTG, contre 15 % pour l'État guinéen.

UN CATALYSEUR DE DÉVELOPPEMENT ET D'OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES FORMIDABLE

Cette étape est déterminante car pendant des décennies, l'absence d'accord pour la construction de ces infrastructures a été un obstacle majeur au développement de la mine de Simandou, la plus grande réserve non exploitée connue au monde de minerai de fer à haute teneur et à faible degré d'impureté. À cette époque, les opérateurs miniers préféraient évacuer le minerai par le port de Buchanan, au Libéria voisin, qui avait le mérite d'exister et d'être plus proche de la mine, plutôt que de construire une infrastructure ferroviaire devant permettre d'évacuer le minerai 670 kilomètres plus loin. Le coût des deux infrastructures est estimé à quinze milliards de dollars.





La pression politique des autorités de transition semble avoir été déterminante dans l'issue permettant l'édification du Transguinéen. L'enjeu était de taille, car le chemin de fer va désormais servir de catalyseur au développement de toute la Guinée, minière comme agricole ou industrielle. Corridor inespéré pour le transport des personnes et des marchandises, il sera rétrocédé à l'État après trente-cinq ans d'exploitation.

ÉMERGENCE D'UN SECTEUR PRIVÉ FORT

Simandou est considéré comme un catalyseur pour l'émergence d'un secteur privé guinéen fort. Des assurances ont notamment été obtenues auprès des compagnies étrangères opérant sur le gisement pour une implication maximale des entrepreneurs guinéens dans la préparation puis l'exploitation du gisement. Selon Saifoulaye Baldé, directeur général de la Bourse de sous-traitance et de partenariats (BSTP), établissement public dont la mission est d'aider les entreprises guinéennes à décrocher des contrats avec les opérateurs. 80 millions de dollars de contrats avaient déjà été conclus en juillet 2024 entre des sociétés guinéennes et le duo Rio Tinto Simfer et WCS.

Intervenant à cette date à l'occasion de l'anniversaire des deux ans du lancement du Transguinéen, il soulignait le rôle de la BSTP dans la formation d'un pool d'entreprises locales pouvant répondre aux exigences des compagnies minières.

Autre témoignage : « Le contenu local est devenu une réalité sur Simandou et nous sommes un fruit de ce travail, expliquait Amadou Kaba, PDG de la Guinéenne de prestation et de construction (GPC), lors du même événement. Nous avons des entreprises guinéennes qui accèdent aux gros marchés, cela passe par un travail en amont que nous avons effectué depuis plusieurs années » ■

AÉRIEN : PRIORITÉ À LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

Les autorités de transition ont mis fin au projet de construction d'un nouvel aéroport à Conakry, précisément à Maferinyah, dans le cadre d'un PPP, pour concentrer leurs efforts sur l'extension et la rénovation de l'aéroport international Ahmed Sékou Touré. Le nouveau projet, exécuté par le groupe turc Albayrak, porte sur la construction d'un terminal passager de 32 000 m² pouvant recevoir trois millions de voyageurs par an. Conçu pour 500 000 voyageurs annuels, il en a accueilli 788 879 en 2024. Les travaux portent également sur la construction d'un terminal cargo de 3 600 m², d'une tour de contrôle, de bâtiments administratifs, d'une caserne de pompiers, d'une centrale électrique, d'un complexe hôtelier ou encore de voiries intérieures. En février 2025, le taux d'exécution des travaux avait atteint 85 %. Quant au plan stratégique du gouvernement, il intègre également la rénovation de plusieurs aérodromes pour redynamiser le trafic domestique, ainsi que la relance du transporteur aérien national.



PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE ATC GUINÉE

ATC GUINÉE est spécialisé dans la fabrication et la construction métallique. Depuis 2013, ATC GUINÉE développe son expertise dans le travail de l'acier. C'est ainsi que nos équipes ont acquis un réel savoir-faire dans l'ingénierie (conception, dimensionnement, notes de calcul, dessin industriel), mais également la réalisation de tout ouvrage métallique (soudure, usinage, assemblage, etc.), les finitions associées (sablage, peinture, etc...), sans oublier la manutention, le transport et le montage sur site, incontournables pour tout ouvrage conséquent.

ATC GUINÉE réalise, conçoit et calcule votre projet grâce à son propre bureau d'étude. Il est doté d'un personnel qualifié et spécialisé dans la construction métallique. La conception est réalisée via des logiciels performants de calculs aux éléments finis et le dessin en 3D.

ATC GUINÉE, possède ses propres équipes de soudeurs, coffreurs, monteurs, tuyautiers et chaudronniers qualifiés. Notre spécialité est la réalisation des hangars métalliques, aménagements des conteneurs, fabrication des cuves de dépôts pétroliers, installation des mines, transport et manutention, travaux divers...

Domaine d'activité :

1. Travaux de Construction Métallique :

Nous sommes Spécialisés en construction métallique, fabrication de toute sorte de structure métallique en acier noir et inox (Charpente métallique, Convoyeurs, Silos...)

2. Travaux de Chaudronnerie :

Nous réalisons différents équipements en mécano-soudé en acier noir et inox suivant plan client ou modèle, y compris assemblage soudé et boulonnés. Nos soudeurs qualifiés pour soudage à l'arc, Mig, et Tig (Garde-corps, passerelles, trémies, bacs, citernes ...)

3. Dépôt Pétrolier :

Nous fabriquons toute sorte de tuyauterie, bacs de dépôt pétrolier en acier noir et inox avec soudage en Tig et remplissage à l'arc électrique.

4. Travaux Miniers :

Nos équipes sont qualifiées pour montage des éléments fabriqués dans notre atelier : montage de charpente métallique, équipements chaudronniers, tuyauteries, bardage et toiture, convoyeur, trémies et bacs...

5. Travaux divers :

Notre personnel est qualifié pour répondre aux besoins de nos clients à la prestation de sablage et peinture époxy sur chantier ou dans notre atelier. Nos équipes sont qualifiées pour la maintenance industrielle des équipements, machines et infrastructures de production. Cette maintenance inclut des inspections régulières, des réparations, le remplacement de pièces, des ajustements, ainsi que des actions préventives et corrective pour garantir leurs fonctionnements sans interruption.

Focus

LA RN1 DÉSENCLAVE LE PAYS ET LE RAPPROCHE DU MALI

La rénovation des 370 kilomètres de la route nationale 1 qui relient la préfecture de Coyah à celle de Dabola, via Kindia et Mamou, est l'un des projets routiers les plus importants mis en œuvre depuis plusieurs décennies. Il a été lancé en 2019 dans le cadre d'un accord-cadre sino-guinéen majeur signé deux années plus tôt. Cet accord met à la disposition de Conakry une enveloppe globale de vingt milliards de dollars dont le remboursement est adossé aux revenus tirés de l'exploitation des projets miniers en Guinée par des entreprises chinoises : Chalco, CDM-Henan et China Power Investment (CPI).

La RN1 a été rouverte aux usagers en 2024 avec une largeur de chaussée qui varie de 7,5 à 12 mètres, incluant notamment 39 ponts ! Les travaux ont été réalisés par China Road and Bridge Corporation (CRBC), une filiale de China Communications Construction Company (CCCC).

L'infrastructure, qui relie Conakry à Dabola, a déjà un impact multiforme sur les localités traversées. Les automobilistes pouvaient mettre de 4 à 5 heures pour parcourir les 135 kilomètres qui séparent Conakry de Kindia, contre 1h30 à 2h aujourd'hui.



L'urbanisation des communes s'est accélérée
Elle stimule le volume des échanges commerciaux en rapprochant les zones de production agricoles des zones de consommation. La route a également accéléré l'urbanisation des communes traversées et de leurs faubourgs, alors qu'apparaissent sur son tracé des constructions à usage résidentiel et commercial, offrant de nombreuses opportunités d'activités. Cela, en évitant d'encombrer les centres-ville de Kindia, Kolenté ou Mamou, qui ont bénéficié de voies de contournement. Une autre retombée majeure de cet ouvrage est son aspect intégrateur, car elle permet de rapprocher Bamako de son port naturel qu'est Conakry, les deux villes étant distantes de 966 kilomètres. Depuis sa mise en service, le trafic avec le Mali s'est sensiblement amélioré et l'intégration économique sous-régionale aussi. Le projet de réhabilitation de la RN1, pour un coût estimé à 357 millions de dollars, était adossé à celui de la reconstruction de dizaines de kilomètres de voiries à Conakry, dans les communes de Kaloum, Dixinn et Matam, incluant notamment deux échangeurs à Matoto et Kagbelen, pour 220 millions de dollars.



SETRA S.A.



Médaille d'Or

18^e Trophée Internationale de la Construction



Médaille d'Or

de l'Excellence dans la Pratique des Affaires



Médaille d'Or

pour la Technologie et la Qualité



SETRA SA (Société d'études et de travaux) a été créée le 4 février 1987. Elle se situe parmi les plus importantes PME nationales et étrangères de Guinée. Depuis son premier contrat, les travaux qu'elle exécute n'ont cessé de progresser pour atteindre aujourd'hui plusieurs milliards de francs guinéens.

L'activité de SETRA SA s'est progressivement étendue pour couvrir **l'ensemble du secteur du BTP**.

SETRA SA est reconnue pour la qualité de son service, la durabilité de ses réalisations et la sécurité sur ses chantiers.

SETRA SA se distingue par son expertise dans les domaines suivants :

- Bâtiment
- Travaux publics
- Génie rural
- Voiries urbaines

Soucieuse d'offrir un service de qualité, SETRA SA dispose des équipements de dernière génération.

Notre politique qualité, santé, sécurité, environnement et communauté est à l'image de notre entreprise et sert à protéger nos employés, nos clients et nos biens.

SETRA SA est récipiendaire de plusieurs médailles d'or.

Le siège social de SETRA SA est situé à l'angle de l'autoroute Fidel Castro Ruz et de la rue Ma 296,

quartier Coléah Cité, commune de Matam, Conakry

Tél.: (+224) 657 44 34 24 / (+224) 664 33 31 91 - (+224) 622 2115 43

contact: setra_sa@yahoo.fr - www.setra-sa.com



LA GESTION DU PORT DE CONAKRY FORTEMENT AMÉLIORÉE

Des centaines de millions d'euros d'investissements privés permettent au port autonome de Conakry de figurer parmi les meilleurs d'Afrique en termes d'efficacité, aussi bien pour la partie conteneurs que pour la partie conventionnelle.

En 2023, le trafic global de marchandises au port autonome de Conakry (PAC) s'est chiffré à 12,75 millions de tonnes contre 9,94 en 2022 et 8,72 en 2016. Cette hausse du trafic maritime, qui remonte au début des années 2010 et à laquelle le PAC ne pouvait plus répondre, a poussé les autorités à le moderniser et à améliorer sa gestion.

TERMINAL À CONTENEURS : TROISIÈME LE PLUS EFFICACE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le terminal à conteneurs a été rénové en 2014 par Conakry Terminal, la filiale de Bolloré Africa Logistics (BAL) qui l'opère depuis 2011 pour 25 ans, lui permettant de figurer comme le troisième le plus efficace en Afrique subsaharienne. Par la suite,

dans le cadre de la modernisation de son matériel, entre 2018 et 2020, pas moins de huit portiques ont été réceptionnés pour améliorer les capacités de stockage, renforcer les cadences de livraison et réduire les délais de traitement des marchandises du terminal à conteneurs.

Une décennie plus tard, Africa Global Logistics, le remplaçant de BAL, racheté en 2022 par MSC (Mediterranean Shipping Company), prépare un nouveau programme massif d'investissement. Un projet d'extension et de modernisation du terminal à conteneurs est à l'étude, dont les facettes environnementales et sociétales ont été soumises en 2024 aux autorités. En attendant, l'opérateur a déjà réceptionné six camions-remorques en novembre dernier, portant leur nombre à quatorze.

La gestion du port de Conakry fortement améliorée

ATTRIRER LES OPÉRATEURS MALIENS VERS LE PAC

« Depuis le début, l'une de nos priorités est de faire venir les cargaisons maliennes au PAC, qui est, selon nous, le port naturel du Mali », plutôt que vers Dakar ou Abidjan, poursuivait Yunus Yilmaz dans l'interview, l'une des rares accordée à la presse. « Grâce au développement infrastructurel du PAC, elles sont désormais redirigées vers Conakry, et nous estimons que leur volume ne cessera de croître. » La société turque a notamment construit un hôtel réservé aux chauffeurs maliens. De leur côté, les autorités guinéennes se sont engagées à accélérer la réhabilitation des routes qui relient la Guinée au Mali.

LES EXPORTATIONS DU TERMINAL MINÉRALIER EN FORTE HAUSSE

Albayrak, également présent en Guinée dans la gestion de lignes de bus, l'assainissement urbain ou encore la rénovation de l'aéroport Ahmed Sékou Touré, précise que le nombre de ses employés au PAC, dont 97 % sont Guinéens, est passé de 380 à 1 600 grâce à la hausse du volume des opérations et que leurs salaires ont été « nettement améliorés ». Pour rappel, le terminal minéralier, troisième entité du PAC avec le port conventionnel et le port conteneurs, est géré par la Compagnie des bauxites de Kindia (CBK), filiale de la société russe Rusal, et par Friguiia. Les exportations de produits miniers, déjà en hausse depuis plusieurs années, ont été multipliés par trois entre 2022 et 2023 pour atteindre 3,08 millions de tonnes, essentiellement en bauxite (2,81 millions de tonnes). L'alumine, fabriquée à partir de la bauxite, enregistre de son côté une légère baisse de 14,5 %, à 271 000 tonnes ■



Lansana Cissé,
directeur de la transformation
et des projets de la SNG

Interview

« RAMENER LA SOCIÉTÉ NAVALE GUINÉENNE DE LA TERRE VERS LA MER »

La Société navale guinéenne (SNG) multiplie depuis quatre ans les investissements dans des navires, dans un chantier naval ou encore dans la formation pour «enfin devenir un acteur majeur dans l'écosystème maritime en Guinée», explique M. Lansana Cissé.

Quelles sont les grandes lignes du plan stratégique que la SNG met en œuvre?

La SNG a réalisé un diagnostic organisationnel de son statut et de son personnel au début de l'année 2022. Celui-ci a mis en avant le fait que la société faisait plus de transport fret à terre que de transport maritime, qui est pourtant sa vocation principale. C'est à la suite de ce diagnostic que j'ai été nommé directeur de la transformation et des projets avec un objectif: ramener la SNG de la terre vers la mer. La nouvelle direction générale a fait des commandes de navires de transport passagers dont le nombre est passé d'un à sept, avec des capacités de 60 à 320 places.

Existe-t-il un risque d'aller vers la mer en termes de concurrence et de rentabilité?

La SNG a un rôle de service public. Or, la population demandait la mise à disposition d'un navire pouvant relier les îles de Loos à Conakry, tel que cela existait auparavant. C'est à la fois une zone propice au tourisme et une zone d'habitation, avec une population active qui passe tous les jours d'une rive à l'autre. Nous avons également lancé la ligne Conakry-Kamsar en 2024, c'est un véritable catalyseur de croissance pour notre économie, un levier stratégique pour le développement durable de la Guinée qui facilite la circulation des biens et des personnes. Pour développer le cabotage sous-régional, nous avons commencé avec la ligne Conakry-Freetown, car les échanges commerciaux sont de plus en plus importants entre ces deux destinations, bien plus proches par la mer que par la terre. Nous sommes sur le point de faire de même avec Bissau, d'autant que la route à partir de Boké, vers cette ville, est presque impraticable. Nous envisageons le développement des activités connexes au transport maritime, comme le transit, la consignation ou le transport terrestre, pour enfin devenir un acteur majeur dans l'écosystème maritime en Guinée. Nous réitérons nos remerciements aux autorités de la transition qui ont déployé les efforts nécessaires à la réalisation de ces projets essentiels.



Vous recherchez des partenaires pour atteindre vos objectifs?

Bien sûr. Nous avons déjà signé un contrat-cadre avec Tanger-Med dans le renforcement des capacités de notre personnel navigant. Nous l'avons déployé début 2024, en commençant par un séminaire de deux semaines, pratique et non théorique, sur nos navires.

Quel est l'état de la concurrence?

Elle n'est pas prononcée dans le transport passager. Nous ne sommes pas équipés pour aller vers le fret, mais nous envisageons des solutions, peut-être l'achat de remorqueurs de petite capacité pour transporter des produits, notamment agricoles, ne serait-ce que depuis la province. La liaison Boké-Conakry pourrait aussi être intéressante avec la culture de la noix de cajou et le développement minier de cette zone.

Un appel d'offres a été lancé en mai 2024 pour construire un chantier naval à Kassa, au large de Conakry. A-t-il été fructueux?

Le processus de passation de marché est pratiquement terminé et les études pour la construction de ce chantier naval vont très bientôt commencer. La réalisation de ce projet s'impose à nous et devient une nécessité : le nombre de navires sur les côtes guinéennes est estimée à mille et ce chiffre pourrait doubler avec le programme Simandou 2040 ■



SOCIÉTÉ NAVALE GUINÉENNE

Almamya - Kaloum
BP. 522 - Conakry - République de Guinée
Tel. +224 627 311 316
<https://societenavaleguineenne.gov.gn>

« PERFORMANCE DES PORTS À CONTENEURS 2023 », CONAKRY À LA 3^e PLACE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La quatrième édition de l'indice « performance des ports à conteneurs », élaboré par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence, repose sur un ensemble de données, dont 182 000 escales comptabilisées sur l'année 2023. Il classe 405 ports à conteneurs en fonction de leur efficacité, mesurée notamment par la durée de séjour des navires. Il vise à mettre en évidence les possibilités d'amélioration qui profiteraient aux parties prenantes du système commercial international : autorités portuaires, compagnies maritimes, gouvernements, consommateurs... Conakry figure à la 208^e place au classement général, mais à la troisième en Afrique subsaharienne, seulement devancé par Berbera et Mogadiscio, en Somalie. Alors que Tanger-Med y trône à la troisième place générale, Lomé, Abidjan ou encore Dakar n'y apparaissent respectivement qu'aux 318^e, 353^e et 381^e places.

Évolution du nombre de navires au port autonome de Conakry

	2016	2023
Porte-conteneurs	242	212
Minéraliers	88	230
Rouliers	64	42
Vraquiers	49	105
Tankers	47	91
Cargos conventionnels	55	33
Cargos réfrigérateurs	18	0
Chalutiers	537	498
Portes-barges	3	3
Aluminiers	/	11

Trafic maritime au port autonome de Conakry (tonnes)

	2016	2023
Import	4 928 916	8 863 621
Export	3 664 108	3 574 136
Transit Import	132 484	304 922
Transit Export	71	7 624
Total	8 720 584	12 750 302

Trafic par type de conditionnement à l'importation au PAC (en tonnes)

	2016	2023
Marchandises import	4 928 916	8 863 621
Conteneurisées	1 659 283	3 285 046
Emballées	734 309	381 407
Non emballées	123 012	110 152
Vrac	2 412 312	5 087 016
Marchandises export	3 664 108	3 574 136
Conteneurisées	219 493	427 779
Emballées	11 992	6 584
Non emballées	39	356
Vrac	3 432 584	3 139 417

(Source : Port autonome de Conakry/Ministère des Transports)



LA RÉFÉRENCE DU TRANSPORT MARITIME



Agence maritime, affrètement de navires et gestion internationale de projets



Maintenance et logistique portuaires



Transit aérien et maritime Courrier en douane



Spécialiste du porte-à-porte depuis/vers la Finlande et la Russie



Spécialiste FCL et LCL en Afrique de l'Ouest



Stockage et gestion de la chaîne d'approvisionnement

PROMARGUINÉE
GROUP PROMARITIME INT'L

✓ FCL & LCL GROUPAGE ROUEN/LE HAVRE VERS CONAKRY Avec 2 départs mensuels – Transit Time (11 jours)

Carmélita BIKAKOURY +33 7 88 76 04 72 carmelitabikakoury@promaritime.fr

✓ Matériel roulant

Emilie BOUJU +33 6 74 33 85 94 sales@promaritime.fr

✓ Colis spéciaux / Colis lourds & Projets industriels

Eric LELIEVRE +33 6 30 05 95 97 ericlelievre@promaritime.fr

✓ Fret aérien

Romain GIRARD +33 6 88 00 33 22 romaingirard@promaritime.fr

PROMARGUINÉE

Kaloum - Immeuble Kaloum
1^{er} Étage - App 3 - Conakry

E.Lelièvre - Gérant / Ph.Dehays - Responsable Afrique +33 7 89 71 99 24

Kadia Fofana - Déléguée régionale

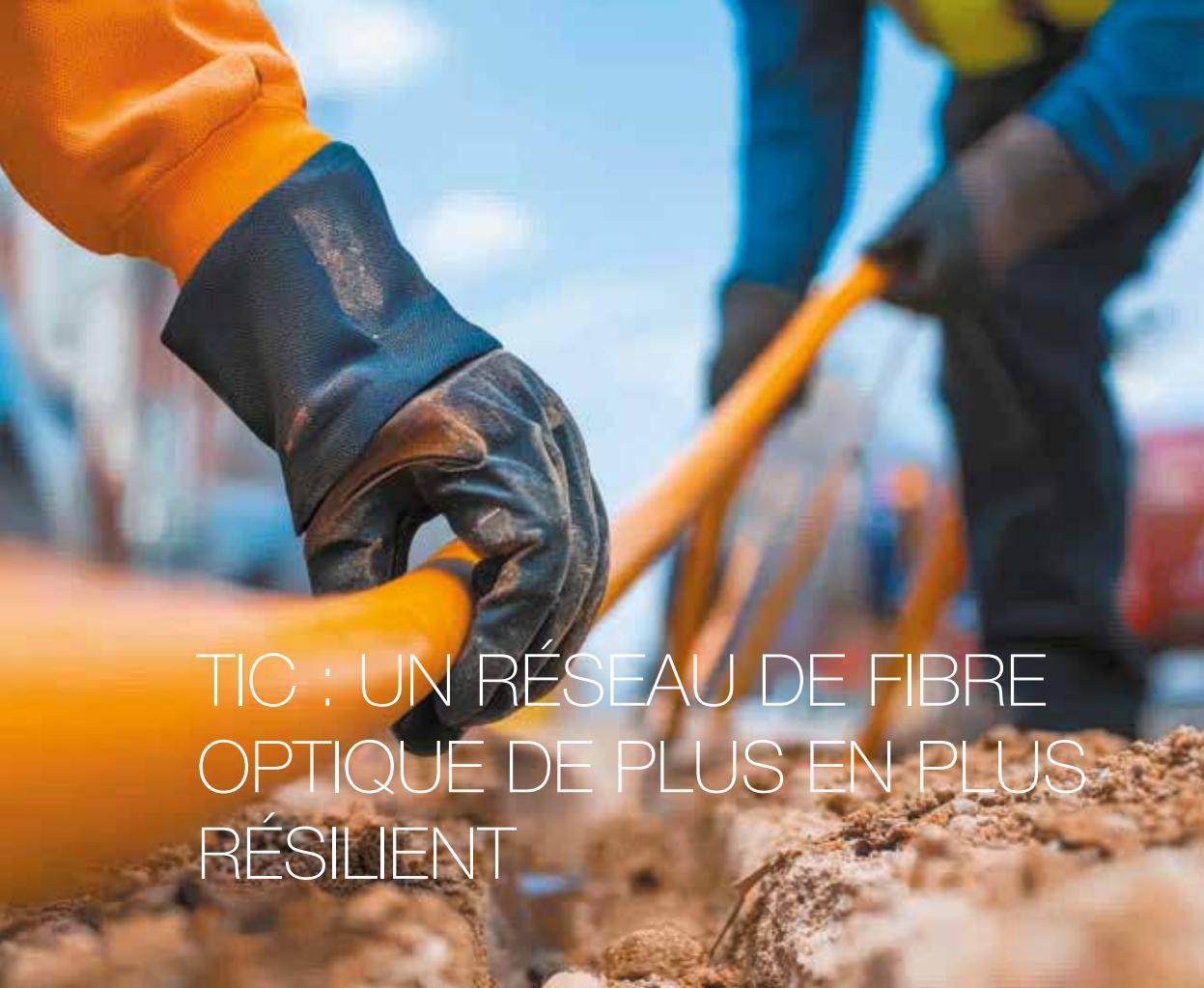
+15 145 60 22 22 /+224 611 61 14 14
 kadiafofana@promarguinee.com

Tafsir Togba - Chargé d'affaires

+224 664 69 69 15 /+224 621 15 79 79
 tafsirtogba@promarguinee.com

PRO MARITIME
INTERNATIONAL

WWW.PROMARITIME.FR



TIC : UN RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE DE PLUS EN PLUS RÉSILIENT

Alors que la qualité de l'accès à internet est critiquée ces dernières années, y compris par l'autorité de régulation, les autorités multiplient les points d'accès internationaux au haut débit et augmentent la capacité du réseau de fibre optique national.

Le gouvernement nourrit de grandes ambitions de transformation numérique qu'il ne pourra relever qu'en améliorant son accès au haut et au très haut débit. Cela passe par la correction d'une incongruité infrastructurelle : la Guinée, pays côtier, n'est connectée qu'à un seul câble sous-marin de fibre optique, « Africa Coast to Europe » (ACE), auquel elle s'est

arrimée en 2014 dans le cadre du programme de la Banque mondiale Warcip-Guinée (West Africa Regional Communications Infrastructure Project, Programme d'infrastructure de communication régionale en Afrique). Cela est très insuffisant pour assurer des services internet sécurisés et de qualité aux usagers.

TIC : un réseau de fibre optique de plus en plus résilient

PLUS DE CÂBLES FIBRE OPTIQUE, PLUS DE SÉCURITÉ

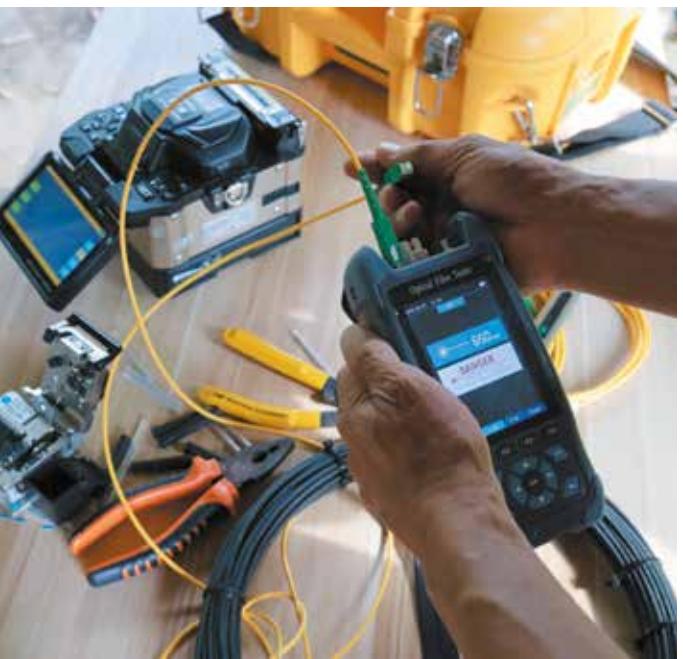
Lorsque des pannes surviennent sur un câble sous-marin ou terrestre, les pays qui disposent de plusieurs de ces infrastructures ont plus de chance de maintenir la continuité de leurs services en faisant passer les flux de l'une à l'autre. C'est pourquoi, il est indispensable de les multiplier, avec des points de terminaison différents, afin d'améliorer la redondance et la résilience. Le déploiement d'un deuxième câble sous-marin devrait permettre d'assurer une connectivité supplémentaire, mais aussi d'étendre la portée des services haut débit tout en réduisant leurs coûts. La ministre n'a pas précisé le câble concerné, mais la Guinée discute avec le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone, dans le cadre de la CEDEAO, de la mise en œuvre du câble sous-marin de télécommunications Amilcar Cabral.

UN RÉSEAU DE CÂBLES OUEST-AFRICAIN ENTRE HUIT PAYS

Par ailleurs, la Guinée a intégré la communauté des pays ouest-africains dont les câbles ont été mis en réseau dans le cadre du projet Djoliba, porté par Orange. Ce « backbone » ouest-africain s'appuie sur un réseau de fibres optiques terrestres associé à des câbles sous-marins pour élaborer une connectivité sécurisée de l'Ouest du continent vers l'international. Il comptait la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Ghana et le Nigeria, lors de son lancement en novembre 2020, et il a été rejoint en juin 2024 par le Libéria.

La Guinée améliore également sa résilience en interconnectant son réseau de fibre optique avec ses voisins. Une convention a été signée à cet effet entre la Société de gestion et d'exploitation du backbone national de la Guinée (SOGEB) et la Société malienne de transmission et de diffusion (SMTD), en juin 2024.





■ ■ ■

BACKBONE MULTIPLIÉ PAR QUATRE

Le gouvernement guinéen a indiqué, en décembre 2024, avoir finalisé les travaux d'augmentation de la capacité sur le backbone national de fibre optique, qui passe de 50 à 200 gigaoctets. Cela devrait se traduire par des connexions plus rapides et moins de ralentissements pour les utilisateurs finaux, même en période de forte utilisation. En outre, l'augmentation de la capacité devrait permettre de garantir des services internet à haut débit, même pour les zones rurales, souvent mal desservies. Une bonne nouvelle pour les internautes guinéens. En décembre 2024, le nombre d'abonnements d'accès à internet était d'environ 7,9 millions, quasi-exclusivement via téléphone mobile, puisque seulement 9 717 abonnement fixes avaient été recensés! ■

||||||| Nombre d'abonnements à la téléphonie mobile
(en millions d'abonnements et en pourcentage)*

	T4 2020	T4 2024
Tél. mobile	14,4	13,3
Taux de pénétration	114 %	93,9 %
Internet mobile	6,1	7,8
Taux de pénétration	48,2 %	55,8 %
Mobile money	2,435	3,4
Taux de pénétration	19 %	24 %

||||||| Parts de marché par opérateurs (en %)*

	Tél. mobile		Mobile money	
	T4 2020	T4 2024	T4 2020	T4 2024
Orange	59	74,8	67	90
MTN	29,5	22,6	33	10
Cellcom	11,5	2,6	/	/

*Source : Autorité de régulation des Postes et Télécommunications de Guinée, ARPT



Un univers cinq étoiles exclusif à Conakry



Un lieu chaleureux et accueillant où nous sommes à votre écoute pour un séjour personnalisé





Victoriano Cuervo,
directeur général
hôtel Palm Camayenne

Interview

Construit en 1964 et rénové en 2013, le Palm Camayenne fait partie de l'histoire de la Guinée, dont il a été le premier 5 étoiles. Son directeur général, Victoriano Cuervo, explique comment l'hôtel maintient son niveau d'excellence.

Comment maintenez-vous le niveau d'exigence qui incombe au Palm Camayenne, l'un des hôtels les plus emblématiques de la Guinée ?

La fondation de l'hôtel Palm Camayenne remonte à 1964. Il est devenu le premier hôtel 5 étoiles de la République de Guinée suite à sa rénovation en juin 2013. Nous relevons continuellement un challenge en termes d'excellence : d'abord eu égard au passé glorieux de notre hôtel ; ensuite afin de répondre au niveau d'exigence élevé de notre clientèle ainsi que des institutions de l'État. L'hôtel Palm Camayenne est la référence nationale de l'hôtellerie en Guinée, il joue un rôle de baromètre pour analyser les tendances du marché et les stratégies à suivre en fonction de l'activité économique, politique et social du pays. Pour moi, c'est un honneur et une fierté de diriger cet établissement unique dans un marché très volatile et imprévisible.

Comment le Palm Camayenne fait-il face à la concurrence qui ne cesse de s'accroître depuis une décennie à Conakry dans l'hôtellerie haut de gamme et le tourisme d'affaires notamment ?

Nous ne regardons pas les autres ! Nous suivons notre propre feuille de route et sommes capables de nous adapter aux changements du marché hôtelier en toutes circonstances. Notre capacité d'autonomie de gestion, notre créativité, notre engagement et notre professionnalisme sont nos marques de fabrique et nous différencient de nos concurrents. La combinaison d'un cadre unique et d'un personnel compétent et engagé nous permettent de nous développer d'une autre manière. Le Palm Camayenne a toujours été une source d'inspiration pour les autres et les exemples récents dans le marché hôtelier de Conakry sont évidents.

Le tourisme de loisir compte-t-il pour une part importante dans le taux de remplissage du Palm Camayenne ?

Malheureusement, c'est très loin d'être une réalité. Le tourisme de loisir représente un pourcentage symbolique dans le taux de remplissage de l'hôtel. En revanche, le potentiel de la République de Guinée en matière de tourisme est très riche et il pourrait contribuer énormément au développement du secteur économique du pays. Pour cela, un investissement massif dans les infrastructures du pays et la formation du personnel, ainsi que l'activation d'un plan national de développement durable du secteur touristique est nécessaire.



Comment l'hôtel s'inscrit-il dans les enjeux de responsabilités sociale et environnementale ?

L'hôtel Palm Camayenne, à travers sa fondation Unicon Conakry, contribue activement à la promotion de la culture et de l'éducation afin d'améliorer les conditions de vie de la communauté locale. Par exemple, dans le cadre de la littérature, nous finançons chaque année l'impression d'ouvrages pour promouvoir la lecture parmi les jeunes et nous contribuons à financer, entre autres, le prix littéraire des lycées de Guinée. Dans le cadre de l'éducation, nous sommes très fiers d'avoir financé très récemment la reconstruction et l'aménagement d'une école pré-primaire, permettant un lieu de formation pouvant accueillir 54 élèves. Quant à notre politique environnementale, elle est basée sur la lutte contre la pollution et la protection de la biodiversité. Notre plan de gestion des déchets solides et du traitement des eaux résiduelles est la preuve de notre engagement environnemental vis-à-vis des autorités. Nous effectuons également des cours de sensibilisation à notre personnel, afin qu'ils puissent devenir des ambassadeurs au sein de leur communauté en vue de toujours mieux préserver l'environnement ■



Palm Camayenne

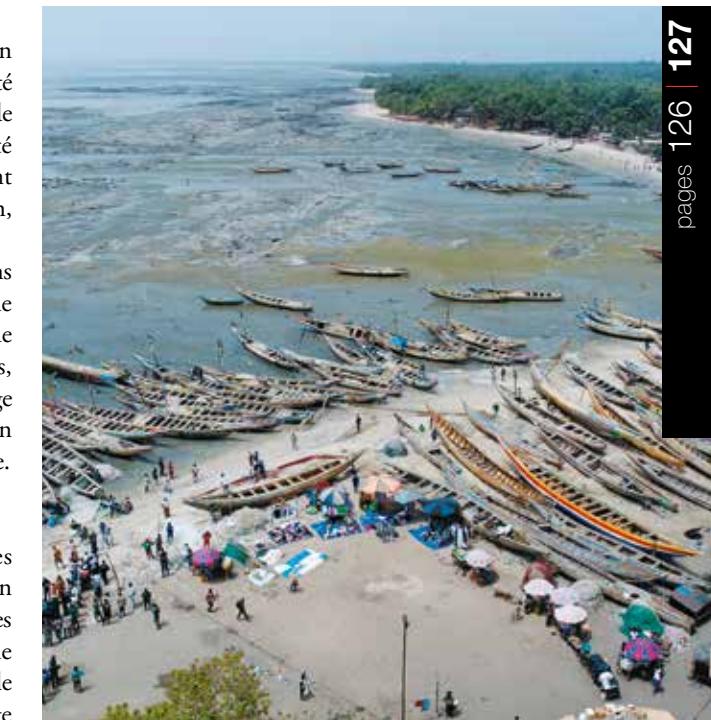




PREMIERS PAS EN GUINÉE

- La Guinée en bref >>>

126



LA GUINÉE EN BREF

OÙ LOGER À CONAKRY

Plusieurs hôtels de standing ont été rénovés ou construits depuis une dizaine d'années à Conakry, en particulier pour un public d'affaires, offrant des services irréprochables pour un séjour professionnel, ainsi qu'un environnement permettant de se détendre une fois la journée passée.

Hôtel Palm Camayenne

Premier grand hôtel de la Guinée indépendante, construit en 1964 à Dixinn, le Palm Camayenne a été rénové en 2013. Il dispose de 123 chambres et suites, de trois restaurants, deux bars, d'une grande piscine, d'un jardin ainsi que de trois salles de conférence et d'un centre d'affaires.

info@palmcamayenne.com
www.palmcamayenne.com

Onomo Hôtel

Onomo cherche à offrir en Afrique le meilleur rapport qualité-prix possible. Onomo Hôtel Conakry dispose de 123 chambres, dont trois pour les personnes à mobilité réduite, douze chambres supérieures et une résidence hôtelière - « Made in Onomo » - de 29 appartements.

onomo.conakry@onomohotel.com
www.onomohotel.com

Radisson Blu Hôtel

Le groupe Radisson a ouvert en décembre 2024 une nouvelle adresse dans la capitale guinéenne en rénovant l'ex « Sheraton Grand », lui-même inauguré en décembre 2016 dans le quartier résidentiel de Kipé, au nord-ouest de Conakry. Le Radisson Blu propose 282 chambres, suites et appartements conçus pour allier confort et vue imprenable sur la ville et l'océan.

Hôtel Noom

De tous les nouveaux établissements hôteliers de la capitale, c'est celui qui joue le plus la carte de la modernité, avec une terrasse et un restaurant qui attirent « le tout Conakry ». L'hôtel est situé en plein centre-ville, sur la presqu'île de Kaloum.

info.conakry@noomhotels.com
www.conakry.noomhotels.com/fr

Mais aussi...

Millenium Suites, Riviera Hôtel, Grand Hôtel Central ou encore Hôtel Kaloum, de nombreuses autres alternatives avec de hauts niveaux de services s'offrent aux voyageurs d'affaires dans la capitale guinéenne.

<https://millenniumsuites.com>
<https://rivieraroyalhotel.com>
<https://www.grandhotelcentral.com>

CONAKRY ET SES ALENTOURS

Historiquement, c'est sur l'île de Tombo, non loin des îles de Loos, que Conakry a poussé à l'extrême sud d'une péninsule longue d'une quarantaine de kilomètres. Durant la colonisation, Tombo a été rattachée par une digue à la péninsule, permettant un développement urbain, d'abord vers Kaloum, puis vers le nord.

Avec une population estimée à plus de 2,3 millions de personnes, l'agglomération est composée de Kaloum, de Dixinn, où se trouve l'université de Conakry ainsi que de nombreuses ambassades, de Ratoma, de Matam et de Matoto, qui héberge l'aéroport. Ces cinq communes forment la région de Conakry, l'une des huit que compte la Guinée.

De Tombo aux îles de Loos

Aujourd'hui, rejoindre Kaloum, centre des affaires et de l'administration, est une calamité en voiture, car seule deux routes, bondées durant les heures de pointe, le permettent. Un programme urbanistique doit permettre de réorganiser la ville en l'aménageant, tout en la dotant de davantage de logements salubres. Le projet vise aussi à mieux répartir la population de la capitale et à renforcer l'attractivité des villes secondaires voisines.

Si votre programme dans la capitale guinéenne vous permet de libérer une demi-journée, les îles de Loos constituent un lieu d'évasion unique. Elles ont l'avantage de se situer à sept petits kilomètres au sud de la presqu'île de Kaloum. De quoi éviter de traverser toute la ville du sud au nord, sur plus d'une heure, afin d'accéder à la nature généreuse qu'offre aussi la grande banlieue de la capitale.



Farniente, plage, randonnées, pêche en mer...

L'archipel de Loos couvre environ 60 km² et comprend trois îles principales - Tamara, Kassa et Roum - ainsi que quatre îlots inhabités dans sa partie sud - Corail, Blanche, Cabri et Poulet. Le tout forme un cercle de 18 à 19 km de diamètre. L'île de Tombo, sur laquelle le centre historique de Conakry a été bâti, a autrefois fait partie de l'archipel. Les visiteurs de ces lieux merveilleux témoignent du dépaysement et du calme qu'ils ressentent, à un jet de pierre du tumulte de Conakry.

Pour les amateurs de farniente, les îles de Loos sont idéales, avec leurs plages de sable fin bordées de palmiers et de cocotiers. Les plus sportifs pourront également pratiquer des activités nautiques : plongée, voile, pêche en mer... Des randonnées sont aussi possibles, de même que des visites culturelles, comme celle de l'ancien pénitencier de Fotoba, qui recevait les grands détenus de l'ex-Afrique occidentale française (AOF). L'archipel a également joué un rôle dans le commerce triangulaire.

■ ■ ■



CONDITIONS CLIMATIQUES

Le climat de la Guinée est tropical, mais il varie selon les régions, la différence étant importante entre la côte et le centre, où culmine le Fouta-Djalon à plus de 1 500 mètres d'altitude. L'Ouest est humide, le centre tempéré, le Nord-Est tropical et le Sud-Est subéquatorial. En revanche, Conakry, située sur la côte, connaît peu de variations de températures au cours de l'année. En hiver, les températures diurnes sont d'environ 30 degrés et pendant la saison des pluies, elles ne descendent qu'à 27 degrés, bien que l'humidité élevée donne une impression de chaleur plus forte.

MONNAIE

Le franc guinéen (GNF) ne peut s'échanger que sur place et l'on ne peut repartir de Guinée qu'avec une somme de 10 000 francs guinéens. Usage possible de la carte de crédit (Mastercard, Visa) dans certains hôtels du pays. Le cours du franc guinéen est flottant, un euro correspondant environ à 10 100 francs guinéens.

DÉCALAGE HORAIRE :

GMT + 00h00 ■



■■■ FORMALITÉS ET SANTÉ

Pour entrer en Guinée, la plupart des voyageurs devront obtenir un visa auprès de la représentation diplomatique guinéenne compétente. La Guinée a également mis en place une plateforme en ligne de demande de visa électronique afin de faciliter les entrées sur son territoire. Pour obtenir un visa, le passeport doit être valide six mois après la date de retour et disposer d'au moins trois pages vierges dont deux face à face.

Les ressortissants des pays suivants sont exemptés de visas : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Tunisie.

Le certificat de vaccination doit mentionner le vaccin contre la fièvre jaune. Il est conseillé de prévoir un traitement contre le paludisme.

Y ALLER

De plus en plus de compagnies aériennes internationales et régionales desservent l'aéroport international Ahmed Sékou Touré de Conakry : Air France, Royal Air Maroc, Brussels Airlines, Turkish Airlines, Ethiopian Airlines, Emirates, Tunis Air, Asky, Air Sénégal, Air Côte d'Ivoire...

RAK TOWER



Bati sur un sol de 2.500m² sis à Kaloum-Coronthie, hissé à 6,75 sur l'échelle de Richter, RAK Tower vous propose 15 étages de plateaux modulables à usage professionnel. Au rez-de-chaussée, les espaces à usage commercial sont de parfaites vitrines pour vos activités.

RAK Tower, c'est tout un univers pensé pour y organiser vos événements corporates, des déjeuners d'affaires mais aussi, en fin de journée, vous détendre dans un espace lounge accessible grâce aux ascenseurs panoramiques.

- 2 sous-sols dédiés au parking
- 1 centre commercial
- 15 plateaux de plus de 800 m² chacun à usage de bureau
- 1 salle de conférence de 300 places
- 1 piano bar
- 1 restaurant panoramique
- 1 espace évènementiel de 2 000M²
- Des espaces de co working

Pour le compte de GESTIM Guinée

CANOPee

Pour toutes informations, veuillez contacter le +224 622 66 44 30



L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DU SECTEUR DES JEUX ET PRATIQUES ASSIMILÉES (L'ARSJPA) : UN RÉGULATEUR ÉQUITABLE ET JUSTE AU SERVICE DU JEU.

La création de l'Autorité de Régulation du Secteur des Jeux et Pratiques Assimilées (ARSJPA) le 28 janvier 2023, comme entité en charge de la régulation des jeux, est l'expression d'une réelle volonté politique d'engager une réforme dans ce secteur, certes important au plan financier pour les acteurs, mais exposé à plusieurs fléaux (corruption, blanchiment de capitaux, fraude fiscale).

Elle est régie par les dispositions de la Loi L/2023/0008/CNT du 13 mars 2023 portant statut général des Autorités Administratives Indépendantes (AAI).

L'ARSJPA est placée sous la tutelle technique de la Présidence de la République de Guinée et sous la tutelle financière du Ministère de l'Économie et des Finances.

A ce titre, elle est particulièrement chargée de :

- organiser et réglementer le secteur des jeux ;
- autoriser toutes formes des jeux et pratiques assimilées ;
- contrôler le respect des lois et règlements applicables au secteur ;
- surveiller le secteur des jeux et pratiques assimilées ;

- réguler la concurrence dans le secteur ;
- protéger les mineurs ;
- protéger les intérêts des parieurs ;
- informer et sensibiliser sur le jeu responsable ;
- lutter contre les sites illégaux, la fraude et la corruption dans le secteur des jeux ;
- auditer les flux financiers du secteur des jeux ;
- contribuer à la lutte contre le blanchiment des capitaux en liaison avec les transactions issues du secteur des jeux.

OBJECTIFS DE LA RÉFORME DU SECTEUR DES JEUX

La raison principale de la réforme est de moderniser le cadre juridique et institutionnel régissant le secteur des jeux en Guinée, en mettant en place une autorité administrative indépendante ayant les moyens et capacités d'accompagner, sur une base pérenne et transparente, les stratégies et politiques publiques en matière d'organisation, de réglementation, de contrôle et de surveillance de l'industrie des jeux, et ce, en garantissant les intérêts de différentes parties prenantes.

ÉTAT DES LIEUX DU SECTEUR DES JEUX

Le diagnostic réalisé par l'équipe de la Direction Générale de L'ARSJPA a permis de détecter des dysfonctionnements importants (écart) entre les données déclarées par les exploitants et celles transmises par les Etablissements de Monnaie Électronique (EME). Les montants compromis par les fausses déclarations (plus de 100 milliards de francs guinéens) ont fait l'objet d'un accord avec les sociétés concernées (pour le recouvrement) avec l'assistance technique et juridique de l'Agent Judiciaire de l'État en 2023. L'état des lieux a aussi permis de ressortir le potentiel réel de l'industrie des jeux en Guinée qui est de 10 000 milliards GNF dont 5 000 milliards GNF ne sont pas valorisés. L'analyse de cette situation a permis à L'ARSJPA de faire des recommandations à la hiérarchie dans le sens d'ouverture du marché, afin d'améliorer la mobilisation des ressources non fiscales.

LES CHIFFRES CLÉS

La mise en place de l'autorité de régulation a permis de mobiliser plus de recettes au compte du Trésor Public. Pour la seule année 2023, L'ARSJPA a versé environ soixante milliards francs guinéens dans les caisses de l'État. Les prévisions pour l'année 2024 sont de 165 milliards francs guinéens, les redevances par année et la lutte contre les opérateurs et sites illégaux. Lancement d'une vaste opération de démantèlement des CASINOS illégaux exploités par certains groupes d'étrangers en violation de la réglementation en vigueur. Dans le cadre de ses opérations des documents et machines de jeux ont été saisis par l'équipe de L'ARSJPA appuyée par les services de sécurité. Ces actions ont permis de réduire la fuite des capitaux qui portent atteinte aux intérêts des opérateurs légalement établis et qui s'accusent du paiement des redevances à l'État. Détection, à travers le service informatique, des sites illégaux d'exploitation de jeux en ligne avec la complémentarité des sociétés établies localement. Avec le concours du service juridique, L'ARSJPA a non seulement mis fin à ces pratiques illégales, mais elle a surtout ordonné aux Etablissements de Monnaies Électroniques (EME) de bloquer les fonds se trouvant dans les comptes des opérateurs illégaux.

Examen et gestion des plaintes des parieurs. Plusieurs plaintes des parieurs ont été examinées et traitées en relation avec les opérateurs (retards et difficultés et/ou refus de paiement des gains).

PARTENARIAT AVEC LES INSTITUTIONS

Plusieurs partenariats de collaboration ont été établis avec les entités publiques et privées dans le cadre de la mission de contrôle des transactions issues du secteur des jeux, à savoir :

- Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPT) ;
- Banque Centrale de la République de Guinée (ARPT) ;
- Direction Générale des Impôts ;
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité (DGTC) ;
- Agence Judiciaire de l'État (AJE) ;
- SYLICASH, Orange Guinée, MTN et INTOUCH ;
- mise en place du système de contrôle et du monitoring.

Ce processus est en cours de réalisation, pour assurer un suivi permanent de l'exploitation des jeux, des opérateurs afin de garantir une transparence des chiffres et aussi mieux protéger les intérêts des parieurs. Le système permet également de lutter de manière efficace contre la fraude et le blanchiment d'argent.

PERSPECTIVES 2024

Après six mois d'activités en 2023 et les résultats obtenus, nous restons optimistes, pour le contrôle, la surveillance et la réglementation dans le secteur des jeux et pratiques assimilées. Une mobilisation plus forte des redevances, une meilleure protection des parieurs et une amplification des actions institutionnelles, sociales, sportives, culturelles et éducatives.

Les défis à relever sont énormes mais pas insurmontables avec l'appui sans cesse de nos tutelles sous la houlette de son Excellence, Monsieur le Président de la République, le Général de Corps d'Armée, Mamadi DOUMBOUYA.

L'ARSJPA, un Régulateur Équitable et Juste au service du Jeu ■



Autorité de Régulation du Secteur des Jeux et Pratiques Assimilées
Villa 33 , Kaloum Boulbinet, Cité des Nations,
Conakry, Guinée
Tél. +224 612 00 87 57 - www.autorite-jeux.com

Acronymes & sigles

AGL	<i>Africa Global Logistics</i>
AGUIFIL	<i>Agence guinéenne pour le financement du logement</i>
APB	<i>Association professionnelle des établissements de crédit de Guinée</i>
APIP	<i>Agence pour la promotion des investissements privés</i>
BAD	<i>Banque africaine de développement</i>
BAL	<i>Bolloré Africa Logistics</i>
BCRG	<i>Banque centrale de la République de Guinée</i>
BSTP	<i>Bourse de sous-traitance et de partenariats</i>
CBK	<i>Compagnie des bauxites de Kindia</i>
CCCC	<i>China Communications Construction Company</i>
CEDEAO	<i>Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest</i>
CIRAD	<i>Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement</i>
CNRD	<i>Comité national du rassemblement pour le développement</i>
CNT	<i>Conseil national de la transition</i>
CPI	<i>China Power Investment</i>
CRBC	<i>China Road and Bridge Corporation</i>
CRIEF	<i>Cour de répression des infractions économiques et financières</i>
CTG	<i>Compagnie du Tranguinéen</i>
CWE	<i>China International Water and Electric Corporation</i>
EDG	<i>Électricité de Guinée</i>
EGA	<i>Emirates Global Aluminium</i>
FMI	<i>Fonds monétaire international</i>
FOCAC	<i>Forum sur la coopération sino-africaine</i>
GAC	<i>Guinea Alumina Corporation</i>
GBF	<i>Guinea Business Forum</i>
GPC	<i>Guinéenne de prestation et de construction</i>
GUIF	<i>Guinea Investment Forum</i>
MSC	<i>Mediterranean Shipping Company</i>

OMVG	<i>Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie</i>
ONUDI	<i>Organisation des Nations unies pour le développement industriel</i>
PAC	<i>Port autonome de Conakry</i>
PIDA	<i>Programme pour le développement des infrastructures en Afrique</i>
PNDES	<i>Plan national de développement économique et social</i>
PNDIG	<i>Politique nationale de développement industriel de Guinée</i>
PNUD	<i>Programme des Nations Unies pour le développement</i>
PPP	<i>Partenariat public-privé</i>
PRI	<i>Programme de référence intérimaire</i>
SEG	<i>Société des eaux de Guinée</i>
SFI	<i>Société financière internationale</i>
SMFG	<i>Société des mines de fer de Guinée</i>
SNG	<i>Société navale guinéenne</i>
SOGEAC	<i>Société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Conakry</i>
SOGEB	<i>Société de gestion et d'exploitation du backbone national de Guinée</i>
SPIC	<i>State Power Investment Corporation</i>
TBEA	<i>Tébian Electric Apparatus stock</i>
UIT	<i>Union internationale des télécommunications</i>
WCS	<i>Winning Consortium Simandou</i>
ZLECAF	<i>Zone de libre-échange continentale africaine</i>

ACTIVA GROUPE

Assurances

Aliou SOW, directeur général
<https://guinee.group-activa.com>
 N° de page : 51

AFFECTIO MUTANDI

Conseil en Responsabilité Sociétale
 Pierre-Samuel GUEDJ, directeur général
www.affectiomutandi.com
 N° de page : 91

AFRICA GLOBAL LOGISTICS

Transport & Logistique
 Cpt. Fabjanko KOKAN
www.aglgroup.com
 N° de page : 23

AGUIPEX

Agence guinéenne de promotion des exportations
 Amadou Daff BALDÉ, directeur général
www.aguipex.gov.gn
 N° de pages : 28-29

AMBITION AFRICA

Forum des relations économiques et commerciales
 franco-africaines
<https://event.businessfrance.fr/ambition-africa>
 N° de page : 59

ARSJPA

Autorité de régulation du secteur des jeux et pratiques assimilées
 Mamadou CISSÉ, directeur général
<https://arsjpa.gov.gn>
 N° de pages : 130-131

ATC GUINÉE SA

Industrie métallurgique
 Jha Arun KUMAR, directeur général
<https://groupeatc.com/>
 N° de page : 111

COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINÉE

Karifa CONDÉ, directeur général
<https://cbg-guinee.com/>
 N° de pages : 92-93

COMPTOIR COMMERCIAL GÉNÉRAL

Agro-industrie
 El Hadj Ibrahima DIALLO, directeur général
<https://ccgguinee.com>
 N° de page : 77

COMPAGNIE FINANCIÈRE AFRICAINE

Microfinance
 Sékou Oumar DIAKITÉ, directeur général
www.cofinaguinee.com
 N° de page : 31

ECOBANK GUINÉE

Banque
 Diawadou BAH, directeur général
www.ecobank.com
 N° de pages : 66-67

ENABEL GUINÉE

Coopération internationale
 Saïd KARMAOUI
www.enabel.be/fr/country/guinee
 N° de page : 27 (encart 3 volets)

ERNST & YOUNG

Audit
 Amara NDIAYE, partner
www.ey.com
 N° de page : 17

GESTIM

BTP - Immobilier
 Aboukhalil KALIL, directeur général
 N° de page : 129

KDIA CONSULTING

Infrastructure - Energy
 Saickou BAH, directeur général
 N° de page : 107

ÉTUDE MAÎTRE ANSOUMANE KALIVOGLI

Notaire
 Maître Ansoumane KALIVOGLI
<https://maitrekalivogui.com>
 N° de page : 47

SETRA

BTP
 El. Brahim KOUROUMA, directeur général
www.setra-sa.com
 N° de page : 113

SOCIÉTÉ DES MINES DE FER DE GUINÉE

Mines
 Oumar SYLLA, directeur général
www.smfg.com
 N° de page : 85

SOCIÉTÉ NAVALE GUINÉENNE

Agence maritime, transport et logistique
 Lanssana CISSÉ, directeur général
<https://nav.societenavaleguineenne.gov.gn>
 N° de pages : 116-117

SOBRAGUI

Brasserie
 Xavier DEBOISSET, directeur général
www.sobragui.com
 N° de page : 3^e de couverture

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE GUINÉE

Banques
 Thierno Ibrahima DIALLO, directeur général
<https://guinee.societegenerale.com>
 N° de pages : 34-35 et 4^e de couverture

SUNU ASSURANCES

Assurances
 Mandiaye DIAYE, directeur général
[https://sunu-group.com](http://www.sunu-group.com)
 N° de page : 4

VERGNET HYDRO

Fournisseur d'eau et d'énergie
 Étienne DECHERF, directeur commercial et projets
www.vergnet-hydro.com
 N° de page : 105

VISTA ASSURANCES GUINÉE

Assurances
 Baba Alimou TALL, directeur général
<https://vista-assurances.com/gn>
 N° de pages : 2-3 et 72-73

WEST INGENIERIE GUINÉE

Ingénieurs Conseils
 Dr. Souleymane KOUYATÉ, directeur général
<https://westingenieriegn.com>
 N° de page : 33

bloc-notes



bloc-notes



bloc-notes



Nouveau

Pétillant et rafraîchissant

The advertisement features a blue background with a pattern of white bubbles. In the top right corner, a yellow curved banner contains the word "Nouveau". Below it, the words "Pétillant et rafraîchissant" are written in a large, stylized yellow font. In the bottom left corner, there is a large white "Guini" logo with a green elephant icon above the letters. Two bottles of Guini Soda Water are shown: one full bottle in the center-right and another partially visible behind it. Both bottles have a dark label with the "Guini" logo, a green elephant, and the text "Soda Water". The bottle in the foreground is labeled "30 cl". At the bottom right, there are small icons for social media platforms: a sun, a Facebook "f", and an "in".

UNE LIBERTÉ FINANCIÈRE À PORTÉE DE MAIN

Avec les **cartes VISA** Société Générale Guinée,
accédez à une multitude d'avantages



Validité de la carte 3 ans



Fiabilité, sécurité et simplicité



Achat TPE chez les commerçants



Achat sur internet sécurisé avec la 3D secure



Retrait DAB



Offres et promotions exceptionnelles sur le site web de VISA
www.visacards.africa



VISA



Voice

C'EST VOUS
L'AVENIR



SOCIETE GENERALE
GUINEE